

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

## REGION WALLONNE

F. 86 — 35

7 OCTOBRE 1985. — Décret sur la protection des eaux de surface contre la pollution (1)

Le Conseil Régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>*Objectifs et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret a pour objet de préserver les eaux de surface contre la pollution et d'améliorer leur qualité, notamment en vue de protéger :

- 1° les consommateurs d'eau potabilisée à partir d'une eau de surface, et les autres utilisateurs des eaux de surface;
- 2° la faune et la flore dans les eaux de surface.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1° « Eaux de surface » : les eaux de surface ordinaires et les eaux des voies artificielles d'écoulement;

2° « Eaux de surface ordinaires » : les eaux des voies navigables, les eaux des cours d'eau non navigables y compris leurs parcours souterrains, les ruisseaux et rivières, même à débit intermittent en amont du point où ils sont classés comme cours d'eau non navigables, les eaux des lacs, des étangs et autres eaux courantes et stagnantes à l'exception des eaux des voies artificielles d'écoulement;

3° « Voies artificielles d'écoulement » : rigoles, fossés ou aqueducs affectés à l'évacuation des eaux pluviales ou d'eaux usées épurées;

4° « Egouts publics » : voies publiques d'écoulement d'eau construites sous forme, soit de conduites souterraines, soit de rigoles ou de fossés à ciel ouvert et affectées à la collecte d'eaux usées;

5° « Collecteurs » : conduites reliant les réseaux d'égouts aux emplacements prévus ou prévisibles pour réaliser l'épuration des eaux usées;

6° « Déversement d'eaux usées » : introduction d'eaux usées dans une eau de surface par canalisation ou par tout autre moyen à l'exception du ruissellement naturel des eaux pluviales;

7° « Eaux usées » :

- eaux polluées artificiellement ou ayant fait l'objet d'une utilisation, en ce compris les eaux de refroidissement;
- eaux de ruissellement artificiel d'origine pluviale;
- eaux épurées en vue de leur rejet;

8° « Eaux usées domestiques » :

a) les eaux qui ne contiennent que :

- des eaux provenant d'installations sanitaires;
- des eaux de cuisine;
- des eaux provenant du nettoyage de bâtiments, tels qu'habitations, bureaux, locaux où est exercé un commerce de gros ou de détail, salles de spectacle, casernes, campings, prisons, établissements d'enseignement avec ou sans internat, hôpitaux, cliniques et autres établissements où des malades non contagieux sont hébergés et reçoivent des soins, bassins de natation, hôtels, restaurants, débits de boissons, salons de coiffure;
- eaux de lessive à domicile;
- des eaux de lavage des cycles non pourvus de moteurs (bicyclettes, tandems, tricyles, etc.) et des cyclomoteurs (cylindrée n'excédant pas 50 cm<sup>3</sup>);
- des eaux de lavage de moins de dix véhicules et de leurs remorques par jour (tels que voitures, camionnettes et camions, autobus et autocars, tracteurs, motocyclettes), à l'exception des véhicules sur rail;
- ainsi que, les cas échéant, des eaux de pluie;

b) les eaux usées provenant des établissements de lavage de linge dont les machines sont utilisées exclusivement par la clientèle;

c) les eaux usées provenant d'usines, d'ateliers, dépôts et laboratoires occupant moins de sept personnes, sauf si l'autorité compétente pour l'octroi de l'autorisation de déversement estime que les eaux usées sont nuisibles aux égouts et/ou au fonctionnement normal d'une station d'épuration des eaux et/ou au milieu récepteur et qu'elles ne doivent pas être classées comme eaux domestiques;

9° « Eaux usées agricoles » : les eaux usées provenant d'établissements où sont gardés ou élevés des animaux entraînant une charge polluante globale inférieure à un chiffre, maximum fixé par l'Exécutif et qui ne sont ni des jardins zoologiques, ni des ménageries permanentes; l'Exécutif fixe le mode de calcul de la charge polluante en fonction du nombre d'animaux et des espèces auxquelles ils appartiennent;

10° « Eaux usées industrielles » : eaux usées autres que les eaux usées domestiques et les eaux usées agricoles;

11° « Matières polluantes » : matières susceptibles d'entraîner une pollution;

12° « Pollution » : rejet de substances ou d'énergie effectué par l'homme dans le milieu aquatique, directement ou indirectement, et ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux;

13° « Paramètre » : caractéristique permettant de définir la qualité d'une eau de surface;

14° « Valeurs paramétriques » : mesures des différentes caractéristiques d'un paramètre;

15° « Valeurs impératives » : valeurs paramétriques auxquelles les eaux de surface, dans une zone déterminée, doivent être conformes soit immédiatement, soit dans un délai déterminé;

16° « Valeurs guides » : valeurs paramétriques auxquelles les eaux de surface, dans une zone déterminée, devront être conformes dans un délai qui n'est pas déterminé;

17° « Exécutif » : l'Exécutif régional Wallon ou le Ministre qu'il délègue;

18° « Travaux de démergement » : travaux effectués en vue d'éviter des inondations dues à l'affaissement minier du sol ou de remédier à ces inondations par l'établissement d'ouvrages d'art;

19° « Bateaux » : embarcations automotrices;

20° « Eau potable » : eau destinée à la consommation humaine;

21° « Eau potabilisable » : eau destinée à être traitée pour être rendue potable.

## CHAPITRE II

*Des eaux protégées et des objectifs de qualité des eaux de surface*

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Après avis de la commission prévue à l'article 48, l'Exécutif désigne, modifie et délimite des « zones de protection », dans lesquelles les eaux de surface, en raison notamment de leur utilisation ou de leur destination, doivent être conformes à certaines valeurs paramétriques.

Après avis de la même commission et sans préjudice de l'application des normes internationales obligatoires et des normes légales générales ou sectorielles, l'Exécutif peut fixer, pour des zones de protection désignées et délimitées conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, des valeurs impératives et des valeurs guides.

Les mêmes valeurs impératives et les mêmes valeurs guides sont fixées, en vertu de l'alinéa 2, pour toutes les zones de protection dont les eaux de surface ont la même utilisation ou la même destination. En raison des circonstances propres à la zone considérée ou pour la réalisation d'un programme de réduction de la pollution des eaux de surface établi conformément à l'article 16, l'Exécutif peut cependant fixer des valeurs impératives et des valeurs guides pour une zone de protection déterminée, dérogeant aux normes qu'il a établies pour d'autres zones de même nature.

L'Exécutif use des pouvoirs qui lui sont attribués par les alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3 en vue d'atteindre les résultats fixés par les directives prises en exécution du traité instituant la Communauté économique européenne.

Lorsque les limites de deux zones de protection, désignées en raison d'utilisations ou de destinations différentes, coïncident, les eaux de surface doivent être conformes, en ce qui concerne les paramètres communs, aux valeurs paramétriques les plus sévères, tant pour les valeurs guides que pour les valeurs impératives. La même règle est applicable, le cas échéant, à la partie commune à deux zones.

§ 2. Si cette mesure est nécessaire à assurer le respect de valeurs paramétriques déterminées dans une zone de protection située en aval, l'Exécutif peut, après avis de la commission prévue à

(1) Session 1984-1985 :

Documents du Conseil 107 (1983-1984) — nos 1 à 33.

Compte-rendu intégral. Séance publique du 2 septembre 1985. — Discussion. — Vote.

l'article 48, désigner et délimiter des zones d'amont dans lesquelles les eaux de surface doivent être conformes à certaines valeurs paramétriques.

**Art. 4.** L'Exécutif établit et tient à jour l'inventaire des zones désignées en vertu de l'article 3.

Cet inventaire mentionne :

- 1° les limites de chaque zone et partie de zone;
- 2° les paramètres et les valeurs paramétriques fixées pour chaque zone, résultat soit des décisions prises par l'Exécutif en vertu de l'article 3, soit des normes légales générales ou sectorielles, soit des normes internationales obligatoires.

L'inventaire des zones de protection et des zones d'amont, ainsi que ses mises à jour, sont publiés au *Moniteur belge*, sans préjudice de la publication des décisions prises par l'Exécutif en vertu de l'article 3 et de la publication des diverses normes légales ou internationales obligatoires dans les zones de protection et les zones d'amont.

**Art. 5.** Lorsqu'il est constaté, dans une zone de protection, que les eaux de surface ne sont pas conformes aux valeurs impératives, l'Exécutif prend les mesures nécessaires pour que ces eaux retrouvent la qualité exigée.

A cet effet, il applique une ou plusieurs des mesures suivantes :

- si une condition de l'autorisation n'est pas respectée par l'auteur d'un déversement dans une zone de protection, son autorisation de déversement lui sera retirée;
- si une condition de l'autorisation n'est pas respectée par l'auteur d'un déversement en amont d'une zone de protection, son autorisation de déversement lui sera retirée;
- après avis de la Commission prévue à l'article 48, les conditions des autorisations de déversement, accordées dans la zone de protection et en amont de celle-ci, seront modifiées en tout ou en partie.

L'Exécutif peut, en outre, interrompre temporairement une certaine utilisation des eaux de la zone de protection, si la réglementation de cette utilisation relève de la compétence de la Région. Dans le cas contraire, l'Exécutif notifie à l'autorité compétente les raisons qui pourraient justifier une suspension temporaire de l'autorisation de cette utilisation.

### CHAPITRE III. — Des déversements

**Art. 6. § 1er.** A l'exception des écoulements de marche des bateaux, tout déversement d'eaux usées dans une eau de surface ordinaire est subordonné à l'autorisation de l'Exécutif. Celui-ci peut soumettre les écoulements de marche des bateaux dans les eaux de surface ordinaires à autorisation selon la procédure qu'il détermine.

**§ 2.** Tout déversement d'eaux usées industrielles dans les égouts publics, les collecteurs d'eaux usées ou les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales est subordonné à l'autorisation de l'Exécutif.

**§ 3.** L'Exécutif peut soumettre à autorisation le déversement des eaux usées domestiques dans les voies artificielles d'écoulement, dans les égouts publics et dans les collecteurs d'eaux usées. Il désigne l'autorité compétente pour délivrer ces autorisations.

**§ 4.** L'Exécutif peut soumettre à autorisation le déversement des eaux usées agricoles dans les voies artificielles d'écoulement, dans les égouts publics et dans les collecteurs d'eaux usées. Il désigne l'autorité compétente pour délivrer ces autorisations.

**Art. 7.** Il est interdit :

- 1° d'introduire des gaz polluants, des liquides interdits par l'Exécutif, des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières dans les égouts publics et les collecteurs;
- 2° de jeter ou de déposer des objets, d'introduire des matières autres que des eaux usées dans les égouts publics et les collecteurs.

**Art. 8.** L'Exécutif peut déterminer des règles techniques de déversement des eaux usées, complétant les normes générales et sectorielles.

Il peut imposer des prescriptions relatives à l'entretien des étangs et autres pièces d'eau non courante en vue de prévenir la pollution organique qui résulte de leur vidange ou curage.

Il peut en outre, imposer aux autorités publiques gestionnaires de voirie des prescriptions, complétant les normes générales, en ce qui concerne la collecte, l'évacuation et le traitement des eaux de ruissellement.

**Art. 9. § 1er.** Lors de l'octroi d'une autorisation de déversement délivrée conformément à l'article 6, § 1er ou § 2, l'Exécutif veille au respect des valeurs impératives et, autant que possible, au respect des valeurs guides. En ce qui concerne ces dernières, il prend notamment en considération les caractéristiques particulières du déversement et du milieu dans lequel il se produirait, l'existence ou l'absence d'autres déversements actuels ou éventuels et, le cas

échéant, les conséquences d'un refus d'autorisation sur la viabilité d'une entreprise et, par là, sur la prospérité économique et le niveau de l'emploi.

**§ 2.** Les autorisations de déversement visées à l'article 6 mentionnent les conditions générales et sectorielles applicables, ainsi que les conditions de déversement dérogeant aux conditions établies par les règlements sur les déversements lorsque de telles dérogations sont autorisées.

L'autorité, compétente pour délivrer une autorisation de déversement, peut fixer les conditions particulières qui devront être respectées par le bénéficiaire de l'autorisation notamment afin d'atteindre ou de maintenir une qualité de l'eau conforme aux exigences des valeurs impératives et des valeurs guides déterminées en vertu de l'article 3.

En outre, l'autorité compétente peut, selon le cas, imposer des conditions relatives :

- à l'implantation de points de contrôle et de dispositifs de contrôle, au fonctionnement correct des instruments de contrôle, à l'accessibilité de ces dispositifs;
- à l'obligation de communiquer à l'autorité compétente les résultats mesurés dans le déversement et dans les eaux, ainsi qu'au mode de transmission de ces communications;
- aux périodes ou aux moments où les déversements sont permis;
- à la séparation des différents types d'eaux usées dont le déversement est autorisé, en eaux domestiques, pluviales, industrielles, agricoles ou en eaux de refroidissement.

Elle assortit les diverses conditions d'un délai de mise en œuvre.

**§ 3.** Tout refus d'autorisation est motivé.

**Art. 10.** L'autorisation est accordée pour une durée déterminée. A défaut de mention dans l'acte d'autorisation, la durée est de quatre ans.

Il ne pourra être fait usage de l'autorisation qu'après qu'un fonctionnaire de l'administration de la Région, désigné par l'Exécutif, aura constaté que sont effectivement respectées les conditions de l'autorisation pour lesquelles une telle vérification préalable a été prévue par l'autorisation elle-même. Cette constatation sera effectuée dans le délai de deux mois à partir de la notification faite par l'impétrant à l'administration.

**Art. 11. § 1er.** L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation peut, avant l'expiration de la durée pour laquelle celle-ci a été accordée, modifier les conditions de déversement :

- 1° sur demande motivée du titulaire de l'autorisation;
- 2° sur proposition d'un fonctionnaire de la Région désigné par l'Exécutif, si une des caractéristiques des eaux usées déversées est modifiée, ou dans le cas visé à l'article 5, alinéa 1er.

**§ 2.** Sans préjudice de l'application des dispositions pénales, le titulaire d'une autorisation de déversement est tenu d'aviser par écrit l'autorité qui a accordé l'autorisation lorsque les caractéristiques des eaux usées déversées sont modifiées par rapport à ce qui est prévu dans l'acte d'autorisation.

L'introduction d'une demande de modification des conditions dispense de cette déclaration.

**Art. 12.** L'autorisation de déversement peut être retirée ou suspendue par l'autorité compétente si les conditions de déversement ne sont pas respectées par le titulaire de l'autorisation. La décision de retrait ou de suspension est motivée.

**Art. 13.** L'Exécutif détermine :

- 1° la procédure d'introduction et d'instruction des demandes d'autorisation, ainsi que des demandes de renouvellement d'autorisation, et les règles selon lesquelles il sera statué sur ces demandes ou apporté des modifications aux conditions des autorisations antérieurement délivrées;
- 2° la forme des autorisations ainsi que les diverses mentions qui doivent y figurer;
- 3° les modalités selon lesquelles il pourra être fait usage des autorisations, notamment la transmissibilité de celles-ci;
- 4° les règles relatives aux mesures de publicité à prendre pour l'exécution des articles 6, 11, 12, 15, § 1er, notamment aux mesures d'affichage mentionnées à l'article 14.

**Art. 14. § 1er.** Toute décision accordant, refusant ou retirant une autorisation ou modifiant les conditions d'un déversement autorisé, prise en application des articles 6, 11, 12 ou 15 est notifiée à celui qui a demandé l'autorisation ou qui en est titulaire. Elle est, en outre, affichée à un endroit proche du lieu du déversement et accessible au public. L'autorisation peut être consultée auprès de l'Administration communale du lieu.

**§ 2.** Un recours est ouvert au demandeur ou au titulaire de l'autorisation contre les décisions prises à son égard. Ce recours doit être introduit dans les trente jours de la notification de la décision.

Un recours est également ouvert aux tiers intéressés contre les décisions visées au § 1er. Ce recours doit être introduit dans les trente jours de l'affichage de la décision.

Ces recours n'ont pas d'effet suspensif.

§ 3. Le recours est soumis à une commission dont l'Exécutif règle la composition et le fonctionnement. Cette commission communique son avis à l'Exécutif dans le délai d'un mois. A leur demande, le requérant et, le cas échéant, le titulaire sont entendus par la commission.

§ 4. Dans les trois mois de l'introduction du recours, l'Exécutif confirme, modifie ou infirme la décision qui a fait l'objet du recours. Sa décision est motivée. Elle est notifiée au requérant et le cas échéant, au titulaire de l'autorisation. Si elle modifie ou infirme une décision antérieure qui a été affichée, elle l'est elle-même.

Art. 15. § 1er. Tout dépôt de matières polluantes à un endroit d'où, par un phénomène naturel, ces matières peuvent être entraînées dans les eaux de surface ou les égouts publics, est subordonné à l'autorisation de l'Exécutif. Les articles 9 et 11 à 14 sont applicables à cette autorisation.

Toutefois l'épandage agricole de fumier, de pesticides ou d'autres matières n'est pas visé par le présent article.

§ 2. Le paragraphe premier n'est pas applicable aux dépôts de déchets, ni aux établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes. L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation requise pour ces dépôts ou établissements est tenue de demander l'avis de l'Exécutif ou du fonctionnaire désigné par lui au sein de l'administration régionale ayant la protection des eaux de surface dans ses attributions. Toute décision contraire à un avis est motivée.

#### CHAPITRE IV

##### *Etablissement et exécution du programme de réduction de la pollution*

Art. 16. L'Exécutif arrête un programme pluriannuel de réduction de la pollution des eaux de surface. Ce programme est mis à jour chaque année.

Avant d'arrêter le programme pluriannuel comme avant chaque mise à jour, l'Exécutif recueille l'avis de la commission prévue à l'article 48.

Le programme pluriannuel et ses mises à jour annuelles sont communiqués au Conseil régional, lors du dépôt du projet de budget.

§ 2. Le programme pluriannuel de réduction de la pollution des eaux de surface indique :

- 1<sup>o</sup> la situation existante en ce qui concerne la qualité des eaux de surface, les déversements et leurs effets sur la qualité des eaux;
- 2<sup>o</sup> les valeurs impératives et les valeurs guides déjà fixées et celles que l'Exécutif envisage de fixer au cours des années à venir;
- 3<sup>o</sup> les moyens qui seront mis en œuvre pour garantir que les eaux de surface répondront à la qualité définie par les valeurs impératives et se rapprocheront de la qualité résultant des valeurs guides;
- 4<sup>o</sup> les délais dans lesquels ces moyens seront mis en œuvre;
- 5<sup>o</sup> les montants des investissements publics prévus.

§ 3. La mise à jour annuelle du programme pluriannuel ne concerne que les éléments visés au § 2, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>.

§ 4. L'Exécutif peut faire réaliser des études d'optimisation de la gestion qualitative des bassins hydrographiques, concernant tous les éléments qui peuvent influencer la qualité et la protection des eaux de surface.

Art. 17. L'Exécutif peut agréer des associations de communes en qualité d'organismes d'épuration, pour assurer les missions définies à l'article 18 dans un ressort territorial déterminé. Celui-ci est fixé par l'Exécutif en tenant compte des limites des bassins hydrographiques: il peut comprendre tout ou partie du territoire de communes qui ne sont pas associées; il englobe en tout cas une partie au moins du territoire de chacune des communes associées.

Art. 18. Pour être agréée en qualité d'organisme d'épuration, une association de communes doit avoir notamment dans son objet les missions suivantes :

1<sup>o</sup> élaborer des programmes annuels d'assainissement assurant pour un ressort territorial déterminé la réalisation des programmes d'épuration visés à l'article 16, et soumettre ces programmes à l'Exécutif;

2<sup>o</sup> dans le cadre des programmes annuels ainsi élaborés et approuvés, assurer la maîtrise de la conception, de la réalisation et de l'aménagement, pour les ouvrages destinés à collecter et à épurer les eaux usées provenant des égouts publics;

3<sup>o</sup> gérer et exploiter les installations assurant, dans le ressort territorial de l'organisme, l'épuration des eaux usées collectées par les égouts publics;

4<sup>o</sup> éliminer des gadoues de vidange de fosses septiques et accepter dans ces stations les gadoues remises par les vidangeurs agréés, conformément aux règles de l'article 39;

5<sup>o</sup> répondre aux consultations des communes sur les documents relatifs aux plans généraux d'égouttage conformément à l'article 36;

6<sup>o</sup> exécuter, à la demande de l'Exécutif, d'autres missions en matière d'épuration des eaux usées;

7<sup>o</sup> informer l'Exécutif de l'arrivée d'effluents anormaux et des perturbations des eaux usées à traiter, constatées dans son ressort territorial.

Ces organismes d'épuration peuvent également effectuer des travaux de démergement.

Art. 19. Le maintien de la qualité des eaux de surface ne peut se comprendre comme entraînant une obligation à charge de la Région, sauf en ce qui concerne les valeurs impératives des objectifs de qualité dans les zones de protection; notamment la Région n'est pas tenue de bâtir des ouvrages d'épuration. Elle n'est tenue d'en financer la construction que dans les limites fixées par les règles d'allocation de subventions, prises en vertu du présent décret.

Art. 20. § 1er. Peuvent être subventionnés par la Région :

- 1<sup>o</sup> les études, les travaux et les acquisitions d'immeubles, nécessaires pour l'établissement d'ouvrages visés à l'article 16, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>;
- 2<sup>o</sup> les frais de fonctionnement des installations visées à l'article 18, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>;
- 3<sup>o</sup> les frais relatifs aux autres missions mentionnées à l'article 18, 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, et les frais administratifs des organismes d'épuration relatifs à ces missions.

L'Exécutif établit les règles générales selon lesquelles les subventions prévues au présent paragraphe peuvent être accordées. Il décide de l'octroi des subventions. Il peut conclure des conventions avec les organismes d'épuration, déterminant les frais qui seront pris en considération, le taux et le mode de calcul des subventions.

§ 2. Une subvention peut être accordée par l'Exécutif à un organisme d'épuration pour des frais relatifs aux missions qui lui seraient confiées en vertu de l'article 18, 6<sup>o</sup>, ainsi que pour les frais relatifs à la mission indiquée au deuxième alinéa de l'article 18.

§ 3. Les projets relatifs à des travaux destinés à assurer l'épuration des eaux de surface doivent s'intégrer dans la programmation visée à l'article 16 et satisfaire aux règles techniques définies en vertu de l'article 8 et aux critères fixés par l'Exécutif.

§ 4. L'Exécutif établit :

- a) un modèle de journal d'exploitation des stations d'épuration, à tenir par les organismes;
- b) un modèle de rapport technique annuel, à transmettre par les organismes dans un délai fixé;
- c) les règles de tenue d'une comptabilité distincte relative aux missions qui sont confiées en vertu de l'article 18.

§ 5. L'Exécutif peut charger des fonctionnaires de veiller au respect, par les organismes d'épuration, des règles du présent chapitre et les autoriser à cette fin à pénétrer dans les installations de ces organismes et à se faire produire les documents techniques et comptables qui doivent y être tenus.

#### CHAPITRE V. — Subventions aux entreprises et recherches

Art. 21. L'Exécutif peut allouer des subventions aux entreprises supportant une charge financière exceptionnellement élevée pour remplir les conditions auxquelles une autorisation de déversement leur a été accordée.

L'Exécutif détermine les règles selon lesquelles ces subventions sont accordées. Celles-ci ne peuvent dépasser les taux fixés conformément à l'article 6, § 1er, V, 2<sup>o</sup>, C, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Ces subventions font l'objet de conventions entre la Région et l'entreprise bénéficiaire.

Art. 22. L'Exécutif peut allouer des subventions aux entreprises appartenant à un secteur ou à plusieurs secteurs industriels qui ont entrepris ou qui vont entreprendre des recherches et des essais afin de découvrir soit un procédé de fabrication moins polluant, soit un procédé d'épuration plus efficace. Ces subventions font l'objet de conventions entre la Région et l'entreprise bénéficiaire. Ces conventions peuvent stipuler au profit de la Région des clauses relatives à la propriété intellectuelle du résultat des recherches et des essais.

Art. 23. Il est créé un service scientifique et technique de l'eau, qui coordonne les recherches et la diffusion des résultats en matière de protection des eaux de surface; il oriente les recherches dans les domaines nouveaux, notamment en fonction des propositions qui lui sont faites par les organismes.

#### CHAPITRE VI. — Financement

##### Section I. — Dispositions budgétaires

Art. 24. Les recettes suivantes sont, en vertu de l'affectation spéciale qu'elles reçoivent par application des articles 25 et 28, inscrites à une section spéciale du budget des recettes :

- 1<sup>o</sup> les redevances prévues par les articles 28 à 30;

2° les libéralités et toutes autres recettes occasionnelles qui se rattachent à l'exercice des compétences de la Région en matière d'épuration des eaux de surface;

3° les contributions d'organismes belges, étrangers ou internationaux, à des dépenses en matière d'épuration des eaux de surface;

4° le remboursement des avances récupérables accordées en application de l'article 43;

5° l'excédent probable, au cours de l'exercice précédent, des recettes inscrites à la section spéciale du budget des recettes sur les dépenses inscrites à la section spéciale du budget des dépenses;

6° les taxes prévues par l'article 32.

**Art. 25.** Les recettes mentionnées à l'article 24 sont affectées aux dépenses suivantes, qui seront inscrites à une section spéciale du budget des dépenses. Ces recettes assurent le financement de ces dépenses :

1° les subventions prévues à l'article 20, § 1er, 2° et 3°;

2° les subventions prévues aux articles 21 et 22;

3° les frais de fonctionnement du service scientifique et technique de l'eau visé à l'article 23, et du service d'intervention immédiate;

4° les avances récupérables prévues à l'article 43;

5° les dépenses d'investissement nécessaires pour assurer le fonctionnement du service d'intervention immédiate prévu à l'article 43;

6° la rémunération des experts désignés par l'Exécutif pour l'assister dans les fonctions qu'il doit remplir en vertu de l'article 6,

§ 4, 2°, et en vertu de l'article 81 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles s'il s'agit de la négociation d'accords internationaux relatifs à l'un des objets du présent décret;

7° les frais de perception des redevances et des taxes;

8° l'excédent possible, au cours de l'exercice précédent, des dépenses inscrites à la section spéciale du budget des dépenses sur les recettes inscrites à la section spéciale du budget des recettes.

**Art. 26.** Les recettes mentionnées à l'article 24 peuvent également être affectées aux dépenses suivantes :

1° les frais entraînés par l'établissement de statistiques, décidé en vertu de l'article 44;

2° les frais de surveillance de l'état des eaux de surface prévue par l'article 41;

3° les frais relatifs à la recherche, à la constatation et à la poursuite des infractions, dans la mesure où, en vertu des dispositions du chapitre XIII, ces frais incombent à la Région;

4° les subventions prévues à l'article 20, § 1er, 1°.

**Art. 27.** Les dépenses visées à l'article 26 sont également inscrites à la section spéciale du budget des dépenses sous laquelle sont inscrites les dépenses prévues à l'article 25, dans le cas où l'affectation desdites recettes aux dépenses énumérées au présent article est décidée.

### Section II. — Redevances

**Art. 28.** L'Exécutif détermine, sur base des éléments constitutifs du calcul des tarifs établis par la loi, les redevances dues par les entreprises qui déversent des eaux usées industrielles dans les égouts publics, les collecteurs d'eaux usées ou les stations d'épuration des organismes d'épuration.

L'Exécutif peut établir des redevances dues par les entreprises qui déversent leurs eaux industrielles directement dans les eaux de surface.

Il arrête les modalités de perception des redevances.

**Art. 29. § 1er.** Il est établi une redevance sur le déversement :

1. des eaux usées domestiques;

2. des eaux usées autres que des eaux industrielles rejetées par des entreprises;

3. des autres eaux usées provenant d'un prélèvement d'eau de la distribution publique.

La redevance est calculée sur base du volume d'eau potable prélevée sur la distribution publique.

La redevance est due également lorsque l'évacuation des eaux usées domestiques n'est pas assurée par un égout ou n'aboutit pas dans une eau de surface.

§ 2. L'Exécutif détermine le mode de calcul et les modalités de perception de cette redevance.

Il peut notamment charger le distributeur d'eau de cette perception, au nom de la Région; lorsque le consommateur conteste le principe du paiement ou le montant de la redevance, les services désignés par l'Exécutif veillent à la récupération. L'Exécutif établit les règles selon lesquelles les distributeurs sont indemnisés pour les frais de perception.

Le distributeur d'eau percevra la redevance à l'égard de tous ceux à qui l'eau est fournie, sous réserve :

— du droit qu'ont les personnes qui ne sont pas redevables en vertu du § 1er d'obtenir un dégrèvement auprès de l'administration régionale;

— d'exceptions que l'Exécutif peut définir pour la fourniture d'eau aux entreprises industrielles; dans ce cas, l'Exécutif détermine les modalités particulières d'application du § 1er à l'égard de ces entreprises.

L'Exécutif fixe la procédure du dégrèvement; les règles d'introduction de la demande sont reproduites sur la facture.

§ 3. 1° Si le Conseil provincial du Brabant arrête un règlement par lequel une taxe spécifique pour l'eau est imposée aux habitants et est affectée exclusivement aux organismes d'épuration compétents pour le territoire de ladite province, la redevance prévue par le présent article n'est pas perceptible sur le territoire de ladite province, à condition que le volume de redevances perçu soit suffisant pour la réalisation du programme visé à l'article 16, ainsi que pour le fonctionnement correct des installations d'épuration. La réalisation de cette condition est actée par l'Exécutif et publiée au *Moniteur belge*. La dispense de l'obligation de payer la redevance prend cours le 1er janvier de l'exercice suivant la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté précité;

2° L'Exécutif peut soit exclure ces organismes du bénéfice de l'article 20 pour le territoire de ladite province, soit prendre des mesures spéciales d'application de l'article 20;

3° Si l'Exécutif constate que la condition visée au premier alinéa cesse d'être remplie, la dispense est supprimée dès le 1er janvier de l'exercice suivant la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté de l'Exécutif.

**Art. 30. § 1er.** Lorsque les eaux usées domestiques proviennent exclusivement d'eau extraite d'un puits ou prélevée dans un cours d'eau, la redevance est forfaitaire. Son montant est fixé par un règlement pris par l'Exécutif.

Lorsqu'il est dû une redevance calculée sur base du volume d'eau potable conformément à l'article 29, ce volume d'eau est augmenté si le redevable utilise aussi de l'eau extraite d'un puits ou prélevée dans un cours d'eau. L'Exécutif détermine le mode de calcul de cette augmentation du volume d'eau servant à établir la redevance.

§ 2. Il peut y avoir dispense de l'obligation de payer la redevance sur le territoire de la province de Brabant selon les mêmes modalités qu'à l'article 29, § 3.

**Art. 31.** Sans préjudice de l'application de l'article 9 de la loi du 28 juin 1963 sur la comptabilité de l'Etat, l'Exécutif fixe le montant des redevances prévues aux articles 28 à 30, en tenant compte éventuellement des éléments constitutifs du calcul des tarifs établis par l'autorité nationale.

Le montant des diverses redevances est fixé de telle manière que l'ensemble des recettes escomptées pour l'exercice envisagé couvre l'ensemble des dépenses inscrites pour le même exercice à la section spéciale du budget prévue à l'article 25 et, éventuellement à l'article 26.

### Section III. — Taxes

**Art. 32. § 1er.** Une taxe d'un montant de trois francs au mètre cube dont le montant est adapté, le 1er janvier de chaque année, en fonction de l'indice des prix à la consommation à partir de l'indice applicable au moment de l'entrée en vigueur du présent article, est perçue lorsque l'eau de surface ou souterraine, potable ou potabilisable, prélevée ou captée en Région wallonne, est transférée à l'extérieur de la Région, par quelque moyen artificiel que ce soit, à l'exception du transfert d'eau mise en bouteille et en boîte.

Le présent article ne s'applique qu'aux transferts d'eau effectués à l'intérieur du territoire du Royaume, à l'exclusion des transferts vers d'autres Etats.

§ 2. Cette taxe est perçue à charge de celui qui transfère l'eau. Si une même personne transfère à la fois de l'eau de la région wallonne vers l'extérieur de celle-ci, et de l'eau provenant de l'extérieur vers la région wallonne, la taxe est perçue sur l'excédent transféré vers l'extérieur.

§ 3. L'Exécutif règle les modalités de perception de la taxe et de son contrôle.

§ 4. Les provinces et les communes ne peuvent pas percevoir de taxes de captage, de prélèvement ou autres sur les quantités d'eau visées au § 1er.

**Art. 32bis. § 1er.** L'Exécutif peut déroger à l'application de la taxe prévue à l'article 32 dans le cadre de contrats de fourniture d'eau à long terme conclus entre :

— l'Exécutif, au nom de la Région wallonne;

— l'autorité représentant valablement l'autre Région concernée;

— celui qui transfère l'eau vers la Région concernée.

§ 2. L'Exécutif peut, dans ses contrats, souscrire à tout engagement relatif au captage, au transport et à l'utilisation de l'eau, ainsi qu'à tout élément généralement quelconque concernant ces activités, dans le cadre des compétences dévolues à la Région, sans préjudice des règles relatives à la protection des eaux souterraines et de surface.

§ 3. Tout contrat tel que visé au § 2 doit être approuvé par un décret du Conseil régional. Il ne produit ses effets qu'à dater de cette ratification.

Art. 33. § 1er. L'Exécutif conclut les transactions avec les contribuables, pourvu qu'elles n'impliquent pas exemption ou modération de taxe.

En cas de non-paiement de la taxe, des intérêts et des accessoires, une contrainte est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement; elle est visée et rendue exécutoire par le fonctionnaire désigné à cette fin.

Elle est notifiée par pli recommandé à la poste. La remise de la pièce à la poste vaut notification à compter du lendemain.

§ 2. 1<sup>o</sup> Cette notification :

— interrompt le délai de prescription pour le recouvrement de la taxe, des intérêts et des accessoires;

— permet l'inscription de l'hypothèque légale visée à l'article 34, § 1er;

— permet au contribuable de faire opposition à l'exécution de la contrainte de la manière prévue à l'article 34, § 2;

— fait courir les intérêts moratoires conformément à l'article 35, § 1er, 2<sup>o</sup>.

2<sup>o</sup> La contrainte peut être également signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

§ 3. Après la notification visée au § 1er, le fonctionnaire chargé du recouvrement peut faire procéder, par pli recommandé à la poste, à la saisie-arêt-exécution entre les mains d'un tiers sur les sommes et effets dus ou appartenant au contribuable. La saisie-arêt doit également être dénoncée au contribuable par pli recommandé à la poste.

Cette saisie sort ses effets à compter de la remise de la pièce au destinataire.

Elle donne lieu à l'établissement et à l'envoi, par le fonctionnaire chargé du recouvrement, d'un avis de saisie comme prévu à l'article 1390 du Code judiciaire.

§ 4. Sous réserve de ce qui est prévu au § 3, les dispositions des articles 1539, 1540, 1542, premier et deuxième alinéas, et 1543, du Code judiciaire, sont applicables à cette saisie, étant entendu que la remise du montant de la saisie se fait entre les mains du fonctionnaire chargé du recouvrement.

§ 5. La saisie-arêt-exécution doit être pratiquée par exploit d'huissier, de la manière prévue aux articles 1539 à 1544 du Code judiciaire, lorsqu'il apparaît de la déclaration à laquelle le tiers saisi est tenu après la saisie effectuée par pli recommandé à la poste conformément au § 3 :

1<sup>o</sup> que le débiteur saisi s'oppose à la saisie-arêt-exécution;

2<sup>o</sup> que le tiers saisi conteste sa dette à l'égard du débiteur saisi;

3<sup>o</sup> qu'un autre créancier s'est opposé, avant la saisie par le fonctionnaire, à la remise par le tiers saisi des sommes dues par celui-ci.

Dans ces cas, la saisie-arêt pratiquée par le fonctionnaire par pli recommandé à la poste garde ses effets conservatoires si ce fonctionnaire fait procéder par exploit d'huissier, comme prévu à l'article 1539 du Code judiciaire, à une saisie-arêt-exécution entre les mains du tiers dans le mois qui suit le dépôt à la poste de la déclaration du tiers saisi.

Art. 34. § 1er. 1<sup>o</sup> Pour le recouvrement de la taxe, des intérêts et des frais, la Région a un privilège général sur tous les biens meubles du contribuable qui sont susceptibles d'hypothèque;

2<sup>o</sup> Le privilège prend rang immédiatement après ceux qui sont mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du livre II du Code de commerce et après le privilège réservé au Ministère des Finances en vertu de l'article 87 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

3<sup>o</sup> L'hypothèque légale prend rang à compter du jour de l'inscription qui est faite en vertu de la contrainte décernée, rendue exécutoire et notifiée ou signifiée au contribuable conformément au § 2 de l'article 33;

4<sup>o</sup> L'hypothèque est inscrite à la requête de l'Exécutif ou de son délégué. L'inscription a lieu nonobstant opposition, contestation ou recours, sur présentation d'une copie, certifiée conforme par le fonctionnaire désigné par l'Exécutif, de la contrainte mentionnant la date de la notification ou de la signification;

5<sup>o</sup> L'article 447, alinéa 2, du livre II du Code de commerce concernant les faillites, banqueroutes et sursis, n'est pas applicable à l'hypothèque légale en ce qui concerne les redevances dues pour lesquelles une contrainte a été notifiée ou signifiée au contribuable antérieurement au jugement déclaratif de la faillite.

§ 2. Sous réserve de ce qui est prévu par les §§ 2 à 5 de l'article 33, l'exécution de la contrainte a lieu compte tenu des dispositions de la cinquième partie, titre III, du Code judiciaire relatif à l'exécution forcée.

L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition motivée, formée par le contribuable, avec citation en justice. Cette opposition est faite par un exploit signifié à la Région en la personne du fonctionnaire qui a décerné la contrainte.

§ 3. La demande en restitution de la taxe et des intérêts est formée par un exploit contenant citation en justice, signifié à la Région en la personne du fonctionnaire désigné à cette fin.

Art. 35. § 1er. 1<sup>o</sup> Un intérêt de 1 % par mois est exigible de plein droit si la taxe n'a pas été payée dans le délai requis.

Cet intérêt est calculé mensuellement sur le total des taxes dues arrondi au millier de francs inférieur. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier. L'intérêt d'un mois n'est réclamé que s'il atteint 100 francs;

2<sup>o</sup> Les intérêts moratoires sur les sommes à recouvrer ou à restituer qui ne sont pas visées au 1<sup>o</sup> sont dus au taux fixe en matière civile et selon les règles établies en la même matière.

§ 2. En cas d'opposition à la contrainte, le contribuable peut, sur la poursuite de l'administration et avant le jugement vidant le débat, être condamné, selon la procédure de référé, à fournir, dans le délai à fixer par le juge, soit un versement provisionnel, soit un cautionnement, pour les sommes réclamées par la contrainte ou pour une partie de ces sommes. L'ordonnance est exécutoire nonobstant opposition ou appel. Le contribuable peut être autorisé à remplacer ces garanties par une caution personnelle agréée par l'administration.

Dans le cas où l'opposition à contrainte a été rejetée, aucun recours contre la décision judiciaire ne peut être valablement introduit, si le montant des sommes dues n'est pas consigné dans les deux mois de la demande que le fonctionnaire compétent notifie au contribuable sous pli recommandé à la poste.

## CHAPITRE VII. — *Egouts*

Article 36. § 1er. Tous les travaux d'égouts communaux doivent s'intégrer dans un plan communal général d'égouttage, établi après consultation de l'organisme d'épuration et approuvé par l'Exécutif.

L'Exécutif approuve ou refuse le plan; le refus doit être motivé pour une raison relative à l'objet du présent décret.

§ 2. L'Exécutif fixe les règles :

a) de présentation et d'élaboration des plans d'égouttage susvisés ainsi que le délai dans lequel ils doivent être présentés;

b) de délai dans lequel l'Exécutif statue.

§ 3. Dès l'entrée en vigueur des règles de présentation et d'élaboration des plans d'égouttage, l'octroi de toute subvention régionale en matière d'égouttage est subordonné à l'établissement d'un plan général d'égouttage approuvé et au respect de ce plan.

Art. 37. En cas d'urgence, si une menace grave pèse sur la salubrité publique ou l'environnement, l'Exécutif peut contraindre les communes à procéder à des travaux d'égouttage ou autres relatifs à l'évacuation des eaux usées dans un délai requis.

L'Exécutif peut charger le gouverneur de mettre à exécution les travaux prescrits aux frais des autorités communales en retard d'y satisfaire, sans préjudice de l'octroi éventuel de subvention en vue de la réalisation de ces travaux.

## CHAPITRE VIII. — *Autres mesures préventives contre la pollution*

Art. 38. L'Exécutif peut réglementer les rejets dans les eaux fluviales en provenance des bateaux ainsi qu'arrêter les mesures destinées à prévenir la pollution des eaux dans les ports fluviaux.

Art. 39. § 1er. L'Exécutif peut réglementer l'offre en vente, la vente et l'installation de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues et fixer les conditions auxquelles ces fosses et autres systèmes d'épuration doivent répondre.

L'Exécutif peut encourager l'installation de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues, réalisés conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 1er.

§ 2. L'Exécutif peut prescrire des règles d'entretien des systèmes d'épuration individuels; il peut notamment obliger à remettre les gadoues à des vidangeurs agréés conformément aux règles qu'il détermine.

§ 3. Les vidangeurs agréés sont tenus d'éliminer les gadoues par un des trois moyens suivants :

a) soit en les remettant à un agriculteur aux fins d'épandage selon les règles définies par l'Exécutif;

b) soit en les remettant à une station d'épuration désignée à cette fin par un organisme d'épuration, conformément au § 4;

c) soit en les transférant à l'extérieur de la Région, à condition d'informer l'administration de la destination et d'en fournir la preuve, selon les règles définies par l'Exécutif.

§ 4. L'Exécutif définit les règles à suivre par les organismes d'épuration en ce qui concerne le nombre, la capacité et l'implantation des installations d'épuration destinées à recueillir et à traiter les gadoues de vidanges.

Il peut interdire aux vidangeurs, par arrêté ou dans l'acte d'agrément, de recourir à certaines stations équipées afin de répartir les gadoues en fonction des capacités des stations.



**Art. 40.** L'Exécutif peut réglementer la fabrication, la vente, l'offre en vente et l'utilisation de produits qui, s'ils aboutissent après usage dans les eaux d'égouts ou dans les eaux de surface, sont susceptibles soit de polluer les eaux de surface, soit d'y entraver les phénomènes d'auto-épuration, soit de nuire au fonctionnement des installations d'épuration d'eaux usées et des fosses septiques.

#### CHAPITRE IX

##### *Surveillance de la qualité des eaux de surface et mesure d'urgence*

**Art. 41.** L'Exécutif peut charger des fonctionnaires et agents de la surveillance des eaux de surface.

Il peut aussi charger de missions de surveillance, par arrêté ou par contrat, des personnes publiques, y compris les organismes d'épuration agréés conformément à l'article 17.

Il peut confier, par contrat, à des personnes privées, des tâches ou des missions nécessaires à l'exercice de la surveillance des eaux de surface. Il fixe, par arrêté, les conditions auxquelles ces personnes privées doivent répondre pour être chargées de ces tâches ou missions.

**Art. 42.** L'Exécutif arrête les méthodes d'échantillonnage, d'analyse et d'inspection des eaux de surface, la fréquence des contrôles et les règles selon lesquelles le respect de la qualité des eaux sera appréciée en conformité avec les dispositions de même objet régulièrement prises pour l'application des normes générales et sectorielles.

**Art. 43. § 1er.** En cas de pollution grave et soudaine des eaux ou de menace immédiate de pollution grave, l'Exécutif peut prendre d'office toutes les mesures nécessaires pour éviter ou réduire la pollution; il peut aussi charger le gouverneur de la province ou le bourgmestre de prendre les mesures d'urgence qu'il leur indique.

L'Exécutif détermine la date à laquelle prennent fin les mesures d'urgence; il peut fixer des dates différentes pour certaines ou pour chacune des mesures qu'il a prises ou prescrit de prendre.

L'Exécutif peut charger le gouverneur de la province ou le bourgmestre de déterminer la date à laquelle prennent fin les mesures d'urgence prises par ceux-ci en vertu de l'alinéa 1er.

§ 2. L'Exécutif peut accorder, suivant les modalités d'un règlement qu'il établit, des avances récupérables aux autorités chargées, en vertu du § 1er, de prendre des mesures d'urgence.

§ 3. L'Exécutif peut créer un service d'intervention immédiate dont il règle l'organisation et les missions. Il peut prévoir la participation des pouvoirs subordonnés à ce service. Il peut aussi conclure des contrats avec des particuliers ou des entreprises pour assurer certaines tâches entrant dans sa mission.

#### CHAPITRE X. — Dispositions spéciales concernant l'application des directives des Communautés européennes et d'autres actes internationaux en matière de protection des eaux de surface. — Statistiques

**Art. 44.** Lorsque des renseignements individuels sont indispensables pour la préparation, l'élaboration ou l'exécution d'une réglementation en matière de protection des eaux de surface contre la pollution ou pour l'exécution des obligations internationales visées à l'article 46, l'Exécutif peut faire procéder à toutes les investigations nécessaires en vue de mettre ces renseignements à la disposition des services de la Région qu'il désigne.

Les renseignements individuels recueillis à cette occasion ne peuvent être utilisés qu'aux fins suivantes :

- a) application des autres articles du présent décret et de leurs arrêtés d'exécution;
- b) établissement des statistiques;
- c) recherche scientifique dans le domaine de la protection de l'environnement, à condition que le détenteur des données se soit engagé préalablement par écrit envers l'Exécutif à ne pas divulguer, laisser divulguer par des tiers ni publier des données d'une manière qui serait de nature à révéler des situations individuelles.

L'Exécutif peut publier des statistiques globales et anonymes, à l'exclusion des données dont, par suite du nombre réduit de déclarants, la divulgation serait de nature à révéler des situations individuelles.

**Art. 45.** Celui qui, à quelque titre que ce soit, détient soit des renseignements susceptibles de contenir des secrets industriels ou commerciaux recueillis en exécution du présent chapitre, soit des statistiques globales et anonymes établies à l'aide de ces renseignements et qui n'ont jamais été publiés par l'Exécutif, ne peut publier ces renseignements, statistiques ou informations, ni les communiquer à des personnes ou services non qualifiés pour en prendre connaissance.

Sauf s'il y a infraction au présent chapitre, ces renseignements statistiques ou informations ne peuvent, en outre, être révélés ni dans le cas visé par l'article 29 du Code d'instruction criminelle, ni en cas de témoignage en justice.

**Art. 46. § 1er.** Sans préjudice des compétences définies par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, dans les matières visées par le présent décret, l'Exécutif arrête toutes les mesures qui sont nécessaires pour assurer l'exécution des obligations découlant du traité instituant la Communauté économique européenne et des actes pris par les autorités instituées par ce traité, y compris les actes relatifs au risque de pollution des eaux souterraines à partir des eaux de surface.

§ 2. Sous les mêmes réserves et dans les mêmes matières, l'Exécutif arrête les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des obligations découlant des autres actes internationaux en vigueur dans l'ordre juridique interne, qui sont relatifs à la lutte contre la pollution des eaux de surface.

**Art. 47.** L'Exécutif prend les règlements utiles en vue d'assurer la collecte des informations nécessaires pour établir les documents à communiquer aux organismes internationaux.

#### CHAPITRE XI

##### *Commission wallonne pour la protection des eaux de surface*

**Art. 48. § 1er.** Il est créé une commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution, dont l'Exécutif fixe la composition et le fonctionnement.

La commission émet un avis sur tous les projets d'arrêtés réglementaires pris en exécution des chapitres II à V et VII à X, à l'exception de l'article 43, ainsi que dans les autres cas prévus par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution.

§ 2. La Commission comprend des membres nommés parmi les candidats présentés par les organisations représentatives :

- de l'industrie, du commerce et des classes moyennes,
- des agriculteurs et des éleveurs,
- des pêcheurs,
- des consommateurs,
- des producteurs d'eau potable,
- des travailleurs,

ainsi que des membres nommés parmi des candidats présentés par les fédérations de natation et de loisirs nautiques et par les associations de protection de l'environnement.

La commission comprend en outre des représentants des organismes d'épuration.

Le président et le vice-président de la commission peuvent être désignés en dehors des personnes mentionnées aux alinéas 1er et 2.

§ 3. La commission peut être divisée en sections, dont chacune est compétente pour donner des avis sur des matières déterminées. L'Exécutif peut décider qu'en ces matières, l'avis de la section compétente remplace l'avis de la commission.

§ 4. L'Exécutif fixe le délai dans lequel les avis de la commission doivent être donnés, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

#### CHAPITRE XII. — Dispositions pénales

##### *Section I. — Infractions en matière de pollution des eaux*

**Art. 49.** Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cent mille francs, ou d'une de ces peines seulement :

- 1° celui qui déverse des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics ou dans les voies artificielles d'écoulement sans être titulaire de l'autorisation requise, sans respecter les conditions fixées dans cette autorisation ou sans respecter les règlements pris en vertu du présent décret, à moins qu'il ne s'agisse d'un déversement provenant d'un égout public;
- 2° celui qui méconnaît l'interdiction établie par l'article 7;
- 3° celui qui dépose des matières polluantes ou celui qui laisse subsister, sur un terrain dont il est l'occupant, un dépôt de telles matières, sans être titulaire d'une autorisation, dans le cas où, en vertu de l'article 15, une telle autorisation est requise;
- 4° celui qui commet une infraction à un règlement pris en exécution de l'article 38;
- 5° celui qui utilise des installations ou appareils contrairement à l'interdiction décidée par l'Exécutif ou l'un de ses fonctionnaires en vertu de l'article 68;
- 6° celui qui viole les règles ou prescriptions édictées sur base de l'article 8.

Les déversements infractionnels sont punissables encore qu'ils n'aient été commis que par négligence ou abstention fautive d'agir.

Toutefois, s'il n'y a pas de récidive, le responsable ne sera passible que de la peine d'amende prévue à l'article 50, s'il a averti sans délai, soit la police ou la gendarmerie, soit le service d'intervention immédiate visé à l'article 43.

**Art. 50.** Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de vingt-six francs à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement :

- 1° celui qui contrevient aux arrêtés pris en vertu de l'article 46;

2° celui qui utilise l'eau de surface en violation d'une interdiction prononcée en vertu de l'article 5;

3° celui qui, à titre professionnel, installe, offre en vente ou vend une fosse septique ou un système d'épuration qui y est assimilé, en violation des règles établies en vertu de l'article 39;

4° celui qui tente de commettre un des actes mentionnés à l'article 49, 2°, 3° et 5°;

5° celui qui, à titre professionnel, fabrique, offre en vente, vend et utilise des produits en infraction à un règlement pris en vertu de l'article 40;

6° celui qui opère la vidange et recueille les gadoues de fosses septiques et de puits perdus chez des tiers :

— soit sans disposer de l'agrément qui sera requis par un arrêté pris en vertu de l'article 39;

— soit en éliminant des gadoues d'une manière interdite par cet article;

7° celui qui nettoie un véhicule à moteur, une machine ou d'autres engins similaires dans une eau de surface ordinaire, ou à moins de 10 mètres de celle-ci et alors que le produit nettoyant est susceptible de s'écouler sans disposer de l'autorisation visée à l'article 6, § 1er.

**Art. 51.** Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent francs à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui détruit ou détériore volontairement des installations d'épuration et de mesures de pollution, ou en empêche le fonctionnement correct, de quelque façon que ce soit; celui qui tente de détruire ou de détériorer volontairement ces mêmes installations;

2° celui qui s'oppose à l'exécution de la mission de contrôle et de surveillance des agents désignés en vertu du présent décret;

3° celui qui refuse ou néglige d'exécuter une mesure d'urgence ordonnée par l'Exécutif, le gouverneur de la province ou le bourgmestre en vertu de l'article 43, § 1er;

4° celui qui, étant tenu d'effectuer une déclaration en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution, s'abstient de produire cette déclaration volontairement incomplète ou inexacte dans l'intention d'éluider l'application du présent décret ou des arrêtés pris en exécution.

**Art. 52.** Si une condamnation est prononcée en vertu de l'article 49 ou de l'article 54, le juge peut, soit à la demande du procureur du Roi, à la demande de la Région ou à la demande de la partie civile, soit d'office, prononcer, en vue de rétablir une situation équivalente à celle qui aurait existé sans l'infraction, l'interdiction d'utiliser ou de faire fonctionner pendant la durée qu'il fixera, mais qui ne pourra excéder un an, l'installation ou les appareils qui sont à l'origine de la pollution entraînée par l'infraction.

Le juge peut prononcer cette interdiction même si l'installation ou les appareils sont la propriété d'un tiers ou font partie de l'établissement exploité par un tiers. Toutefois, dans ce cas, l'interdiction ne pourra être prononcée à l'égard de ce tiers qu'il aura été appelée au procès et qu'il aura eu l'occasion de faire valoir ses moyens de défense.

**Art. 53.** Est puni des peines indiquées à l'article 51 celui qui refuse ou qui omet d'exécuter la mesure d'interdiction mentionnée à l'article précédent.

**Art. 54.** Est puni des peines prévues, selon le cas, aux articles 49, 50 ou 51 :

1° celui qui, étant employeur d'une personne visée à ces articles, ne lui a pas donné les moyens nécessaires pour respecter les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, compte tenu de la mission qu'il avait assignée à la personne employée;

2° celui qui, étant l'employeur d'une personne visée à ces articles, a confié à celle-ci une mission pour laquelle elle n'avait pas les connaissances lui permettant de s'en acquitter dans le respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, sans avoir vérifié de manière adéquate qu'elle avait ces connaissances;

3° celui qui, étant employeur d'une personne visée à ces articles, savait qu'une infraction allait être ou avait été commise et a omis de l'empêcher ou de remédier à ses effets, bien qu'il en ait eu la possibilité.

**Art. 55.** L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes, des frais et des frais de justice auxquels sont condamnés ses préposés à la suite d'une infraction aux dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution commise dans l'exercice ou à l'occasion de leur fonction.

Toute personne morale est civilement responsable du paiement des amendes, des frais de justice auxquels ses organes sont condamnés à la suite d'une infraction aux dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution commises dans l'exercice ou à l'occasion de leur fonction.

**Art. 56.** § 1er. La peine peut être portée au double du maximum si une nouvelle infraction prévue aux articles 49 à 54 est commise dans un délai de cinq ans à dater d'une condamnation antérieure pour

infraction à l'un de ces mêmes articles, prononcée par une décision passée en force de chose jugée; en outre, l'amende ou la peine ne peut être, dans ce cas, inférieure au décuple du minimum.

§ 2. Le livre 1er du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, est applicable aux infractions prévues par la présente section.

**Art. 57.** § 1er. En cas d'infractions visées aux articles 49-1°, 49-2°, 50-3°, 50-5°, 53 et 54, le juge peut ordonner la publication du jugement aux frais du contrevenant ou de son complice dans un maximum de trois journaux qu'il désigne, dans le délai qu'il fixe.

§ 2. Sans préjudice des articles 42 et 43 du Code pénal, en cas d'infractions visées à l'article 49, 2° et 3°, la confiscation peut aussi être prononcée, à l'égard de choses mobilières qui ont servi ou ont été destinées à commettre l'infraction lorsqu'elles sont la propriété du complice et y compris en cas d'application de l'article 85 du Code pénal.

## Section II

### Infractions en matière de perception et de paiement de redevances et de taxes

**Art. 58.** § 1er. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cent francs à deux cent mille francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui, dans l'intention d'éluider le paiement de tout ou partie des redevances dont il est débiteur, contrevient aux dispositions du présent décret relatives aux redevances ou aux dispositions réglementaires prises en exécution de celles-ci.

§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende égale au double de la taxe éludée et d'un montant minimal de cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement celui qui, dans l'intention d'éluider le paiement de tout ou partie des taxes dont il est le débiteur, contrevient aux dispositions du présent décret relatives aux taxes ou aux dispositions réglementaires prises en exécution de celles-ci.

**Art. 59.** Sera puni d'une amende de mille francs à deux cent mille francs le distributeur d'eau qui n'aura pas respecté les obligations qui lui sont imposées en application de l'article 29 du présent décret relatives aux redevances ou aux dispositions réglementaires prises en exécution de celles-ci.

§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende égale au double de la taxe éludée et d'un montant minimal de cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement celui qui, dans l'intention d'éluider le paiement de tout ou partie des taxes dont il est le débiteur, contrevient aux dispositions du présent décret relatives aux taxes ou aux dispositions réglementaires prises en exécution de celles-ci.

**Art. 59.** Sera puni d'une amende de mille francs à deux cent mille francs le distributeur d'eau qui n'aura pas respecté les obligations qui lui sont imposées en application de l'article 29 du présent décret en ce qui concerne les modalités de perception de redevances.

**Art. 60.** La loi du 9 mars 1962 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, n'est pas applicable aux sanctions mentionnées aux articles 58 et 59.

**Art. 61.** Toutes les dispositions du livre 1er du Code pénal, y compris le chapitre VII, mais à l'exception de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par les articles 58 et 59.

Les employeurs, personnes physiques ou morales, sont responsables civilement et solidairement des amendes et frais auxquels sont condamnés leurs préposés, leurs administrateurs, leurs gérants ou leurs liquidateurs pour infraction aux articles 58 et 59.

## Section III. — Autres infractions

**Art. 62.** Est puni d'une amende de vingt-six francs à dix mille francs celui qui, étant régulièrement invité à les fournir, s'abstient de communiquer des renseignements qui lui ont été demandés en vertu des articles 44 et 47 et des arrêtés pris pour leur exécution.

**Art. 63.** Toute infraction à l'article 45 est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal, sans préjudice de l'application éventuelle de sanctions disciplinaires.

**Art. 64.** L'Exécutif peut établir des peines contre les infractions aux règlements pris en vertu du présent décret, qui ne sont pas réprimées par l'un des articles du présent chapitre. Ces peines ne pourront excéder les peines de police.

**Art. 65.** Les peines prévues aux articles 62 à 64 peuvent être portées au double du maximum si, dans le délai de deux ans à dater d'une condamnation antérieure pour infraction à l'un de ces articles, prononcée par une décision passée en force de chose jugée, une nouvelle infraction au même article est commise par le même auteur.

Toutes les dispositions du livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII ou de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues à ces articles.

## CHAPITRE XIII

*Constatacion, recherche et poursuite des infractions*

**Art. 66. § 1er.** Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par l'Exécutif sont compétents pour rechercher et constater par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions prévues aux articles 49, 50-4° et 52. Une copie du procès-verbal est transmise dans les dix jours à l'exploitant de l'installation d'où provient le déversement ou le dépôt et à l'auteur présumé du déversement ou du dépôt.

§ 2. Les fonctionnaires et agents désignés conformément au § 1er, ainsi que les officiers de police judiciaire, peuvent pénétrer de jour et de nuit dans les établissements ou installations, à l'exclusion des locaux destinés à l'habitation, lorsqu'ils ont des raisons de croire qu'il s'y commet une infraction au décret ou à ses arrêtés d'exécution, ainsi que sur les terrains entourant ces installations.

Dans le même cas, mais moyennant l'autorisation préalable du juge du tribunal de police, ils peuvent pénétrer dans les habitations privées; les visites dans les habitations privées doivent s'effectuer entre 8 et 18 heures et être faites conjointement par deux fonctionnaires et agents au moins.

Les fonctionnaires et agents désignés conformément au § 1er peuvent requérir l'assistance des autorités communales pour l'exécution de leur mission. Ces autorités leur prêteront main-forte au besoin.

§ 3. Même si aucune infraction n'a encore été constatée, les fonctionnaires et agents désignés conformément au § 1er, ainsi que les officiers de police judiciaire, peuvent prélever des échantillons des eaux déversées et des eaux réceptrices. Il est dressé sur-le-champ procès-verbal de l'opération de prélèvement; une copie de ce procès-verbal est transmise à l'exploitant de l'installation et à l'auteur présumé du déversement comme il est prévu au § 1er.

§ 4. L'Exécutif peut désigner en vertu du § 1er des fonctionnaires et agents de la Région, de l'Etat, des provinces, des communes, ou des organismes d'épuration; ces fonctionnaires doivent être assermentés. En vue de l'exécution de leur mission, ils peuvent se faire accompagner de personnes non assermentées.

§ 5. Les fonctionnaires et agents désignés en vertu du § 1er et les officiers de police judiciaire peuvent en cas de flagrant délit se saisir de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre une infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution, enfin de tout ce qui pourra servir à établir ladite infraction.

§ 6. Les fonctionnaires et agents désignés en vertu du § 1er et les officiers de police judiciaire peuvent adresser un avertissement avant de constater une infraction.

**Art. 67. § 1er.** L'Exécutif arrête les règles d'agrément des laboratoires chargés des analyses officielles. L'Exécutif peut arrêter, dans le respect des méthodes normalisées dans les pays de la Communauté européenne lorsqu'elles existent, les modalités de prélèvement des échantillons, fixer les modèles de protocoles d'analyse, déterminer les méthodes d'analyse et de contre-analyse, établir des règles de répartition des analyses entre les laboratoires, ainsi que les règles de financement du coût des analyses et prélèvements.

§ 2. L'analyse est effectuée par un laboratoire agréé selon les règles définies en vertu du § 1er. L'échantillon est double. Si une personne est déjà à ce moment présumée comme étant l'auteur du déversement, ou si le rejet analysé est présumé provenir d'un établissement déterminé et identifié à ce moment, la personne intéressée ou son représentant doit être invitée à assister à la contre-analyse, qui est effectuée par un autre laboratoire agréé.

§ 3. Si les conditions générales et sectorielles prescrivent des règles en ce qui concerne les méthodes d'analyse et d'échantillonnage ou si l'Exécutif en a imposées en vertu du § 1er, ou si encore des règles sont prescrites par l'acte d'autorisation de déversement, les prélèvements d'échantillons, analyses et contre-analyses doivent être conformes à ces règles.

§ 4. Les analyses exécutées conformément au présent article font foi de manière irréfutable lorsqu'elles sont confirmées par la contre-analyse effectuée régulièrement. Les protocoles d'analyse et de contre-analyse et le déroulement de ces opérations sont actés dans un procès-verbal établi par un fonctionnaire ou agent mentionné à l'article 66 ou par un officier de police judiciaire. Copie du procès-verbal est transmise à l'exploitant de l'installation et à l'auteur présumé du déversement.

**Art. 68. § 1er.** Lorsqu'il a été dressé procès-verbal d'une infraction à l'article 49, dans le cas où les eaux continuent à être gravement polluées et où des mesures d'urgence doivent être prises, l'Exécutif ou l'un des fonctionnaires et agents désignés par lui conformément à l'article 66, § 1er, peut interdire l'utilisation des installations et appareils suspectés d'être à l'origine de la pollution et faire apposer

les scellés sur ces installations et appareils. Les mesures prises dans ces circonstances produisent leurs effets jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur les poursuites judiciaires.

§ 2. Toute personne intéressée peut demander par requête au président du tribunal de première instance siégeant comme en matière de référé le retrait des mesures prises en application du § 1er du présent article.

**Art. 69. § 1er.** Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par l'Exécutif sont compétents pour rechercher et constater par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire les infractions prévues par le présent décret et par ses arrêtés d'exécution, à l'exception des infractions prévues aux articles 49, 50-4° et 52. Une copie du procès-verbal est transmise dans les quinze jours à la personne que le procès-verbal indique comme l'auteur présumé de l'infraction.

§ 2. Les fonctionnaires et agents désignés conformément au § 1er, ainsi que les officiers de police judiciaire, ont, pour la recherche et la constatation des infractions, les prérogatives mentionnées au § 2 de l'article 66.

§ 3. L'Exécutif peut désigner en vertu du § 1er des fonctionnaires et agents de la Région, de l'Etat, des provinces et des communes, ou des organismes d'épuration; ces fonctionnaires et agents doivent être assermentés.

§ 4. Les fonctionnaires et agents compétents en vertu du § 1er ainsi que les officiers de police judiciaire, peuvent adresser des avertissements avant de constater une infraction. Ils sont tenus d'adresser un avertissement en cas de retard de paiement de taxe et de redevance, avant toute constatation d'infraction.

§ 5. L'Exécutif peut également désigner les fonctionnaires et agents compétents pour rechercher et constater les infractions aux normes générales et sectorielles en matière de pollution des eaux de surface; les §§ 1 à 4 sont applicables à ces fonctionnaires et agents.

CHAPITRE XIV. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 70. § 1er.** Sont abrogés en ce qui concerne la Région wallonne :

1° la loi sanitaire du 1er septembre 1945 concernant les mesures de prophylaxie et d'assainissement ainsi que toutes mesures d'organisation et de contrôle nécessaire, dans la mesure où elle concerne :

— l'évacuation des eaux usées des locaux servant à l'habitation et leurs dépendances;

— l'assainissement des cours d'eau;

2° la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, à l'exception :

a) des articles 1er, 2, alinéa 1er, (sauf en ce qui concerne les déversements d'eaux usées), et 4;

b) de l'article 3, § 1er, alinéa 1er, en ce qui concerne les conditions générales et sectorielles de déversement des eaux usées;

c) des articles 33 et 34, en ce qui concerne le taux de subvention aux entreprises industrielles;

d) de l'article 41 en ce qui concerne les infractions aux normes générales et sectorielles;

3° l'article 39 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

§ 2. Le décret régional wallon du 16 juin 1982 modifiant la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution est abrogé.

CHAPITRE XV. — *Dispositions transitoires*

**Art. 71.** L'Exécutif est chargé de résilier au plus tôt, conformément au droit civil, les conventions et avenants conclus en application de l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif à l'intervention financière de l'Etat pour l'épuration des eaux usées en Région wallonne, dès que les premiers arrêtés d'exécution de l'article 20 du présent décret seront entrés en vigueur.

**Art. 72. § 1er.** Les associations de communes sont dispensées du remboursement des avances récupérables qui leur ont été accordées en application de l'arrêté royal du 10 juillet 1981 fixant les modalités d'octroi d'avances récupérables aux associations de communes chargées de l'épuration des eaux urbaines en Wallonie.

§ 2. A partir de l'entrée en vigueur du présent décret, et jusqu'à l'entrée en vigueur des premiers arrêtés d'exécution de l'article 20 du présent décret, des subventions sont accordées aux mêmes conditions que les avances récupérables visées par l'arrêté royal précité, exception faite de la récupérabilité.

§ 3. Les premiers arrêtés d'exécution de l'article 20 doivent être pris au plus tard le 31 décembre 1986.



**Art. 73. § 1er.** A la demande des organismes d'épuration visés à l'article 17, les pouvoirs publics autres que l'Etat et la Région transfèrent aux organismes les biens et les droits mentionnés au § 2, sous réserve d'inventaire quant à leur fonctionnement, leur état et les obligations de la partie cédante.

§ 2. Le transfert porte sur les éléments suivants :

- a) les ouvrages construits ou en cours de construction, les équipements, installations, destinés à l'épuration des eaux usées, qui sont désignés par l'organisme d'épuration;
- b) les collecteurs d'amènée des eaux usées aux installations visées au a, à l'exception des égouts;
- c) le mobilier utilisé dans les installations visées au a, en ce compris les véhicules;
- d) les parcelles sur lesquelles se trouvent les ouvrages et installations visées au a, en ce compris les droits d'accès à ces parcelles;
- e) les études terminées ou en cours relatives à des ouvrages et installations d'épuration bâties, en construction ou en projet;
- f) les données nécessaires à l'établissement d'études, désignées par l'organisme.

**Art. 74. § 1er.** Le présent article ne concerne pas les transferts effectués par les communes au bénéfice d'organismes d'épuration auxquels elles sont affiliées, à moins que la commune et l'organisme d'épuration ne le rendent applicable de commun accord.

§ 2. La demande de transfert est adressée à l'autorité qui détient le bien; un inventaire est dressé contradictoirement, à la demande de la partie la plus diligente, dans un délai de deux mois.

L'organisme d'épuration dispose d'un délai d'un mois pour renoncer à un bien repris à l'inventaire. Passé ce délai, l'organisme d'épuration soumet le transfert à l'approbation de l'Exécutif, qui la notifie à l'organisme d'épuration et l'autorité détentrice du bien, et la publie au *Moniteur belge* par extrait. Cette publication au *Moniteur belge* entraîne transfert de propriété.

L'organisme d'épuration est tenu d'informer par écrit le conservateur des hypothèques pour tous les transferts d'immeubles dans un délai d'un mois suivant la publication au *Moniteur belge*.

Au cas où l'organisme d'épuration et l'autorité détentrice ne s'accordent pas sur l'établissement de l'inventaire, l'Exécutif peut désigner un commissaire à cette fin, qui l'établit d'office.

§ 3. Les droits et obligations afférents aux biens doivent également être repris à l'inventaire et être transférés si le bien est transféré. Sont notamment considérés comme obligations afférentes au bien :

- a) le remboursement d'emprunts garantis sur les biens, que l'acte administratif antérieur à leur conclusion a expressément affectés à l'édification ou l'entretien du bien;
- b) les obligations relatives à des marchés publics en cours concernant l'édification ou l'entretien du bien;
- c) le paiement des primes d'assurance;
- d) les indemnités dues à des tiers à cause des vices des biens.

§ 4. Le transfert des droits et des biens s'effectue sans indemnité au profit du pouvoir public qui les détenait à l'origine.

§ 5. Le personnel d'exploitation des installations reprises en vertu du § 2 doit être repris par l'organisme d'épuration; il continue dans ce cas de bénéficier des avantages de son statut antérieur.

S'il s'agit de personnel sous contrat, l'organisme d'épuration est tenu de remplir à son égard les obligations de l'employeur.

S'il s'agit de personnel sous statut, l'organisme d'épuration est tenu de lui allouer une pension et des avantages de sécurité sociale au moins équivalents à ceux du statut antérieur.

La liste du personnel transféré est déterminée en commun par l'organisme d'épuration et l'autorité cédante dans un délai de trois mois suivant la notification de l'approbation de l'Exécutif, visée au

§ 1er. Cette liste doit être notifiée à tous les agents intéressés; le transfert a lieu dans un délai de deux mois suivant cette dernière notification.

§ 6. Lorsque la Région sera devenue, en application de l'article 12 de la loi spéciale de réformes institutionnelles, propriétaire de biens et titulaire de droits appartenant encore à l'Etat et indispensables pour l'épuration des eaux usées, l'Exécutif est tenu de les transférer dans un délai de quatre mois à l'organisme d'épuration. Ce transfert doit être notifié par l'Exécutif au Conservateur des hypothèques s'il s'agit d'immeubles.

§ 7. Les biens utiles à l'épuration des eaux usées qui appartiennent actuellement à la Région seront transférés selon les mêmes modalités que celles visées au § 6, et en même temps.

§ 8. Les transferts visés aux §§ 6 et 7 n'entraînent aucun transfert de personnel de la Région aux organismes d'épuration.

**Art. 75.** Les autorisations de déversement délivrées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret restent valables.

Toutefois, les autorisations de déversement dans une eau de surface ordinaire délivrées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret prennent fin dix ans après la date de leur octroi, mais au plus tôt un an après l'entrée en vigueur du présent décret et au plus tard le 31 décembre 1992.

Les dispositions du présent décret relatives au retrait des autorisations et à la modification des conditions de déversement s'appliquent aux autorisations de déversement délivrées avant l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 76. § 1er.** Le présent article s'applique aux demandes d'autorisation de déversement introduites avant son entrée en vigueur, mais sur lesquelles, à cette date, une décision finale n'a pas encore été prise.

Les personnes qui ont introduit une demande d'autorisation de déversement quatre ans au plus avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputées autorisées jusqu'au jour où une décision expresse est prise sur leur demande; toutefois, le délai pour lequel cette autorisation tacite demeure valable expire, même avant toute décision expresse, deux ans après l'entrée en vigueur du présent décret; ce délai peut être prorogé par arrêté de l'Exécutif pour un terme de deux ans renouvelable.

§ 2. L'article 7 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et les dispositions prises pour son exécution demeurent applicables aux recours introduits sur base dudit article 7 avant l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 77.** Aussi longtemps que les agents mentionnés aux articles 66 et 69 n'auront pas été désignés, leurs missions sont exercées par les agents habilités à rechercher et constater les infractions à la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire.

**Art. 78. § 1er.** Jusqu'à l'entrée en vigueur des articles 24 à 27, les subventions prévues à l'article 20 feront l'objet d'une inscription ordinaire au budget régional.

§ 2. Pour l'exercice au cours duquel le présent décret entrera en vigueur, un crédit destiné à procurer aux organismes d'épuration un fonds de roulement est inscrit au budget de la Région.

**Art. 79.** Les articles 21 à 35 entreront en vigueur à la date fixée par l'Exécutif et au plus tard le 31 décembre 1988.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 7 octobre 1985.

Le Ministre-Président de la Région wallonne, chargé de l'Economie,  
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,  
A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Energie,  
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,  
M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,  
V. FEAUX

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique,  
J. MAYENCE-GOOSSENS

ÜBERTSETZUNG  
WALLONISCHE REGION

D. 86 — 35

7. OKTOBER 1985. — Dekret über den Schutz der Oberflächenwassers gegen Verschmutzung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

KAPITEL I. — Ziele und Definitionen

Artikel 1. Ziel des vorliegenden Dekrets ist, das Oberflächenwasser vor Verschmutzung zu bewahren und seine Qualität zu verbessern, insbesondere um:

1. die Verbraucher des aus dem Oberflächenwasser gewonnenen Trinkwassers und die anderen Benutzer von Oberflächenwasser;
2. die Fauna und die Flora im Oberflächenwasser zu schützen.

Art. 2. Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter:

1. « Oberflächenwasser »: das gewöhnliche Oberflächenwasser und das Wasser der künstlichen Abflüsse;

2. « Gewöhnliches Oberflächenwasser »: das Wasser der Schifffahrtswege, das Wasser der nichtschiffbaren Wasserläufe — einschliesslich ihrer unterirdischen Läufe — die Bäche und Flüsse, selbst diejenigen mit unregelmässiger Wasserführung oberhalb des Punktes, an dem sie als nichtschiffbare Wasserläufe eingestuft sind, das Wasser der Seen, der Weiher und anderer fliessender und stehender Gwässer mit Ausnahme des Wassers der künstlichen Abflüsse;

3. « künstliche Abflüsse »: Rinnen, Gräben oder Aquädukte für das Abfließen von Regenwasser oder von geklärtem Abwasser;

4. « Öffentliche Kanalisation »: öffentliche Wasserabflüsse, entweder in Form von unterirdischen Leitungen oder von Rinnen oder offenen Gräben, die dazu bestimmt sind, Abwässer zu sammeln;

5. « Abwassersammler »: Leitungen, die das Kanalisationsnetz mit den vorgesehenen oder voraussehbaren Stellen für die Klärung der Abwässer verbinden;

6. « Einleitung der Abwässer »: Einleitung von Abwässern in Oberflächenwasser durch Kanalisierung oder jegliches andere Mittel mit Ausnahme des natürlichen Abfließens des Regenwassers;

7. « Abwässer »:

- künstlich verschmutztes Wasser oder benutztes Wasser einschliesslich Kühlwasser;
- künstlich abfliessendes Regenwasser;
- Wasser, das geklärt worden ist, um eingeleitet zu werden.

8. « Häusliche Abwässer »:

a) Wasser, das nur folgendes enthält:

- Wasser aus Sanitäranlagen;
- Küchenwasser;
- Wasser, mit dem Gebäude geputzt worden sind, d.h. Wohnungen, Büros, Räume, in denen Gross- oder Einzelhandel betrieben wird, Theatersäle, Kasernen, Campingplätze, Gefängnisse, Lehranstalten mit oder ohne Internat, Krankenhäuser, Kliniken und andere Anstalten, in denen Patienten mit nicht ansteckenden Krankheiten untergebracht sind und behandelt werden, Schwimmbäder, Hotels, Restaurants, Schankwirtschaften, Frisiersalons;
- Waschlauge aus Privathaushalten;
- Wasser zum Waschen von Fahrrädern ohne Motor (Fahrräder, Tandems, Dreiräder, usw.) und von Motorfahrrädern (Hubraum nicht über 50 cm<sup>3</sup>);

- das Wasser, das gebraucht worden ist, um weniger als zehn Fahrzeuge und ihre Anhänger pro Tag zu waschen (Personenkraftwagen, Lieferwagen und Lastkraftwagen, Autobusse und Reisebusse, Traktoren, Motorräder) mit Ausnahme der Schienenfahrzeuge;

- sowie gegebenenfalls Regenwasser;

b) die Abwässer aus Wäschereien, wo die Waschmaschinen ausschliesslich von der Kundschaft benutzt werden;

c) die Abwässer aus Fabriken, Werkstätten, Lagern und Labors, die weniger als sieben Personen beschäftigen, es sei denn, die Behörde, die für die Erteilung der Einleitungsgenehmigung zuständig ist, ist der Meinung, dass die Abwässer schädlich sind für die Kanalisation und/oder für den normalen Betrieb einer Kläranlage und/oder für den Vorfluter und dass sie nicht als häusliche Abwässer eingestuft werden müssen;

9. « Landwirtschaftliche Abwässer »: die Abwässer, die aus Betrieben stammen, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, was eine globale Belastung mit Schmutzstoffen zur Folge hat, die unter einer von der Exekutive festgesetzten Höchstzahl liegt. Diese Betriebe dürfen weder zoologische Gärten noch ständige Tierparks sein. Die Exekutive legt die Verfahren zur Berechnung der Belastung mit Schmutzstoffen im Verhältnis zu der Anzahl Tiere und deren Art fest;

10. « Industrielle Abwässer »: andere Abwässer als die häuslichen und landwirtschaftlichen Abwässer;

11. « Verschmutzende Stoffe »: Stoffe, die eine Verschmutzung verursachen können;

12. « Verschmutzung »: Einleitung von Substanzen oder Energie in Wasser, die der Mensch direkt oder indirekt verursacht und Folgen hat, die die menschliche Gesundheit gefährden, den lebenden Ressourcen und dem ökologischen aquatischen System schaden, die Annehmlichkeiten beeinträchtigen oder anderen rechtmässigen Benutzungen des Wassers im Wege stehen können;

13. « Parameter »: Kennzeichen, das es ermöglicht, die Qualität des Oberflächenwassers zu bestimmen;

14. « Parameterwerte »: Messungen der verschiedenen Kennzeichen eines Parameters;

15. « Zwingende Werte »: Parameterwerte, denen das Oberflächenwasser in einer bestimmten Zone sofort oder binnen einer bestimmten Frist entsprechen muss;

16. « Richtwerte »: Parameterwerte, denen das Oberflächenwasser in einer bestimmten Zone binnen einer Frist, die nicht festgelegt ist, entsprechen muss;

17. « Exekutive »: die Wallonische Regionalexekutive oder den Minister, den diese beauftragt;

18. « Entwässerungsarbeiten »: Arbeiten, die ausgeführt werden, um Überschwemmungen zu verhindern, die auf Bergbauschäden zurückzuführen sind, oder um diese Überschwemmungen durch die Anlage von Bauwerken zu beheben;

19. « Schiffe »: Wasserfahrzeuge mit eigener Antriebsmaschine;

20. « Trinkwasser »: Wasser, das für den menschlichen Genuss bestimmt ist;

21. « Aufbereites Wasser »: Wasser, das aufbereitet werden soll, damit es trinkbar wird.

KAPITEL II

*Geschütztes Wasser und Ziele bezüglich der Qualität des Oberflächenwassers*

Art. 3. § 1. Nach Gutachten des in Artikel 48 vorgesehenen Ausschusses, bestimmt, ändert, und begrenzt die Exekutive « Schutzzonen », wo das Oberflächenwasser insbesondere wegen seiner Verwendung oder seiner Bestimmung gewissen Parameterwerten entsprechen muss.

Nach Gutachten desselben Ausschusses und unbeschadet der Anwendung der obligatorischen internationalen Normen und der allgemeinen oder sektorengelbundenen gesetzlichen Normen kann die Exekutive für die gemäss Absatz 1 bestimmten und begrenzten Schutzzonen zwingende Werte und Richtwerte festlegen.

Aufgrund von Absatz 2 werden dieselben zwingenden Werte und Richtwerte für alle Schutzzonen festgelegt, deren Oberflächenwasser dieselbe Verwendung und dieselbe Bestimmung haben. Wegen der Umstände, die der berücksichtigten Zone eigen sind, oder für die Verwirklichung eines gemäss Artikel 16 aufgestellten Programms für die Einschränkung der Verschmutzung des Oberflächenwassers kann die Exekutive jedoch für eine bestimmte Schutzzone zwingende Werte und Richtwerte festlegen, die von den Normen abweichen, die sie für andere Zonen gleicher Art festgelegt hat.

Die Exekutive übt die ihr durch die Absätze 1, 2 und 3 zugewiesenen Befugnisse aus, um die Ergebnisse zu erreichen, die durch die Anwendung des EWG-Vertrags getroffenen Richtlinien festgelegt worden sind.

Wenn die Grenzen zweier Schutzzonen, die aufgrund verschiedener Verwendungen oder Bestimmungen bestimmt worden sind, übereinstimmen, muss das Oberflächenwasser — was die gemeinsamen Parameter betrifft — den strengeren Parameterwerten entsprechen.

(1) Sitzungsperiode 1984-1985.

Ratsdokumente 107 (1983-1984). — Nrn. 1 bis 33.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 2. September 1985. — Diskussion. — Abstimmung.

chen, und dies sowohl für die Richtwerte als auch für die zwingenden Werte. Dasselbe Regel findet gegebenenfalls Anwendung auf den gemeinsamen Teil der beiden Zonen.

§ 2. Wenn diese Massnahme notwendig ist, um die Beachtung der in einer tiefer gelegenen Schutzzone festgelegten Parameterwerte zu gewährleisten, kann die Exekutive nach Gutachten des in Artikel 48 vorgesehenen Ausschusses höher gelegene Zonen bestimmen und begrenzen, wo das Oberflächenwasser gewissen Parameterwerten entsprechen muss.

**Art. 4.** Die Exekutive macht die Bestandsaufnahme der aufgrund von Artikel 3 bestimmten Zonen und ergänzt sie laufend.

Diese Bestandsaufnahme gibt folgendes an :

1. die Grenzen jeder Zone und jeder Teilzone;
2. die für jede Zone festgelegten Parameter und Parameterwerte, die entweder aus beschlüssen hervorgehen, die die Exekutive aufgrund von Artikel 3 gefasst hat, oder aus allgemeinen oder sektorengelunden gesetzlichen Normen oder aus obligatorischen internationalen Normen.

Die Bestandsaufnahme der Schutzzone und der darüber liegenden Zonen sowie ihre Ergänzungen werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht, unbeschadet der Veröffentlichung der Beschlüsse, die die Exekutive aufgrund von Artikel 3 gefasst hat und der Veröffentlichung der verschiedenen gesetzlichen Normen und der obligatorischen internationalen Normen in den Schutzzone und in den höher gelegenen Zonen.

**Art. 5.** Wenn in einer Schutzzone festgestellt wird, dass das Oberflächenwasser den zwingenden Werten nicht entspricht ergreift die Exekutive die nötigen Massnahmen, damit das Wasser wieder die erforderliche Qualität erhält. Zu diesem Zweck wendet sie eine oder mehrere der folgenden Massnahmen an :

— wenn eine Bedingung der Genehmigung vom Urheber einer Einleitung in einer Schutzzone nicht eingehalten wird, wird ihm die Einleitungsgenehmigung entzogen;

— wenn eine Bedingung der Genehmigung vom Urheber einer Einleitung oberhalb einer Schutzzone nicht eingehalten wird, wird ihm die Einleitungsgenehmigung entzogen;

— nach Gutachten des in Artikel 48 vorgesehenen Ausschusses werden die Bedingungen der Einleitungsgenehmigungen, die in der Schutzzone oder oberhalb dieser Zone erteilt worden sind, ganz oder teilweise abgeändert.

Die Exekutive kann ausserdem eine gewisse Verwendung des Wassers der Schutzzone zeitweilig unterbrechen, wenn die Regelung dieser Verwendung zum Zuständigkeitsbereich der Region gehört. Wenn dies nicht der Fall ist, teilt die Exekutive der zuständigen Behörde die Gründe mit, die eine zeitweilige Aufhebung der Erlaubnis für diese Verwendung rechtfertigen könnten.

### KAPITEL III. — Die Einleitungen

**Art. 6. § 1.** Mit Ausnahme der Ausflüsse aus den fahrenden Schiffen unterliegt jede Einleitung von Abwässern im gewöhnlichen Oberflächenwasser der Genehmigung der Exekutive. Die Exekutive kann die Ausflüsse aus den fahrenden Schiffen in gewöhnlichen Oberflächenwasser von einer Erlaubnis abhängig machen gemäss dem Verfahren, das sie bestimmt.

§ 2. Jede Einleitung von industriellen Abwässern in die öffentliche Kanalisation in die Abwassersammler oder in die künstlichen Abflüsse für das Regenwasser unterliegt der Genehmigung der Exekutive.

§ 3. Die Exekutive kann die Einleitung von häuslichen Abwässern in die künstlichen Abflüsse, in die öffentliche Kanalisation und in die Abwassersammler von einer Genehmigung abhängig machen. Sie benennt die Behörde, die für die Ausstellung dieser Genehmigungen zuständig ist.

§ 4. Die Exekutive kann die Einleitung von landwirtschaftlichen Abwässern in die künstlichen Abflüsse, in die öffentliche Kanalisation und in die Abwassersammler von einer Genehmigung abhängig machen. Sie benennt die Behörde, die für die Ausstellung dieser Genehmigungen zuständig ist.

**Art. 7.** Es ist verboten :

1. verschmutzende Gase, von der Exekutive verbotene Flüssigkeiten, feste Abfallstoffe, die vorher maschinell zerkleinert wurden, oder Wasser, das solche Stoffe enthält, in die öffentliche Kanalisation und in die Abwassersammler einzuleiten;

2. in die öffentliche Kanalisation und in die Abwassersammler Gegenstände zu werfen oder zu legen etwa anderes als Abwässer einzuleiten.

**Art. 8.** Die Exekutive kann für die Einleitung von Abwässern technische Regeln festlegen, die die allgemeinen und sektorengelunden Normen ergänzen.

Sie kann Vorschriften auferlegen bezüglich der Unterhaltung der Weiher und anderer nichtfliessender Wasserflächen, um der organischen Verschmutzung, die Folge ihre Entleerung und ihrer Reinigung ist, vorzubeugen.

Ferner kann sie den öffentlichen Behörden, die Strassen verwalten, Vorschriften auferlegen, um die allgemeinen Normen zu ergänzen, was die Sammlung, die Beseitigung und die Aufbereitung des abfliessenden Wassers betrifft.

**Art. 9. § 1.** Wenn eine Einleitungsgenehmigung gemäss Artikel 6, § 1 oder § 2, gewährt wird, achtet die Exekutive auf die Einhaltung der zwingenden Werte und — soweit es möglich ist — auf die Richtwerte. Was letztere betrifft, berücksichtigt sie insbesondere die besonderen Kennzeichen der Einleitung und des Milieus, in dem sie stattfinden würde, sie achtet darauf ob andere Einleitungen derzeitig oder eventuell vorhanden sind und gegebenenfalls welche Auswirkungen eine Verweigerung der Genehmigung auf die Lebensfähigkeit eines Unternehmens und folglich auf den wirtschaftlichen Wohlstand und die Beschäftigung haben würden.

§ 2. Die in Artikel 6 erwähnten Einleitungsgenehmigungen geben die anwendbaren allgemeinen und sektorengelunden Bedingungen an, sowie die Einleitungsbedingungen, die von den durch die Regelungen über die Einleitungen festgelegten Bedingungen abweichen, wenn solche Abweichungen erlaubt sind.

Die Behörde, die für die Ausstellung einer Einleitungsgenehmigung zuständig ist, kann besondere Bedingungen festlegen, die vom Inhaber der Genehmigung eingehalten werden müssen, um insbesondere eine Qualität des Wassers zu erreichen oder zu erhalten, die den Erfordernissen der aufgrund von Artikel 3 festgelegten zwingenden und Richtwerte entsprechen.

Die zuständige Behörde kann ausserdem — je nach Fall — Bedingungen vorschreiben bezüglich :

— der Errichtung von Kontrollpunkten und Kontrollvorrichtungen, des korrekten Betriebs der Kontrollinstrumente, der Zugänglichkeit dieser Vorrichtungen;

— der Pflicht, der zuständigen Behörde die Ergebnisse mitzuteilen, die bei der Einleitung und im Wasser gemessen worden sind, sowie des Verfahrens für die Übermittlung dieser Mitteilungen;

— der Perioden oder Momente, in denen die Einleitung erlaubt ist;

— der Trennung der verschiedenen Arten von Abwässern, deren Einleitung erlaubt ist, in häusliche, industrielle, landwirtschaftliche Abwässer, in Regen- oder Kühlwasser. Für jede Bedingung legt sie eine Durchführungsfrist fest.

§ 3. Jede Verweigerung einer Genehmigung muss begründet werden.

**Art. 10.** Die Genehmigung wird für eine bestimmte Dauer erteilt. Wenn die Dauer nicht im der Genehmigungsurkunde vermerkt ist, beträgt sie vier Jahre.

Die Genehmigung darf erst benutzt werden, nachdem ein von der Exekutive ernannter Beamter der Verwaltung der Region festgestellt hat, dass die in der Genehmigung enthaltenen Bedingungen, für die diese Genehmigung eine solche vorherige Überprüfung vorgesehen hat, tatsächlich beachtet werden. Diese Feststellung erfolgt binnen zwei Monaten, nachdem der Inhaber der Genehmigung die Verwaltung über den Empfang dieser Genehmigung verständigt hat.

**Art. 11. § 1.** Die Behörde die für die Ausstellung der Genehmigung zuständig ist, kann vor Ablauf der Dauer, für die sie erteilt worden ist, die Bedingungen für die Einleitung ändern :

1. auf begründeten Antrag des Inhaber der Genehmigung;

2. auf Vorschlag des von die Exekutive ernannten Beamten der Region und zwar bei einer Änderung einer der Eigenschaften der eingeleiteten Abwässer oder in dem in Artikel 5, Absatz 1, erwähnten Fall.

§ 2. Unbeschadet der Anwendung der strafrechtlichen Vorschriften, muss der Inhaber einer Einleitungsgenehmigung die Behörde, die die Genehmigung erteilt hat, schriftlich benachrichtigen, wenn eine Änderung der Eigenschaften der eingeleiteten Abwässer im Verhältnis zu dem, was in der Genehmigungsurkunde vorgesehen ist, eintritt.

Die Einreichung eines Antrag auf Abänderung der Bedingungen befreit den Antragsteller von dieser Erklärung.

**Art. 12.** Die Einleitungsgenehmigung kann von der zuständigen Behörde entzogen oder zeitweilig aufgehoben werden, wenn die Bedingungen für die Einleitung nicht vom Inhaber der Erlaubnis eingehalten werden. Der Beschluss über die zeitweilige Entziehung oder die Aufhebung muss begründet werden.

**Art. 13.** Die Exekutive legt folgendes fest :

1. das Verfahren für die Einreichung und die Bearbeitung der Anträge auf Genehmigungen sowie der Anträge auf Erneuerung der Genehmigung und die Regeln, nach denen über diese Anträge entschieden wird und nach denen die Bedingungen der vorher ausgestellten Genehmigungen geändert werden;

2. die Form der Genehmigungen sowie die verschiedenen Angaben, die sie enthalten müssen;

3. die Modalitäten, gemäss denen die Genehmigungen benutzt werden können, insbesondere in bezug auf ihre Übertragbarkeit;

4. die Regeln bezüglich der Massnahmen zu öffentlichen Bekanntmachung, die für die Ausführung der Artikel 6, 11, 12, 15, § 1, getroffen werden müssen, und insbesondere, was das in Artikel 14 erwähnte Anschlag betrifft.

**Art. 14. § 1.** Jeder in Anwendung von Artikel 6, 11, 12 oder 15 gefasster Beschluss zur Gewährung, zur Verweigerung oder zum Entzug einer Genehmigung oder zur Abänderung der Bedingungen einer erlaubten Einleitung wird demjenigen zugestellt, der die Genehmigung beantragt hat oder deren Inhaber er ist.

Ferner wird er an einer Stelle angeschlagen, die in der Nähe des Ortes der Einleitung liegt und der Öffentlichkeit zugänglich ist. Die Genehmigung kann bei der örtlichen Gemeindeverwaltung eingesehen werden.

§ 2. Der Antragsteller oder der Inhaber der Genehmigung kann Beschwerde gegen die ihm gegenüber gefassten Beschlüsse einlegen. Diese Beschwerde muss binnen dreissig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses eingereicht werden.

Betreffende Drittpersonen können ebenfalls Beschwerde gegen die in § 1 erwähnten Beschlüsse einlegen. Diese Beschwerde muss binnen dreissig Tagen ab dem Anschlag des Beschlusses eingereicht werden.

Diese Beschwerden haben keine aufschiebende Wirkung.

§ 3. Die Beschwerde wird einem Ausschuss vorlegt, dessen Zusammensetzung und Arbeitsweise von der Exekutive bestimmt werden. Dieser Ausschuss teilt der Exekutive sein Gutachten binnen einer Frist von einem Monat mit. Der Antragsteller und gegebenenfalls der Inhaber werden auf Antrag vom Ausschuss angehört.

§ 4. Binnen drei Monaten ab Einreichung der Beschwerde wird der Beschluss, die den Gegenstand der Beschwerde bildet, von der Exekutive bestätigt, abgeändert oder aufgehoben. Ihr Beschluss wird begründet. Er wird dem Antragsteller und gegebenenfalls dem Inhaber der Genehmigung mitgeteilt. Wenn er einen früheren Beschluss, der angeschlagen worden ist, abändert oder aufhebt, wird er selbst ebenfalls angeschlagen.

**Art. 15. § 1.** Jede Ablagerung von verschmutzenden Stoffen an einer Stelle, von der aus sie durch einen natürlichen Vorgang in Oberflächenwasser oder in die öffentliche Kanalisation gelangen können, unterliegt der Genehmigung der Exekutive. Die Artikel 9 und 11 bis 14 finden Anwendung auf diese Genehmigung.

Dieser Artikel gilt jedoch nicht für das landwirtschaftliche Ausbreiten von Stallmist, schädlingsbekämpfungsmitteln oder anderen Stoffen.

§ 2. Paragraph 1 findet keine Anwendung auf die Deponien und auf die als gefährlich, gesundheitsgefährdend oder lästig eingestuft Betriebe. Die Behörde, die für die Ausstellung der erforderlichen Genehmigung für diese Deponien oder diese Betriebe zuständig ist, muss das Gutachten der Exekutive oder des Beamten einholen, der von ihr ernannt worden ist, innerhalb der regionalen Verwaltung, zu deren Zuständigkeitsbereich der Schutz des Oberflächenwassers gehört. Jeder Beschluss, der einem Gutachten nicht entspricht, muss begründet werden.

#### KAPITEL IV

##### *Aufstellung und Durchführung des Programms zur Einschränkung der Verschmutzung*

**Art. 16. § 1.** Die Exekutive legt ein mehrjähriges Programm zur Einschränkung der Verschmutzung des Oberflächenwassers fest. Dieses Programm wird jedes Jahr aktualisiert.

Vor der Festlegung des mehrjährigen Programms sowie vor jeder Aktualisierung holt die Exekutive das Gutachten des in Artikel 48 vorgesehenen Ausschusses ein.

Das mehrjährige Programm sowie seine jährlichen Aktualisierungen werden dem Regionalrat bei der Einbringung des Entwurfs des Haushaltsplans mitgeteilt.

§ 2. Das mehrjährige Programm zur Einschränkung der Verschmutzung der Oberflächenwassers gibt folgendes an :

1. die existierende Lage bezüglich der Qualität Oberflächenwassers, der Einleitungen und ihrer Auswirkungen auf die Qualität des Wassers;

2. die bereits festgelegten zwingenden und Richtwerte und diejenigen, die die Exekutive in den folgenden Jahren festzulegen gedenkt;

3. die Mittel die man einsetzen wird, um zu gewährleisten, dass das Oberflächenwasser der durch die zwingende Werte bestimmten Qualität entsprechen wird und sich der Qualität, die sich aus den Richtwerten ergibt, nähern wird;

4. die Beträge der vorgesehenen öffentlichen Investitionen.

§ 3. Die jährliche Aktualisierung des mehrjährigen Programms betrifft nur die in § 2, Punkte 3, 4 und 5, erwähnten Elemente.

§ 4. Die Exekutive kann Studien zur Optimierung der qualitativen Verwaltung der Abflussgebiete vornehmen lassen, und dies bezüglich aller Elemente, die die Qualität und den Schutz des Oberflächenwassers beeinflussen können.

**Art. 17.** Die Exekutive kann Gemeindevereinigungen als Vereinigung für die Klärung anerkennen, um in einem bestimmten Gebiet die in Artikel 18 angegebenen Aufgaben zu erfüllen. Dieses Gebiet wird unter Berücksichtigung der Grenzen des Abflussgebietes von der Exekutive festgelegt; es kann die Gesamtheit oder einen Teil des Territoriums von Gemeinden umfassen, die der Vereinigung nicht angeschlossen sind; es umfasst auf jeden Fall mindestens einen Teil des Territoriums einer jeden angeschlossen Gemeinde.

**Art. 18.** Um als Vereinigung für die Klärung anerkannt zu werden, muss eine Gemeindevereinigung insbesondere folgende Aufgaben zum Ziel haben :

1. jährliche Sanierungsprogramme ausarbeiten, die für ein bestimmtes Gebiet die Durchführung der in Artikel 16 erwähnten Klärungsprogramme gewährleisten, und der Exekutive diese jährlichen Programme vorlegen;

2. im Rahmen der so ausgearbeiteten und genehmigten jährlichen Programme, die Konzipierung, die Ausführung und die Einrichtung der Werke gewährleisten, die dazu bestimmt sind, die Abwässer aus der öffentlichen Kanalisation zu sammeln und zu klären;

3. die Anlagen verwalten und führen, die im Gebiet der Vereinigung die Klärung der durch die öffentliche Kanalisation gesammelten Abwässer gewährleisten;

4. die Fäkalien der Faulgruben beseitigen und in diesen Anlagen die Fäkalien annehmen gemäss des Regeln von Artikel 39 abgeben;

5. den Befragungen der Gemeinden über die Dokumente bezüglich der allgemeinen Entwässerungspläne gemäss Artikel 36 nachkommen;

6. auf Verlangen der Exekutive andere Aufgaben in Sachen Klärung der Abwässer ausführen;

7. die Exekutive von dem Ausfluss abnormaler Abwässer und von den Störungen der zu behandelnden Abwässer, die im Gebiet festgestellt werden, in Kenntnis setzen. Diese Vereinigungen für die Klärung können ebenfalls Entwässerungsarbeiten ausführen.

**Art. 19.** Die Erhaltung der Qualität des Oberflächenwassers darf nicht als Verpflichtung zu Lasten der Region verstanden werden, ausser was die zwingenden Werte der Ziele im Hinblick auf die Qualität in den Schutzzonen betrifft; die Region ist insbesondere nicht verpflichtet, Klärwerke zu bauen.

Deren Bau muss sie nur in den Grenzen finanzieren, die aufgrund des vorliegenden Dekrets getroffenen Regeln in bezug auf die Gewährung von Zuschüssen festgelegt sind.

**Art. 20. § 1.** Die Region kann folgendes bezuschussen :

1. die Studien, die Arbeiten und die Ankäufe von Gebäuden, die für die Errichtung der in Artikel 18, Punkte 1 bis 4, angegebenen Werke notwendig sind;

2. die Kosten für den Betrieb der in Artikel 18, Punkte 1 bis 3, angegebenen Anlagen;

3. die Kosten bezüglich der anderen in Artikel 18, Punkte 1 bis 5, erwähnten Aufgaben und die Verwaltungskosten der Vereinigung für die Klärung bezüglich dieser Aufgaben.

Die Exekutive legt die allgemeinen Regeln fest, nach denen die im vorliegenden Paragraph vorgesehenen Zuschüsse gewährt werden. Sie entscheidet über die Gewährung dieser Zuschüsse. Sie kann mit den Vereinigungen für die Klärung Abkommen treffen zur Festlegung der Kosten, die berücksichtigt werden, des Satzes und des Verfahrens für die Berechnung der Zuschüsse.

§ 2. Die Exekutive kann einer Vereinigung für die Klärung einen Zuschuss gewähren für die Kosten bezüglich der Aufgaben, die ihr aufgrund von Artikel 18, Punkte 6, anvertraut werden, sowie für die Kosten bezüglich der Aufgabe, die in Artikel 18, Absatz 2, angegeben ist.

§ 3. Die Projekte bezüglich der Arbeiten, die dazu bestimmt sind, die Klärung des Oberflächenwassers zu gewährleisten, müssen in das in Artikel 16 erwähnte Programm einbezogen werden und den aufgrund von Artikel 8 bestimmten Regeln sowie den durch die Exekutive festgelegten Kriterien entsprechen.

§ 4. Die Exekutive legt folgendes fest :

a) ein Muster des Bewirtschaftungsbuches der Kläranlagen, das die Vereinigungen führen müssen;

b) ein Muster des jährlichen technischen Berichts, der die Vereinigungen binnen einer festgesetzten Frist abgeben müssen;

c) die Regeln für die getrennte Buchführung bezüglich der Aufgaben, die aufgrund von Artikel 18 anvertraut werden.

§ 5. Die Exekutive kann Beamte beauftragen, dafür zu sorgen, dass die Vereinigungen für die Klärung die Regeln des vorliegenden Kapitels beachten, und ihnen zu diesem Zweck erlauben die Anlagen dieser Vereinigungen zu betreten und sich die technischen Dokumente und die Buchungsunterlagen, die dort geführt werden müssen, vorlegen zu lassen.

#### KAPITEL V. — Zuschüsse für Betriebe und Forschungen

**Art. 21.** Die Exekutive kann den Betrieben, die eine ausserordentlich hohe finanzielle Last zu tragen haben, Zuschüsse gewähren, um die Bedingungen zu erfüllen, unter denen die Einleitungsgenehmigungen ihnen erteilt worden ist.

Die Exekutive legt die Regeln für die Gewährung dieser Zuschüsse fest. Diese Zuschüsse dürfen die gemäss Artikel 6, § 1, V, Punkt 2, c, des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen festgelegten Subventionssätze nicht überschreiten.

Diese Zuschüsse bilden den Gegenstand von Abkommen zwischen der Region und dem bezuschussten Betrieb.

**Art. 22.** Die Exekutive kann Betrieben, die einem oder mehreren Industriezweigen angehören, Zuschüsse gewähren, weil sie Forschungen und Experimente geführt haben oder führen werden, um entweder ein weniger verschmutzendes Fabrikationsverfahren oder ein wirksameres Klärverfahren zu entdecken. Diese Zuschüsse bilden den Gegenstand von Abkommen zwischen der Region und dem bezuschussten Betrieb. Diese Abkommen können zugunsten der Region Klauseln stipulieren bezüglich des geistigen Eigentums des Ergebnisses der Forschungen und der Experimente.

**Art. 23.** Es wird ein wissenschaftlicher und technischer Dienst für Wassergegründet, der die Forschungen und die Verbreitung der Ergebnisse in Sachen Schutz des Oberflächenwassers koordiniert. Dieser Dienst richtet die Forschung auf neue Bereiche aus, insbesondere aufgrund der Vorschläge, die ihm von den Vereinigungen gemacht werden.

#### KAPITEL VI. — Finanzierung

##### Abschnitt 1. — Haushaltsbestimmungen

**Art. 24.** Folgende Einnahmen werden aufgrund der besonderen Verwendung, die sie durch die Anwendung der Artikel 25 und 26 erhalten, in einen besonderen Abschnitt des Haushaltsplans der Einnahmen eingetragen:

1. die in den Artikeln 28 bis 30 vorgesehenen Gebühren;
2. die Zuwendungen und alle anderen gelegentlichen Einnahmen im Zusammenhang mit der Ausübung der Zuständigkeiten der Region in Sachen Klärung der Oberflächenwassers;
3. die Beiträge von belgischen, ausländischen oder internationalen Vereinigungen zu den Ausgaben bezüglich der Klärung des Oberflächenwassers;
4. die Rückzahlung der eintreibbaren Vorschüsse, die in Anwendung von Artikel 43 gewährt worden sind;
5. der eventuelle Überschuss der Einnahmen im Laufe des vorigen Rechnungsjahres, die im besonderen Abschnitt des Haushaltsplans der Einnahmen eingetragen sind, im Verhältnis zu den Ausgaben, die in den besonderen Abschnitt des Haushaltsplans der Ausgaben eingetragen sind;
6. die in Artikel 32 vorgesehenen Steuern.

**Art. 25.** Die in Artikel 24 erwähnten Einnahmen werden für folgende Ausgaben verwendet, die in einen besonderen Abschnitt des Haushaltsplans der Ausgaben eingetragen werden. Diese Einnahmen gewährleisten die Finanzierung dieser Ausgaben:

1. die in Artikel 20, § 1, Punkte 2 und 3, vorgesehenen Zuschüsse;
2. die in den Artikeln 21 und 22 vorgesehenen Zuschüsse;
3. die Funktionskosten des wissenschaftlichen und technischen Dienstes für Wasser, der in Artikel 23 erwähnt wird, und die Funktionskosten des Bereitschaftsdienstes;
4. die in Artikel 43 vorgesehenen eintreibbaren Vorschüsse;
5. die Investitionsausgaben, die nötig sind, um den Betrieb des in Artikel 43 vorgesehenen Bereitschaftsdienstes zu gewährleisten;
6. das Gehalt der Experten, die die Exekutive ernannt hat, um bei den Aufgaben unterstützt zu werden, die sie erfüllen muss aufgrund von Artikel 6, § 4, Punkt 2, und aufgrund von Artikel 81 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, wenn es sich um die Verhandlung über internationale Abkommen bezüglich eines der Gegenstände des vorliegenden Dekrets handelt;
7. die Kosten für die Erhebung der Gebühren und Steuern;
8. der mögliche Überschuss der Ausgaben im Laufe des vorigen Rechnungsjahres, die in dem besonderen Abschnitt des Haushaltsplans der Ausgaben eingetragen sind, im Verhältnis zu den Einnahmen, die in dem besonderen Abschnitt des Haushaltsplans der Einnahmen eingetragen sind.

**Art. 26.** Die in Artikel 24 erwähnten Einnahmen können ebenfalls für folgende Ausgaben verwendet werden:

1. die Kosten, die sich aus der aufgrund von Artikel 44 beschlossenen Aufstellung von Statistiken ergeben;
2. die Kosten für die in Artikel 41 vorgesehene Überwachung des Zustandes des Oberflächenwassers;
3. die Kosten bezüglich der Ermittlung, der Feststellung und der Verfolgung der Übertretungen, und zwar in dem Masse, wie diese Kosten aufgrund der Bestimmungen des Kapitels XIII zu Lasten der Region fallen werden;
4. die in Artikel 20, § 1, Punkt 1, vorgesehenen Zuschüsse.

**Art. 27.** Die in Artikel 26 angegebenen Ausgaben werden ebenfalls in den besonderen Abschnitt des Haushaltsplans der Ausgaben eingetragen sind, und zwar in dem Fall, wo beschlossen wird, dass die besagten Einnahmen für die im vorliegenden Artikel ausgezahlten Ausgaben bestimmt werden.

##### Abschnitt 2. — Gebühren

**Art. 28.** Aufgrund der Bestandteile der Berechnung der gesetzlich festgelegten Tarife bestimmt die Exekutive die Gebühren, die die Betriebe schulden, die industrielle Abwässer in die öffentliche Kanalisation, in die Abwassersammler oder in die Kläranlagen der Vereinigungen für die Klärung einleiten.

Die Exekutive kann Gebühren zu Lasten der Betriebe festlegen, die ihre industriellen Abwässer direkt in das Oberflächenwasser einleiten.

Sie legt das Verfahren für die Erhebung der Gebühren fest.

**Art. 29. § 1.** Für folgende Einleitungen wird eine Gebühr festgesetzt:

1. die Einleitung von häuslichen Abwässern;
2. die Einleitung der anderen Abwässer als der industriellen Abwässer als der industriellen Abwässer der Betriebe;
3. die Einleitung der anderen Abwässer, die aus einer Entnahme aus der öffentlichen Wasserversorgung stammen.

Die Gebühr wird aufgrund der Trinkwassermenge, die der öffentlichen Wasserversorgung entnommen wird, berechnet.

Die Gebühr wird ebenfalls geschuldet, wenn die die häuslichen Abwässer weder in eine Kanalisation noch in Oberflächenwasser eingeleitet werden.

§ 2. Die Exekutive bestimmt die Verfahren für die Berechnung und die Modalitäten für die Erhebung dieser Gebühr.

Sie kann insbesondere die Einrichtung für die Wasserversorgung beauftragen, diese Erhebung im Namen der Region vorzunehmen. Wenn der Verbraucher das Prinzip der Zahlung oder den Betrag der Gebühr anfecht, sorgen die von der Exekutive angegebenen Dienststellen für die Beitreibung. Die Exekutive legt die Regeln fest, gemäss denen die Einrichtungen für die Wasserversorgung für die Kosten der Erhebung entschädigt werden.

Die Einrichtung für die Wasserversorgung erhebt die Gebühr bei allen, die mit Wasser versorgt werden, unter Vorbehalt.

— des Rechts, das die aufgrund von § 1 nicht zahlungspflichtigen Personen haben, bei der Regionalen Verwaltung eine Gebührenbefreiung erhalten;

— der Ausnahmen, die die Exekutive für die Wasserversorgung der industriellen Betriebe bestimmen kann; in diesem Fall bestimmt die Exekutive die besonderen Modalitäten für die Anwendung von § 1 auf diese Betriebe.

Die Exekutive legt das Verfahren für die Gebührenbefreiung fest; die Regeln für die Einreichung des Antrags sind auf der Rechnung angegeben.

§ 3. Wenn der Provinzialrat von Brabant eine Regelung festlegt, durch die die Einwohner mit einer spezifischen Steuer für Wasser belegt werden, die ausschliesslich den für das Gebiet der besagten Provinz zuständigen Vereinigungen für die Klärung zur Verfügung gestellt wird, wird die im vorliegenden Artikel vorgesehene Gebühr in dem Gebiet der besagten Provinz nicht erhoben, und zwar unter der Bedingung, dass der erhobene Gesamtbetrag der Gebühren für die Ausführung des in Artikel 16 erwähnten Programms sowie für den korrekten Betrieb der Kläranlagen reicht.

1. Die Erfüllung dieser Bedingung wird von der Exekutive beurkundet und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Die Befreiung von der Pflicht, die Gebühr zu zahlen, gilt ab dem 1. Januar des Rechnungsjahres, das dem Jahr der Veröffentlichung des obenerwähnten Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* folgt;

2. Die Exekutive kann diese Vereinigungen entweder von dem Niesbrauch des Artikels 20 für das Gebiet der besagten Provinz ausschliessen, oder spezielle Massnahmen für die Anwendung von Artikel 20 ergreifen;



3. Wenn die Exekutive feststellt, dass die im ersten Absatz erwähnte Bedingung nicht mehr erfüllt wird, wird die Befreiung ab dem 1. Januar des Rechnungsjahres, das dem Jahr der Veröffentlichung des Erlasses der Exekutive im *Belgischen Staatsblatt* folgt, aufgehoben.

**Art. 30. § 1.** Wann die häuslichen Abwässer ausschliesslich aus Wasser stammen das einem Brunnen oder einem Wasserlauf entnommen worden ist, wird die Gebühr pauschal berechnet. Dieser wird durch eine von der Exekutive beschlossene Regelung festgelegt.

Wenn eine Gebühr geschuldet wird, die gemäss Artikel 29 aufgrund der Trinkwassermenge berechnet wird, wird diese Menge erhöht, falls der Zahlungspflichtige ebenfalls Wasser benutzt, das einem Brunnen oder einem Wasserlauf entnommen wurde. Die Exekutive bestimmt das Verfahren für die Berechnung dieser Erhöhung der Wassermenge, die dazu dient, die Gebühr festzulegen.

§ 2. Auf dem Gebiet der Provinz Brabant kann man von der Gebührenpflicht befreit werden, und zwar gemäss den gleichen Modalitäten wie in Artikel 29, § 3.

**Art. 31.** Unbeschadet der Anwendung von Artikel 9 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Buchführung des Staates, legt die Exekutive den Betrag der in den Artikeln 28 bis 30 vorgesehenen Gebühren fest, indem sie eventuell die Bestandteile der Berechnung der durch die nationale Behörde bestimmten Tarife berücksichtigt.

Der Betrag der verschiedenen Gebühren wird so festgelegt, dass die Gesamtheit der für das Berücksichtigte Rechnungsjahr erwarteten Einnahmen die Gesamtheit der Ausgaben deckt, die für dasselbe Rechnungsjahr in dem besonderen Abschnitt des Haushaltsplans, der in Artikel 25 und eventuell in Artikel 26 vorgesehen ist, eingetragen sind.

#### Abschnitt 3. — Steuern

**Art. 32. § 1.** Eine Steuer von drei Franken pro Kubikmeter, deren Betrag am ersten Januar eines jeden Jahres dem Verbraucherpreisindex, ausgehend von dem beim Inkrafttreten des vorliegenden Artikels anwendbaren Index, angepasst wird, wird erhoben, wenn das Oberflächenwasser oder das Grundwasser, das trink- oder aufbereitbar ist und in der Wallonischen Region entnommen oder aufgefunden worden ist, aus der Wallonischen Region hinaus geleitet wird, und dies durch gleich weiches künstliche Mittel mit Ausnahme der Überführung von Wasser, das in Flaschen oder Dosen abgefüllt ist.

Der vorliegende Artikel findet nur Anwendung auf Überführung von Wasser innerhalb des Königreiches und nicht auf die Überführung in andere Staaten.

§ 2. Diese Steuer wird zu Lasten desjenigen erhoben, der das Wasser überführt. Wenn dieselbe Person gleichzeitig Wasser von der Wallonischen Region aus der Region hinausleitet und Wasser, das von aussen stammt, in die Wallonische Region überführt, wird die Steuer auf den nach aussem überführten Überschuss erhoben.

§ 3. Die Exekutive regelt die Modalitäten für die Erhebung der Steuer und für deren Kontrolle.

§ 4. Die Provinzen und die Gemeinden dürfen keine Gewinnungs-Entnahme- oder sonstige Steuer erheben auf die Wassermengen, die in § 1 erwähnt sind.

**Art. 32bis. § 1.** Die Exekutive kann von der Anwendung der in Artikel 32 vorgesehenen Steuer abweichen, und zwar im Rahmen von langfristigen Wasserlieferungsverträgen zwischen:

- der Exekutive, im Namen der Wallonischen Region;
- der Behörde, die die andere betreffende Region rechtsgültig vertritt;
- demjenigen, der das Wasser in die betreffende Region überführt.

§ 2. In ihren Verträgen kann die Exekutive im Rahmen der Zuständigkeiten der Region und unbeschadet der Regeln über den Schutz des Oberflächenwassers und des Grundwassers, jede Verpflichtung eingehen in bezug auf die Gewinnung, den Transport und die Verwendung des Wassers sowie in bezug auf jeglichen anderen Bestandteil ihrer Tätigkeiten.

§ 3. Jeder Vertrag, so wie er in § 2 erwähnt wird, muss durch ein Dekret des Regionalrates genehmigt werden. Er gilt erst ab dem Tag dieser Genehmigung.

**Art. 33. § 1.** Die Exekutive schliesst die Vergleiche mit den Steuerpflichtigen, insofern diese Vergleiche keine Steuerbefreiung oder -ermässigung zu Folge haben.

Im Falle der Nichtzahlung der Steuer, der Zinsen und der Nebenforderungen, erteilt der mit der Eintreibung beauftragte Beamte, einen Vollstreckungsauftrag; dieser wird von dem zu diesem zweck ernannten Beamten mit einem Visum versehen und für vollstreckbar erklärt.

Er wird durch Einschreibebrief bei der Post zugestellt. Die Abgabe des Schriftstückes bei der Post gilt ab dem folgenden Tag als Zustellung.

§ 2. 1. Diese Zustellung:

- unterbricht die Verjährungsfrist für die Eintreibung der Steuer, der Zinsen und der Nebenforderungen;
- ermöglicht die in Artikel 34, § 1, erwähnten Eintragung der gesetzlichen Hypothek;
- gibt dem Steuerpflichtigen die Möglichkeit auf die in Artikel 34, § 2, vorgesehenen Weise Einspruch gegen die Durchführung des Vollstreckungsauftrags zu erheben;
- veranlasst, dass die Verzugszinsen gemäss Artikel 35, § 1, Punkt 2, laufen.

2. Der Vollstreckungsauftrag kann ebenfalls vom Zustellungsbeamten zugestellt werden mit dem Zahlungsbefehl.

§ 3. Nach der in § 1 erwähnten Zustellung kann der mit der Eintreibung beauftragte Beamte die definitive Drittpfändung der dem Steuerpflichtigen geschuldeten oder gehörenden Beträge und Wechsel per Einschreibebrief bei der Post vornehmen lassen. Die Drittpfändung muss dem Steuerpflichtigen ebenfalls per Einschreibebrief bei der Post zugestellt werden.

Diese Pfändung wird mit der Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger wirksam. Sie gibt Anlass zur Aufstellung und Zusendung — durch den mit der Eintreibung beauftragten Beamten — einer Pfändungsanzeige, so wie es in Artikel 1390 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen ist.

§ 4. Unter Vorbehalt dessen, was in § 3 vorgesehen ist, finden die Bestimmungen der Artikel 1539, 1540, 1542 ersten und zweiter Absatz, und 1543 des Gerichtsgesetzbuches Anwendung auf diese Pfändung, wobei als vereinbart gilt, dass der Betrag der Pfändung dem mit der Eintreibung beauftragten Beamten übergeben wird.

§ 5. Die definitive Drittpfändung erfolgt durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück, so wie es in den Artikeln 1539 bis 1544 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen ist, wenn aus der Erklärung, die der Drittpfändete nach der Pfändung ablegen muss und die gemäss § 3 per Einschreibebrief bei der Post zugestellt wird, hervorgeht:

1. dass der gepfändete Schuldner Einspruch gegen die definitive Drittpfändung erhebt;
2. dass der Drittpfändete seine Schuld gegenüber dem gepfändeten Schuldner anfecht;
3. dass ein anderer Gläubiger vor der Pfändung durch den Beamten Einspruch gegen die Tatsache erhoben hat, dass der Drittpfändete die Beträge abgegeben hat, die dieser schuldet.

In diesen Fällen bewahrt die vom Beamten durch Einschreibebrief bei der Post vorgenommene Drittpfändung ihre Wirkung, wenn dieser Beamte wie in Artikel 1539 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen — die definitive Drittpfändung durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück innerhalb des Monats vornehmen lässt, in dem die Erklärung des Drittpfändeten bei der Post abgegeben wird.

**Art. 34. § 1. 1.** Für die Eintreibung der Steuer, der Zinsen und der Unkosten verfügt die Region über ein unbegrenztes Vorzugsrecht auf alle beweglichen Güter des Steuerpflichtigen, die mit einer Hypothek belastet werden können;

2. Das Vorzugsrecht belegt den Rang unmittelbar nach denen, die in den Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 und in Artikel 28 des Buches II des Handelsgesetzbuches erwähnt sind, sowie nach dem Vorzugsrecht, das dem Finanzministerium aufgrund von Artikel 87 des Gesetzbuches über die Mehrwertsteuer vorbehalten ist;

3. Der Rang der gesetzlichen Hypothek wird durch das Datum der Eintragung bestimmt, die aufgrund des gemäss § 2 des Artikels 33 erteilten, für vollstreckbar erklärten und dem Steuerpflichtigen mitgeteilten oder zugestellten Vollstreckungsauftrags vorgenommen wird;

4. Die Hypothek wird auf Antrag der Exekutive oder ihres Beauftragten eingetragen. Ungeachtet eventueller Einsprüche, Anfechtungen oder Berufungen erfolgt die Eintragung bei Vorlage einer — von dem von der Exekutive ernannten Beamten beglaubigten — Kopie des Vollstreckungsauftrags, der das Datum der Mitteilung oder der Zustellung angibt.

5. Artikel 447, Absatz 2, des Buches II des Handelsgesetzbuches über die Konkurse, Bankrotte und Aufschübe findet keine Anwendung auf die gesetzliche Hypothek, was die geschuldeten Gebühren betrifft, für die dem Steuerpflichtigen vor dem Konkursdekret ein Vollstreckungsauftrag mitgeteilt oder zugestellt worden ist.

§ 2. Unter Vorbehalt dessen, was in den §§ 2 bis 5 von Artikel 33 vorgesehen ist, wird der Vollstreckungsauftrag unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Titel III, Teil 5, des Gerichtsgesetzbuches über die Zwangsvollstreckung ausgeführt.

Die Ausführung des Vollstreckungsauftrags kann nur durch einen vom Steuerpflichtigen erhobenen begründeten Einspruch mit Vorladung vor Gericht unterbrochen werden. Dieser Einspruch erfolgt durch ein Schriftstück, das der Region in der Person des Beamten zugestellt wird, der den Vollstreckungsauftrag erteilt hat.

§ 3. Der Antrag auf Rückerstattung der Steuer und der Zinsen erfolgt durch ein Schriftstück, das eine Vorladung vor Gericht beinhaltet und das der Region in der zu diesem Zweck ernannten Person des Beamten zugestellt wird.

Art. 35. § 1. 1. Ein Zins von 1 % pro Monat ist von Rechts wegen eintreibbar, wenn die Steuer nicht binnen der festgelegten Frist gezahlt worden ist.

Dieser Zins wird monatlich auf der Grundlage der Gesamtheit der geschuldeten Steuern, abgerundet auf das untere Tausend, berechnet. Jeder Teil eines Monats wird als ganzer Monat gezählt. Der monatliche Zins wird nur gefordert, wenn er 100 Franken erreicht;

2. Die Vorzugszinsen auf die einzutreibenden oder zurückzuerstattenden Beträge, die nicht in Punkt 1 erwähnt sind, werden zu dem in zivilrechtlichen Angelegenheiten festgelegten Zins geschuldet und gemäss den in demselben Bereich bestimmten Regeln.

§ 2. Im Falle eines Einspruchs gegen den Vollstreckungsauftrag kann der Steuerpflichtige — auf Betreiben der Verwaltung hin und vor dem Urteil, das den Streit beilegt, — nach dem Verfahren der einstweiligen Verfügung dazu verurteilt werden, in der vom Richter festgesetzten Frist entweder eine Vorschusszahlung zu leisten oder eine Bürgschaft zu stellen für die durch den Vollstreckungsauftrag geforderten Beträge oder für einen Teil dieser Beträge. Die Anordnung ist trotz Einspruch oder Berufung vollstreckbar. Dem Steuerpflichtigen kann erlaubt werden, diese Garantien durch eine persönliche Kautions zu ersetzen, die von der Verwaltung anerkannt wird.

Falls der Einspruch gegen den Vollstreckungsauftrag abgelehnt worden ist, kann keine Berufung gegen den gerichtlichen Beschluss gültig eingelegt werden, wenn der Betrag der geschuldeten Summen nicht binnen zwei Monaten ab der Aufforderung, die der zuständige Beamte dem Steuerpflichtigen per Einschreibebrief bei der Post zustellt, hinterlegt worden ist.

#### KAPITEL VII. — Kanalisation

Art. 36. § 1. Alle fünftigen Kanalisationsarbeiten müssen in einen allgemeinen kommunalen Entwässerungsplan einbezogen werden, der nach Beratung mit der Vereinigung für die Klärung festgelegt wird und von der Exekutive genehmigt wird.

Die Exekutive genehmigt den Plan, oder sie lehnt ihn ab; die Ablehnung muss sich auf einen Grund stützen, der sich auf den Gegenstand des vorliegenden Dekrets bezieht.

§ 2. Die Exekutive legt die Regeln fest:

a) für die Vorlage und die Ausarbeitung der obenerwähnten Entwässerungspläne, sowie die Frist, in der sie vorgelegt werden müssen;

b) für die Frist, in der die Exekutive einen Beschluss fasst.

§ 3. Sobald die Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der Entwässerungspläne in Kraft treten, unterliegt die Gewährung jedes regionalen Zuschusses in Sachen Entwässerung der Aufstellung eines genehmigten allgemeinen Entwässerungsplans und der Einhaltung dieses Plans.

Art. 37. In dringenden Fällen — wenn die öffentliche Gesundheit oder die Umwelt ernsthaft gefährdet ist, kann die Exekutive die Gemeinden zwingen, binnen einer festgesetzten Frist Entwässerungsarbeiten oder andere Arbeiten zur Beseitigung der Abwässer vorzunehmen.

Die Exekutive kann den Gouverneur beauftragen, die Durchführung der vorgeschriebenen Arbeiten auf Kosten der sämigen Gemeindebehörden zu veranlassen, und zwar unbeschadet der eventuellen Gewährung eines Zuschusses für die Durchführung dieser Arbeiten.

#### KAPITEL VIII

##### Weitere Vorbeugungsmassnahmen gegen Verschmutzung

Art. 38. Die Exekutive kann bestimmen, was die Schiffe in Flusswasser einleiten dürfen, und die Massnahmen zur Vorbeugung der Wasserverschmutzung in den Binnenhöfen festlegen.

Art. 39. § 1. Die Exekutive kann das Angebot zum Verkauf, den Verkauf und die Anlage von Faulgruben und ähnlichen Klärvorrichtungen regeln und die Bedingungen festlegen, denen diese Gruben und andere Klärvorrichtungen entsprechen müssen.

Die Exekutive kann die Anlage von Faulgruben und ähnlichen Klärvorrichtungen, die den aufgrund von Absatz 1 getroffenen Regelungen entsprechen, fördern.

§ 2. Die Exekutive kann für die Unterhaltung der individuellen Klärvorrichtungen Regeln vorschreiben; sie kann insbesondere veranlassen, dass die Fäkalien an Grubenentleerer abgegeben werden, die gemäss den von ihr festgelegten Regeln zugelassen sind.

§ 3. Die zugelassenen Grubenentleerer müssen die Fäkalien durch eines der drei folgenden Mittel beseitigen:

a) entweder indem sie sie gemäss den von der Exekutive bestimmten Regeln an einen Landwirt zu Düngung abgeben;

b) oder indem sie sie an eine Kläranlage abgeben, die gemäss § 4 zu diesem Zweck von einer Vereinigung für die Klärung angegeben worden ist;

c) oder indem sie sie ausserhalb der Region befördern, unter der Bedingung, dass sie gemäss den von der Exekutive festgelegten Regeln die Verwaltung über den Bestimmungsort informieren und den Beweis dafür erbringen.

§ 4. Die Exekutive bestimmt die Regeln, die die Vereinigungen für die Klärung befolgen müssen in bezug auf die Anzahl, das Fassungsvermögen und die Wahl des Standortes der Kläranlagen, die die Fäkalien aufnehmen und verarbeiten sollen.

Sie kann den Grubenentleerern durch Erlass oder in der Zulassungsurkunde verbieten, gewisse Anlagen zu benutzen, um die Fäkalien nach dem Fassungsvermögen der Anlage zu verteilen.

Art. 40. Die Exekutive kann die Herstellung, den Verkauf, das Angebot zum Verkauf und die Benutzung von Produkten regeln, die — wenn sie nach Gebrauch in die Abwässer oder ins Oberflächenwasser gelangen — entweder das Oberflächenwasser verschmutzen oder dort die Selbstreinigung beeinträchtigen, oder noch dem Betrieb der Abwässerklärungsanlagen oder der Faulgruben schaden können.

#### KAPITEL IX

##### Kontrolle der Qualität des Oberflächenwassers und Notmassnahmen

Art. 41. Die Exekutive kann Beamte und Bedienstete mit der Überwachung des Oberflächenwassers beauftragen.

Durch Erlass oder Vertrag kann sie ebenfalls Personen des öffentlichen Rechtes — einschliesslich der gemäss Artikel 17 zugelassenen Vereinigungen für die Klärung — mit Kontrollaufgaben beauftragen.

Durch Vertrag kann sie Personen des privaten Rechtes Aufgaben oder Aufträge anvertrauen, die für die Ausübung der Überwachung des Oberflächenwassers notwendig sind. Durch Erlass legt sie die Bedingungen fest, die diese Personen des privaten Rechtes erfüllen müssen, um mit diesen Aufgaben oder Aufträgen betraut zu werden.

Art. 42. Die Exekutive bestimmt die Methoden zur Entnahme von Proben zur Analyse und zur Inspektion des Oberflächenwassers, die Häufigkeit der Kontrollen und die Regeln, nach denen die Beachtung der Wasserqualität bewertet wird, gemäss den Bestimmungen über den gleichen Gegenstand, die ordnungsgemäss für die Anwendung der allgemeinen und sektorengelassenen Normen getroffen worden sind.

Art. 43. § 1. Bei einer ernsten und plötzlichen Verschmutzung des Wassers oder bei einer unmittelbaren Gefahr von ernster Verschmutzung kann die Exekutive von Amts wegen alle Massnahmen treffen, die erforderlich sind, um die Verschmutzung zu verhindern oder einzudämmen; sie kann ebenfalls den Provinzgouverneur oder den Bürgermeister beauftragen, die von ihr angegebenen Notmassnahmen zu treffen.

Die Exekutive bestimmt den Tag, an dem die Notmassnahmen enden; sie kann verschiedene Daten festlegen für gewisse oder für jede der Massnahmen, die sie getroffen oder angeordnet hat.

Die Exekutive kann den Provinzgouverneur oder den Bürgermeister beauftragen, den Tag zu bestimmen, an dem die Notmassnahmen enden, die diese aufgrund von Absatz 1 getroffen haben.

§ 2. Die Exekutive kann den Behörden, die aufgrund von § 1 beauftragt sind, Notmassnahmen zu treffen, gemäss den Modalitäten einer von ihr festgelegten Regelung rückzahlbare Vorschüsse gewähren.

§ 3. Die Exekutive kann einen Bereitschaftsdienst gründen, dessen Organisation und Aufträge sie festlegt. Sie kann die Teilnahme der untergeordneten Behörden an diesem Dienst vorsehen. Sie kann auch Verträge mit Privatpersonen oder Betrieben abschliessen, um gewisse Aufgaben zu erfüllen, die zu seinem Aufgabenbereich gehören.

#### KAPITEL X. — Sonderbestimmungen über die Anwendung der Richtlinien der Europäischen Gemeinschaften und anderer internationaler Akten in Sachen Schutz des Oberflächenwassers-Stationen

Art. 44. Wenn individuelle Auskünfte unerlässlich sind für die Vorbereitung, Ausarbeitung oder Durchführung einer Regelung in Sachen Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung oder für die Durchführung der in Artikel 46 erwähnten internationalen Pflichten, kann die Exekutive alle Nachforschungen veranlassen, die erforderlich sind, um den von ihr bestimmten Diensten der Region diese Auskünfte zur Verfügung zu stellen.

Die individuellen Auskünfte, die bei diesem Anlass eingeholt werden, dürfen nur zu folgenden Zwecken benutzt werden:

- a) Anwendung der anderen Artikel des vorliegenden Dekrets und ihrer Durchführungserlasse;
- b) Erstellung der Statistiken;
- c) wissenschaftliche Forschung im Bereich Umweltschutz, und zwar unter der Bedingung, dass derjenige, der über die Angaben verfügt, sich der Exekutive gegenüber vorher schriftlich verpflichtet hat, keine Angaben, die individuelle Situationen verraten könnten, zu verbreiten von Drittpersonen verbreiten zu lassen oder zu veröffentlichen.

Die Exekutive darf globale und anonyme Statistiken veröffentlichen — mit Ausnahme jedoch der Angaben, deren Verbreitung infolge der geringen Anzahl Informationsgeber individuelle Situationen verraten könnten.

**Art. 45.** Derjenige, der in welcher Eigenschaft auch immer entweder Auskünfte besitzt, die Industrie- oder Handelsgeheimnisse enthalten könnten und in Durchführung des vorliegenden Kapitels eingeholt worden sind, oder über globale und anonyme Statistiken verfügt, die anhand dieser Auskünfte erstellt worden sind und noch nie von der Exekutive veröffentlicht worden sind, darf diese Auskünfte, Statistiken oder Informationen weder veröffentlichen noch Personen oder Diensten mitteilen, die nicht berechtigt sind, davon Kenntnis zu nehmen.

Ferner dürfen diese statistischen Auskünfte oder Informationen weder in dem durch Artikel 29 der Strafprozessordnung erwähnten Fall noch im Falle einer Zeugenaussage verraten werden; es sei denn, es liegt eine Übertretung des vorliegenden Kapitels vor.

**Art. 46.** § 1. Unbeschadet der Befugnisse, die im Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen festgelegt sind, ordnet die Exekutive in den im vorliegenden Dekret erwähnten Angelegenheiten alle Massnahmen an, die notwendig sind, um die Durchführung der Pflichten zu gewährleisten, die sich aus dem E.W.G.-Vertrag und aus den Akten ergeben, die von den durch diesen Vertrag eingesetzten Behörden getroffen werden — einschliesslich der Akten bezüglich der Gefahr einer vom Oberflächenwasser ausgehenden Grundwasserverschmutzung.

§ 2. Unter denselben Vorbehalten und in denselben Angelegenheiten ordnet die Exekutive die Massnahmen an, die notwendig sind, um die Durchführung der Pflichten zu gewährleisten, die sich aus den anderen in der internen Rechtsordnung geltenden internationalen Akten in bezug auf die Bekämpfung der Verschmutzung des Oberflächenwassers ergeben.

**Art. 47.** Die Exekutive legt die geeigneten Regelungen fest, aufgrund welcher die Informationen eingesammelt werden können, die nötig sind, um die Dokumente für die internationalen Einrichtungen zu erstellen.

## KAPITEL XI

### Wallonischer Ausschuss für den Schutz des Oberflächenwassers

**Art. 48.** § 1. Es wird ein beratender Ausschuss für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung gegründet, dessen Zusammensetzung und Arbeitsweise von der Exekutive festgelegt wird.

Der Ausschuss gibt ein Gutachten ab über alle Entwürfe von Erlassen mit Verordnungscharakter, die in Durchführung der Kapitel II bis V und VII bis X — mit Ausnahme von Artikel 43 — getroffen werden, sowie in den anderen Fällen, die durch das vorliegende Dekret oder dessen Durchführungserlasse vorgesehen sind.

§ 2. Der Ausschuss umfasst Mitglieder, die unter den Kandidaten ernannt werden die vor den Organisationen vorgeschlagen werden, die

- die Industrie, den Handel und den Mittelstand,
- die Landwirte und die Züchter,
- die Fischer,
- die Verbraucher,
- die Trinkwasseraufbereiter,
- die Arbeitnehmer

vertreten, sowie Mitglieder, die unter den Kandidaten ernannt werden, die von den Verbänden für Schwimm- und Wassersport und von den Umweltschutzvereinigungen vorgeschlagen werden.

Der Ausschuss umfasst ausserdem Vertreter der Vereinigungen für die Klärung.

Der Präsident und der Vizepräsident des Ausschusses müssen nicht unbedingt unter den in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Personen ernannt werden.

§ 3. Der Ausschuss kann in Abteilungen eingeteilt werden, und jede Abteilung ist zuständig, um Gutachten über bestimmte Angelegenheiten abzugeben. Die Exekutive kann beschliessen, dass in diesen Angelegenheiten das Gutachten der zuständigen Abteilung das Gutachten des Ausschusses ersetzt.

§ 4. Die Exekutive bestimmt die Frist, in der die Gutachten des Ausschusses abgegeben werden müssen. Wenn sie nicht fristgemäss abgegeben werden, gelten sie als günstig.

## KAPITEL XII. — Strafrechtliche Bestimmungen

### Abschnitt 1. — Übertretung in Sachen Wasserverschmutzung

**Art. 49.** Folgende Person wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu fünftausend Franken oder mit nur einer dieser Strafen belegt:

1. diejenige, die Abwässer in gewöhnliches Oberflächenwasser, in öffentliche Abwasserkanäle oder in künstliche Wasserwege für den Abfluss einleitet, ohne die erforderliche Genehmigung zu haben, ohne die in dieser Genehmigung festgelegten Bedingungen einzuhalten oder ohne die aufgrund des vorliegenden Dekrets getroffenen Regelungen zu beachten; es sei denn, es handelt sich um eine Einleitung aus einem öffentlichen Abwasserkanal;

2. diejenige, die das Verbot von Artikel 7 missachtet;

3. diejenige, die umweltverschmutzende Stoffe auf einem Gelände ablagert das sie besitzt, oder dort eine Ablagerung solche Stoffe bestehen lässt, ohne die entsprechende Genehmigung zu haben, falls sie aufgrund von Artikel 15 erforderlich ist;

4. diejenige, die gegen eine in Durchführung von Artikel 38 getroffene Regelung verstösst;

5. diejenige, die Anlagen oder Apparate benutzt, obwohl die Exekutive oder einer ihrer Beamten deren Benutzung aufgrund von Artikel 63 verboten hat;

6. diejenige, die die aufgrund von Artikel 8 angeordneten Regeln oder Vorschriften verletzt.

Die Übertretungen in Sachen Einleitungen sind strafbar, selbst wenn sie nur durch Fahrlässigkeit oder schuldhaftes Interlassung begangen worden sind.

Wenn es sich nicht um einen Wiederholungsfall handelt, wird der Verantwortliche jedoch nur mit der in Artikel 50 vorgesehenen Geldstrafe belegt, wenn er entweder die Polizei oder die Gendarmerie oder den in Artikel 43 erwähnten Bereitschaftsdienst unverzüglich verständigt hat.

**Art. 50.** Folgende Person wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat und mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig Franken bis zu zehntausend Franken oder nur mit einer dieser Strafen belegt:

1. diejenige, die gegen die aufgrund von Artikel 46 getroffenen Erlasse verstösst;

2. diejenige, die das Oberflächenwasser in Übertretung eines aufgrund von Artikel 5 ausgesprochenen Verbotes benutzt;

3. diejenige, die in Übertretung der aufgrund von Artikel 39 festgelegten Regeln gewerblich eine Faulgrube oder eine ähnliche Klärvorrichtung anlegt, zum Verkauf anbietet oder verkauft;

4. diejenige, die versucht eine der in Artikel 49, Punkte 2, 3 und 5, erwähnten Taten zu begehen;

5. diejenige, die in Übertretung einer aufgrund von Artikel 40 getroffenen Regelung gewerblich Produkte herstellt, zum Verkauf anbietet, verkauft und benutzt;

6. diejenige, die Faulgruben und Senkgruben bei Drittpersonen entleert und die Fäkalien mitnimmt;

— entweder ohne über die Zulassung zu verfügen, die durch einen aufgrund von Artikel 39 zu treffenden Erlass gefordert werden wird;

— oder indem sie die Fäkalien auf eine durch diesen Artikel verbottene Weise beseitigt;

7. diejenige, die ohne die in Artikel 6, § 1, erwähnte Genehmigung ein Motorfahrzeug, eine Maschine oder andere ähnliche Geräte in gewöhnlichem Oberflächenwasser oder weniger als 10 Meter davon entfernt putzen, obwohl das Reinigungsmittel dort abfliessen kann.

**Art. 51.** Folgende Person wird mit einer Gefängnisstrafe von sechs Monaten bis zu drei Jahren und mit einer Geldstrafe von hundert Franken bis zu zehntausend Franken oder nur mit einer dieser Strafen belegt:

1. diejenige, die absichtlich und auf irgendeine Weise Kläranlagen und Verschmutzungsmesseinrichtungen beschädigt oder zerstört oder ihren korrekten Betrieb behindert, diejenige, die absichtlich versucht, diese Anlagen zu beschädigen;

2. diejenige, die sich der Durchführung der Kontroll- und Überwachungsaufgabe der aufgrund des vorliegenden Dekrets ernannten Bediensteten widersetzt;

3. diejenige, die sich weigert oder versäumt, eine aufgrund von Artikel 43, § 1, von der Exekutive, dem Provinzgouverneur oder dem Bürgermeister angeordnete Notmassnahme auszuführen;

4. diejenige, die aufgrund des vorliegenden Dekrets und dessen Durchführungserlasse eine Erklärung abgeben muss und es unterlässt, diese Erklärung einzureichen, oder absichtlich eine unvoll-

ständige oder falsche Erklärung einreicht, um die Anwendung des vorliegenden Dekrets oder dessen Durchführungserlasse zu umgehen.

**Art. 52.** Wenn eine Verurteilung aufgrund von Artikel 49 oder von Artikel 54 ausgesprochen wird, kann der Richter den Betroffenen entweder auf Verlangen des Prokurators des Königs, der Region oder des Nebenklägers, oder von Amts wegen verbieten, die Anlage oder die Apparate, die infolge dieser Übertretung zur Verschmutzung geführt haben, während einer von ihm festgelegten Dauer — die jedoch ein Jahr nicht überschreiten darf — zu benutzen oder laufen zu lassen, um wieder die verhältnisse zu schaffen, die ohne Übertretung bestehen würden.

Der Richter kann dieses Verbot aussprechen, selbst wenn die Anlage oder die Apparate einer Drittperson gehören oder zu einem Betrieb gehören, der von einer Drittperson geführt wird. In diesem Fall darf das Verbot dieser Drittperson gegenüber jedoch erst ausgesprochen werden, nachdem diese vorgeladen worden ist und die Gelegenheit gehabt hat, ihre Verteidigungsmittel vorzubringen.

**Art. 53.** Derjenige, der sich weigert oder versäumt, die im vorangehenden Artikel erwähnte Verbotsmassnahme auszuführen, wird mit den in Artikel 53 angegebenen Strafen belegt.

**Art. 54.** Folgende Personen werden mit den — je nach Fall — in den Artikeln 49, 50 und 51 vorgesehenen Strafen belegt:

1. der Arbeitgeber einer in diesen Artikeln gemeinten Person, der dieser einen Auftrag erteilt hat, ohne ihr die Mittel zur Verfügung zu stellen, die zur Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und dessen Durchführungserlasse nötig sind;

2. der Arbeitgeber einer in diesen Artikeln gemeinten Person, der dieser einen Auftrag anvertraut hat, obwohl sie nicht die nötigen Kenntnisse besass, um ihn unter Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und dessen Durchführungserlasse ausführen zu können und der nicht auf angemessene Weise nachgeprüft hat, ob sie diese Kenntnisse besass;

3. der Arbeitgeber einer in diesen Artikeln gemeinten Person, der wusste, dass eine Übertretung begangen werden würde oder worden war und versäumt hat, sie zu verhindern oder ihre Auswirkungen zu beheben, obwohl er die Möglichkeit dazu gehabt hat.

**Art. 55.** Der Arbeitgeber ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen, der Kosten und der Gerichtskosten, zu denen seine Angestellten verurteilt werden, weil sie in Ausübung oder anlässlich ihres Dienstes gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder dessen Durchführungserlasse verstossen haben.

Jede juristische Person ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen, der Kosten und der Gerichtskosten, zu denen ihre Organe verurteilt werden, weil sie Ausübung oder anlässlich ihres Dienstes gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder dessen Durchführungserlasse verstossen haben.

**Art. 56. § 1.** Die Strafe kann auf das Doppelte der Höchststrafe erhöht werden, wenn eine in den Artikeln 49 bis 54 vorgesehene Übertretung erneut begangen wird innerhalb fünf Jahren ab einer vorherigen Verurteilung, die für eine Übertretung derselben Artikel durch ein rechtskräftiges Urteil ausgesprochen wurde. Ferner kann die Geldbusse oder die Strafe in diesem Fall unter dem Zehnfache der Mindeststrafe liegen.

§ 2. Buch I des Strafgesetzbuches — einschliesslich des Kapitels VII und des Artikels 85 — findet Anwendung auf die im vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Übertretungen.

**Art. 57. § 1.** Bei den in den Artikeln 49, Punkt 1, 49, Punkt 2, 50, Punkt 3, 50, Punkt 5, 53 und 54 erwähnten Übertretungen kann der Richter anordnen, dass Urteil innerhalb einer von ihm festgesetzten Frist auf Kosten des Veräusserers oder seines Komplizen in höchstens drei Zeitungen veröffentlicht zu lassen, die er bestimmt.

§ 2. Unbeschadet der Artikel 42 und 43 des Strafgesetzbuches kann bei den in Artikel 49, Punkt 2 und Punkt 3, erwähnten Übertretungen die Beschlagnahme der beweglichen Sachen, die dazu gedient haben oder dafür bestimmt worden sind, die Übertretung zu begehen, ebenfalls ausgesprochen werden, wenn sie dem Komplizen gehören und auch wenn Artikel 85 des Strafgesetzbuches zur Anwendung kommt.

### Abchnitt 2

#### Übertretungen in Sachen Erhebung und Zahlung von Gebühren und Steuern

**Art. 58. § 1.** Derjenige, der gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets bezüglich der Gebühren oder gegen die ordnungsgemässen Bestimmungen, die in Durchführung der ersteren Bestimmungen getroffen worden sind, verstösst, um die Zahlung aller oder eines Teils der fälligen Gebühren zu umgehen, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu sechs Monaten und einer Geldstrafe von hundert bis zu zweitausend Franken oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

§ 2. Derjenige, der gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets bezüglich der Steuern oder gegen die ordnungsgemässen Bestimmungen, die in Durchführung der ersteren Bestimmungen getroffen worden sind, verstösst, um die Zahlung aller oder eines Teils der fälligen Steuern zu umgehen, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit einer Geldstrafe belegt, die dem Doppelten der umgangenen Steuer entspricht und mindestens fünftausend Franken beträgt.

**Art. 59.** Die für die Wasserversorgung zuständige Einrichtung, die die ihr in Anwendung von Artikel 29 dieses Dekrets auferlegten Pflichten, in bezug auf die Modalitäten der Erhebung von Gebühren nicht erfüllt hat, wird mit einer Geldstrafe von tausend bis zu zweihunderttausend Franken belegt.

**Art. 60.** Das Gesetz vom 9. März 1952 über den Zuschlag von 10 % auf die Strafen, die von einem Strafgericht verhängt werden, findet keine Anwendung auf die in den Artikeln 58 und 59 erwähnten Strafmassnahmen.

**Art. 61.** Alle Bestimmungen von Buch 1 des Strafgesetzbuches — einschliesslich des Kapitels VII — mit Ausnahme jedoch von Artikel 85 — finden Anwendung auf die in den Artikeln 58 und 59 vorgesehenen Übertretungen.

Die Arbeitgeber, natürlich oder juristischen Personen, sind zivilrechtlich und solidarisch haftbar für die Geldstrafen und Kosten, zu denen ihre Angestellten, ihre Verwalter, ihre Geschäftsführer oder ihre Liquidatoren wegen Übertretung der Artikel 58 und 59 verurteilt werden.

### Abchnitt 3. — Andere Übertretungen

**Art. 62.** Derjenige, der ordnungsgemäss aufgefordert wird, Auskünfte zu geben, die aufgrund der Artikel 44 und 47 und der zu deren Durchführung getroffenen Erlasse eingeholt werden, und dies unterlässt, wird mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu zehntausend Franken belegt.

**Art. 63.** Jede Übertretung des Artikels 45 wird mit den in Artikel 45b des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen belegt, unbeschadet der eventuellen Anwendung von Disziplinarstrafen.

**Art. 64.** Die Exekutive kann Strafen auferlegen für die Übertretungen der aufgrund des vorliegenden Dekrets festgelegten Regelungen, wenn diese Übertretungen durch einen der Artikel des vorliegenden Kapitels bestraft werden. Diese Strafen dürfen die Polizeistrafen nicht überschreiten.

**Art. 65.** Die in den Artikel 62 bis 64 vorgesehenen Strafen können auf das Doppelte der Höchststrafe erhöht werden, wenn derselbe Täter innerhalb zwei Jahre ab einer vorherigen Verurteilung, die wegen Übertretung einer dieser Artikel durch ein rechtskräftiges Urteil ausgesprochen wurde, erneut eine Übertretung desselben Artikels begeht.

Alle Bestimmungen von Buch 1 des Strafgesetzbuches — ohne Ausnahme von Kapitel VII oder Artikel 85 — finden Anwendung auf die in diesen Artikeln vorgesehenen Übertretungen.

### KAPITEL XIII

#### Feststellung, Ermittlung und Verfolgung der Übertretungen

**Art. 66. § 1.** Unbeschadet der den Strafverfolgungsbeamten obliegenden Pflichten sind die zu diesem Zweck von der Exekutive ernannten Beamten und Bediensteten befugt, die in den Artikeln 49, 50, Punkt 4, und 52 vorgesehenen Übertretungen zu ermitteln und in Protokollen festzuhalten. Diese Protokolle sind massgebend solange nicht der Gegenbeweis erbracht worden ist. Eine Abschrift des Protokolls ergeht innerhalb zehn Tagen an den Leiter der Anlage, aus der die Einleitung bzw. die Ablagerung stammen, sowie an den mutmasslichen Urheber der Einleitung bzw. der Ablagerung.

§ 2. Die gemäss Paragraph 1 ernannten Beamten und Bediensteten sowie die Strafverfolgungsbeamten können sich zu jeder Tageszeit Zutritt zu den Einrichtungen bzw. Anlagen — mit Ausnahme der Wohnräume — verschaffen, wenn sie Grund haben, anzunehmen, dass dort und auf dem Gelände um diese Anlagen das Dekret oder seine Durchführungserlasse übertreten werden.

In diesem Fall können sie auch Privatwohnungen betreten, müssen jedoch vorher die Genehmigung des Richters des Polizeigerichtes eingeholt haben; diese Haussuchungen müssen zwischen 8 und 18 Uhr und von mindestens zwei Beamten und Bediensteten gemeinsam vorgenommen werden.

Die gemäss Paragraph 1 ernannten Beamten und Bediensteten können für die Durchführung ihrer Aufgabe den Beistand der Gemeindebehörden anfordern. Nötigenfalls werden diese Behörden ihnen zu Hilfe kommen.

§ 3. Auch wenn noch keine Übertretung festgestellt worden ist, können die gemäss Paragraph 1 ernannten Beamten und Bediensteten sowie die Strafverfolgungsbeamten Proben des abgeleiteten Wassers und des Vorfluters entnehmen. Die Probeentnahme wird auf der Stelle in ein Protokoll aufgenommen; eine Abschrift dieses



Protokolls wird dem Leiter der Anlage und dem mutmasslichen Urheber der Einleitung zugeteilt, wie es in Paragraph 1 vorgesehen ist.

§ 4. Die Exekutive kann aufgrund von Paragraph 1 Beamte und Bedienstete der Region, des Staates, der Provinzen, der Gemeinden oder der Vereinigungen für die Klärung benennen; diese Beamten müssen vereidigt sein. Zur Durchführung ihrer Aufgabe können sie sich von unvereidigten Personen begleiten lassen.

§ 5. Im Fall eines Vergehens, bei dem der Täter auf frischer Tat erappt wird, können die aufgrund von Paragraph 1 ernannten Beamten und Bediensteten alles beschlagnahmen, was anscheinend dazu gedient hat oder dafür bestimmt war, eine Übertretung dieses Dekrets oder seiner Durchführungserlasse zu begehen, oder was die besagte Übertretung nachweisen kann.

§ 6. Die aufgrund von Paragraph 1 ernannten Beamten und Bediensteten und die Strafverfolgungsbeamten können dem Befragten eine Verwarnung erteilen, bevor sie eine Übertretung feststellen.

Art. 67. § 1. Die Exekutive bestimmt die Regeln für die Zulassung der Laboratorien, die mit den offiziellen Untersuchungen beauftragt werden. Die Exekutive kann unter Berücksichtigung der in den Ländern der Europäischen Gemeinschaft bestehenden den normalisierten Methoden die Modalitäten der Probeentnahme festsetzen, die Schemata für die Untersuchungsprotokolle festlegen, die Untersuchungs- und Gegenuntersuchungsmethoden bestimmen, die Regeln zur Verteilung der Untersuchungen unter die Laboratorien sowie die Vorschriften zur Regelung der Finanzierung der Untersuchungs- und Entnahmekosten festlegen.

§ 2. Die Untersuchung wird von einem gemäss den in Paragraph 1 definierten Vorschriften zugelassenen Laboratorium vorgenommen. Es werden zwei Proben entnommen. Wenn man zu diesem Zeitpunkt bereits jemanden für den Urheber der Einleitung hält oder wenn vermutet wird, dass der Ausfluss von einer bestimmter Einrichtung stammt, die zu diesem Zeitpunkt bereits identifiziert ist, muss die betreffende Person bzw. ihr Vertreter aufgefordert werden, der Gegenuntersuchung beizuwohnen, die von einem anderen zugelassenen Laboratorium vorgenommen wird.

§ 3. Wenn die allgemeinen und sektorengelunden Bedingungen Vorschriften hinsichtlich der Methoden zur Untersuchungs- und Probeentnahme festlegen oder wenn die Exekutive solche aufgrund von Paragraph 1 vorgeschrieben hat oder noch wenn Vorschriften in der Urkunde der Einleitungsgenehmigung vorgesehen sind, müssen die Probeentnahmen, die Untersuchungen und Gegenuntersuchungen diesen Vorschriften entsprechen.

§ 4. Die gemäss vorliegendem Artikel durchgeführten Untersuchungen sind massgebend und unwiderlegbar, wenn sie von der vorschriftsmässig vorgenommenen Gegenuntersuchung bestätigt werden. Die Untersuchungs- und Gegenuntersuchungsprotokolle und der Ablauf dieser Vorgänge werden durch einen Beamten oder einen in Artikel 66 erwähnten Bediensteten oder durch einen Strafverfolgungsbeamten in ein Protokoll aufgenommen. Eine Abschrift des Protokolls wird dem Leiter der Anlage und dem mutmasslichen Urheber der Einleitung zugeleitet.

Art. 68. § 1. Wenn ein Protokoll über eine Übertretung des Artikels 49 aufgenommen worden ist und die Gewässer weiterhin schwer verunreinigt werden und Notmassnahmen getroffen werden müssen, kann die Exekutive oder einer der gemäss Artikel 66, § 1, von ihr ernannten Bediensteten die Benutzung der Anlagen und Geräte, durch die die Verunreinigung verursacht worden sein soll, verbieten und diese Anlagen und Geräte versiegeln lassen. Die unter diesen Umständen getroffenen Massnahmen gelten solange, bis endgültig über die gerichtlichen Verfolgungen entschieden worden ist.

§ 2. Die Betroffenen können ein Gesuch beim Präsidenten des erstinstanzlichen Gerichts einreichen, der wie beim Verfahren der einstweiligen Verfügung als Richter fungiert und die Zurückziehung der in Anwendung von Paragraph 1 dieses Artikels getroffenen Massnahmen beantragen.

Art. 69. § 1. Unbeschadet der den Strafverfolgungsbeamten obliegenden Pflichten sind die zu diesem Zweck von der Exekutive ernannten Beamten und Bediensteten befugt, die im vorliegenden Dekret und in seinen Durchführungserlassen vorgesehenen Übertretungen mit Ausnahme der in den Artikeln 49, 50, Punkt 4, und 52 vorgesehenen Übertretungen zu ermitteln und in Protokollen festzuhalten. Diese sind massgebend, solange nicht der Gegenbeweis erbracht worden ist. Eine Abschrift des Protokolls ergeht innerhalb fünfzehn Tagen an die Person, die im Protokoll als mutmasslicher Urheber der Übertretung bezeichnet wird.

§ 2. Die gemäss Paragraph 1 ernannten Beamten und Bediensteten sowie die Strafverfolgungsbeamten geniessen die in Paragraph 2 des Artikels 68 vorgesehenen Vorrechte bei der Ermittlung und der Feststellung der Übertretungen.

§ 3. Die Exekutive kann aufgrund von Absatz 1 die Beamten und Bediensteten der Region, des Staates, der Provinzen und der Gemeinden oder der Vereinigungen für die Klärung ernennen; diese Beamten und Bediensteten müssen vereidigt sein.

§ 4. Die aufgrund von Absatz 1 zuständigen Beamten und Bediensteten sowie die Strafverfolgungsbeamten können Mahnungen zugehen lassen, bevor sie eine Übertretung feststellen. Im Falle eines Steuer- und Gebührenzahlungsrückstandes müssen sie eine Mahnung vor jeder Feststellung einer Übertretung zugehen lassen.

§ 5. Die Exekutive kann ausserdem die Beamten und Bediensteten ernennen, die für die Ermittlung und die Feststellung der Übertretungen der allgemeinen oder sektorengelunden Normen in Sachen Verunreinigung des Oberflächenwassers zuständig sind; Absätze 1 bis 4 gelten für diese Beamten und Bediensteten.

#### KAPITEL XIV. — *Aufhebende Bestimmungen*

Art. 70. § 1. Was die Wallonische Region betrifft, werden folgende Gesetze bzw. Artikel aufgehoben:

1. das Gesetz betreffend die öffentliche Gesundheit vom 1. September 1945 über prophylaktische und Sanierungsmassnahmen sowie über alle Massnahmen zur Organisation und zur nötigen Kontrolle in dem Masse, wie es folgendes betrifft:

— die Beseitigung der Abwasser aus den Wohnräumen und den Nebengebäuden;

— die Sanierung der Wasserwege;

2. das Gesetz vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Umweltverschmutzung, mit Ausnahme:

a) der Artikel 1, 2, Absatz 1 (ausser was die Abwasserableitungen betrifft) und 4;

b) des Artikels 3, § 1, Absatz 1, was die allgemeinen und sektorengelunden Bedingungen in bezug auf die Einleitung der Abwässer betrifft;

c) der Artikel 33 und 34, was den Satz des Zuschusses zugunsten von Industriebetrieben betrifft;

d) des Artikels 41, was die Übertretungen der allgemeinen und sektorengelunden Normen betrifft;

3. Artikel 39 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur.

§ 2. Das Dekret der Wallonischen Region vom 16. Juni 1982 zur Abänderung des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Umweltverschmutzung wird aufgehoben.

#### KAPITEL XV. — *Übergangsbestimmungen*

Art. 71. Die Exekutive ist beauftragt, die in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1977 betreffend die finanzielle Beteiligung des Staates an der Klärung der Abwässer der Wallonischen Region abgeschlossenen Abkommen und Nachträge so früh wie möglich gemäss dem Zivilrecht zu kündigen, sobald die ersten Erlasse zur Durchführung des Artikels 20 dieses Dekrets in Kraft getreten sind.

Art. 72. § 1. Die Gemeindevereinigungen sind von der Rückzahlung der eintreibbaren Vorschüsse befreit, die ihnen gewährt worden sind in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 1981 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung von eintreibbaren Vorschüssen an die Gemeindevereinigungen, die mit der Klärung der städtischen Abwässer in Wallonien beauftragt sind.

§ 2. Ab Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets und bis zum Inkrafttreten der ersten Erlasse zur Durchführung des Artikels 20 dieses Dekrets werden Zuschüsse gewährt, für die die gleichen Bedingungen gelten wie für die im obenerwähnten Königlichen Erlass vorgesehenen eintreibbaren Vorschüsse. Diese Zuschüsse sind jedoch nicht eintreibbar.

§ 3. Die ersten Erlasse zur Durchführung des Artikels 20 dieses Dekrets müssen spätestens am 31. Dezember 1986 getroffen werden.

Art. 73. § 1. Auf Antrag der in Artikel 17 erwähnten Vereinigungen für die Klärung treten die anderen öffentlichen Behörden als der Staat oder die Region den Vereinigungen die in § 2 erwähnten Güter und Rechte ab, unter dem Vorbehalt, dass ein Inventar in bezug auf ihre Arbeitsweise ihren Zustand und die Pflichten des Übertragenen erstellt wird.

§ 2. Die Abtretung bezieht sich auf folgendes:

a) die gebauten oder im Bau befindlichen Werke, die Ausstattungen und Anlagen, die für die Klärung der Abwässer bestimmt sind und von den Vereinigungen für die Klärung angegeben werden;

b) die Sammler, durch die die Abwässer den unter Lit. a erwähnten Anlagen zugeleitet werden, mit Ausnahme der Kanalisation;

c) das Mobiliar, das in den unter Lit. a erwähnten Anlagen benutzt wird — einschliesslich der Fahrzeuge;

d) die Parzellen, auf denen sich die in Lit. a erwähnten Werke und Anlagen befinden — einschliesslich der entsprechenden Zugangsrechte;

e) die abgeschlossenen oder laufenden Studien über die gebauten, im Bau befindlichen oder geplanten Klärwerke und Anlagen;



f) die Angaben, die notwendig sind zur Erstellung von Studien und die von der Vereinigung für die Klärung bestimmt werden.

Art. 74. § 1. Vorliegender Artikel betrifft nicht die Abtretungen, die die Gemeinden zugunsten von Vereinigungen für die Klärung vornehmen, denen sie sich angeschlossen haben, es sei denn, die Gemeinde und die Vereinigung beschliessen einstimmig, dass er dennoch zur Anwendung kommt.

§ 2. Der Antrag auf Übertragung wird an die Behörde gerichtet, die das Gut besitzt; auf Antrag der zuerst handelnden Partie wird innerhalb einer zweimonatigen Frist ein Inventar in Gegenwart beider Parteien aufgestellt.

Die Vereinigung für die Klärung verfügt über eine Frist von einem Monat, um auf ein im Inventar aufgenommenes Gut zu verzichten. Nach Ablauf dieser Frist legt die Vereinigung für die Klärung der Exekutive die Übertragung zur Genehmigung vor. Die Exekutive stellt der Vereinigung für die Klärung und der Behörde, die das Gut besitzt, diese Genehmigung zu und lässt sie auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichen. Diese Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* hat die Eigentumsübertragung zur Folge.

Die Vereinigung für Klärung muss dem Leiter des Hypothekenregisteramtes jede Übertragung unbeweglicher Güter innerhalb eines Monats nach Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* schriftlich mitteilen.

Falls die Vereinigung für die Klärung und die Behörde, die das Gut besitzt, sich bei der Aufstellung des Inventars nicht einigen können, kann die Exekutive zu diesem Zweck einen Kommissar ernennen, der dieses Inventar von Amts wegen aufstellt.

§ 3. Die mit den Gütern verbundenen Rechte und Pflichten müssen ebenfalls im Inventar aufgenommen und übertragen werden, wenn das Gut übertragen wird. Zu den Pflichten, die mit dem Gut verbunden sind, gehören namentlich:

a) die Tilgung von Anleihen, die durch die Güter gesichert sind, und die der Verwaltungsakt vor ihrer Aufnahme ausdrücklich für die Errichtung oder die Unterhaltung des Gutes bestimmt hat;

b) die Pflichten bezüglich der laufenden öffentlichen Aufträge, die die Errichtung oder die Unterhaltung des Gutes betreffen;

c) die Zahlung der Versicherungsprämien;

d) die Entschädigungen, die Drittpersonen wegen der Mängel der Güter geschuldet werden.

§ 4. Die Abtretung der Rechte und der Güter erfolgt ohne Entschädigung zugunsten der öffentlichen Behörde, die sie ursprünglich besass.

§ 5. Das Personal, das in den aufgrund von § 2 übernommenen Anlagen beschäftigt ist, muss ebenfalls von der Vereinigung für die Klärung übernommen werden, in diesem Falle genießt es weiterhin die Vorteile seiner früheren Rechtslage.

Wenn es sich um Personal handelt, das unter Vertrag steht, muss die Vereinigung für die Klärung ihm gegenüber die Pflichten des Arbeitgebers erfüllen.

Wenn es sich um statutarisches Personal handelt, muss die Vereinigung für die Klärung ihm eine Pension und Sozialleistungen gewähren, die mindestens denjenigen der vorherigen Rechtstage entsprechen.

Die Liste der übernommenen Personalmitglieder wird gemeinsam von der Vereinigung für die Klärung und der übertragenden Behörde innerhalb einer Frist von drei Monaten nach der Zustellung der in § 2 erwähnten Genehmigung der Exekutive aufgestellt. Sie muss allen betreffenden Bediensteten zugestellt werden und die Versetzung erfolgt dann innerhalb einer Frist von zwei Monaten nach dieser Zustellung.

§ 6. Wenn die Region in Anwendung von Artikel 12 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen Eigentümerin von Gütern und Inhaberin von Rechten geworden ist, die dem Staat noch gehören

und für die Klärung der Abwässer unerlässlich sind, muss die Exekutive sie der Vereinigung für die Klärung innerhalb einer Frist von vier Monaten abtreten. Wenn es sich um unbewegliche Güter handelt, muss die Exekutive dem Leiter des Hypothekenregisteramtes diese Übertragung schriftlich mitteilen.

§ 7. Die Güter, die für die Klärung der Abwässer nützlich sind und zur Zeit der Region gehören, werden gleichzeitig mit den in § 3 erwähnten Gütern und nach den in § 6 angegebenen Modalitäten übertragen.

§ 8. Die in den Paragraphen 6 und 7 erwähnten Übertragungen führen nicht zu einer Versetzung des Personals der Region in die Vereinigungen für die Klärung.

Art. 75. Einleitungsgenehmigungen, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden sind, bleiben weiterhin gültig.

Die Genehmigungen zur Einleitung in gewöhnliches Oberflächenwasser, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden sind, erlöschen jedoch zehn Jahre nach dem Tag ihrer Gewährung — aber frühestens ein Jahr nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets und spätestens am 31. Dezember 1992.

Die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets bezüglich des Entzugs der Genehmigungen und der Änderung der Einleitungsbedingungen finden Anwendung auf die Einleitungsgenehmigungen, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden sind.

Art. 76. § 1. Vorliegender Artikel findet Anwendung auf die Anträge auf Einleitungsgenehmigungen, die vor seinem Inkrafttreten eingereicht worden sind, über die zu diesem Zeitpunkt aber noch kein endgültiger Beschluss gefasst worden ist.

Der Antrag auf Einleitungsgenehmigung, der frühestens vier Jahre vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereicht worden ist, gilt als genehmigt bis zu dem Tage, an dem ein ausdrücklicher Beschluss darüber gefasst wird; diese stillschweigende Genehmigung hat jedoch nur eine befristete Gültigkeitsdauer, die — selbst vor jedem ausdrücklichen Beschluss — zwei Jahre nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets abläuft; sie kann durch Erlass der Exekutive um eine Dauer von zwei Jahren verlängert werden, die wiederum erneuert werden kann.

§ 2. Artikel 7 des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Umweltverschmutzung und die Bestimmungen, die zu dessen Durchführung getroffen worden sind, finden weiterhin Anwendung auf die Beschwerden, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets aufgrund des besagten Artikels 7 eingelegt worden sind.

Art. 77. Solange die in den Artikeln 68 und 69 erwähnten Bediensteten nicht ernannt worden sind, werden ihre Aufgaben unbeschadet der Zuständigkeiten der Strafverfolgungsbeamten, von den Bediensteten ausgeübt, die befugt sind, die Übertretungen des Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Umweltverschmutzung zu ermitteln und festzustellen.

Art. 78. § 1. Bis zum Inkrafttreten der Artikel 24 bis 27 bilden die in Artikel 20 vorgesehenen Zuschüsse den Gegenstand einer gewöhnlichen Eintragung in den regionalen Haushaltsplan.

§ 2. Für das Rechnungsjahr, in dem das vorliegende Dekret in Kraft treten wird, werden Mittel im Haushaltsplan der Region eingestellt, die für die Bildung des Umlaufvermögens der Vereinigungen für die Klärung bestimmt sind.

Art. 79. Die Artikel 21 bis 35 werden an dem von der Exekutive zu bestimmenden Tag und spätestens am 31. Dezember 1986 in Kraft treten.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, es im *Belgischen Staatsblatt* zu veröffentlichen.

Gegeben zu Namür, am 7. Oktober 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,

A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,

V. FEÀUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,

J. MAYENCE-GOOSSENS

## VERTALING

## WAALSE GEWEST

N. 86 — 35

## 7 OKTOBER 1985. — Verordening inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling (1)

De Waalse Gewestelijke Raad heeft goedgekeurd en Wij, Deelregering, bekrachtigen hetgeen volgt:

## HOOFDSTUK I. — Doelstellingen en begripsbepalingen

Artikel 1. Onderhavige verordening heeft als doelstelling het oppervlaktewater tegen vervuiling te behoeden en de kwaliteit hiervan te verbeteren en met name met het oog op de bescherming:

1° van de verbruikers van water dat, met een oppervlaktewater als punt van uitgang, drinkbaar werd gemaakt en de andere gebruikers van oppervlaktewater;

2° van de dieren- en plantenwereld in het oppervlaktewater.

Art. 2. In de betekenis van onderhavige verordening, wordt verstaan onder:

1° « Oppervlaktewater » : het gewone oppervlaktewater en het water van kunstmatige afvoerwegen;

2° « Gewoon oppervlaktewater » : het water van de vaarwegen, het water van de niet-bevaarbare waterlopen, met inbegrip van hun ondergrondse trajekten, de beken en rivieren, zelfs met onregelmatig debiet stroomopwaarts van het punt waar deze als niet-bevaarbare waterlopen worden ingedeeld, het water van meren en vijvers en ander stromend en stilstaand water, met uitzondering van het water van de kunstmatige afvoerwegen;

3° « Kunstmatige afvoerwegen » : afvoergoten, greppels of aquaducten, bestemd voor de afvoer van regewater of gezuiverd afvalwater;

4° « Openbare rioleringen » : openbare waterafvoerwegen, gebouwd in de vorm van hetzij ondergrondse leidingen, hetzij open afvoergoten of greppels en bestemd voor het opvangen en bijebrengen van afvalwater;

5° « Verzamelleidingen » : leidingen die de rioleringsnetten verbinden met de voorziene of voorzienbare plaatsen voor het verwijderen van de zuivering van het afvalwater;

6° « Lozing van afvalwater » : het introduceren van afvalwater in een oppervlaktewater door een buizensysteem of door ieder ander middel, met uitzondering van de natuurlijke afvloeiing van het regenwater;

7° « Afvalwater » :

- langs kunstmatige weg vervuild water of water dat werd gebruikt, met inbegrip van koelwater;
- water met kunstmatige afvloeiing, afkomstig van regenwater;
- gezuiverd water met het oog op de lozing hiervan.

8° « Huishoudelijk afvalwater » :

- a) water dat slechts bevat:
  - water afkomstig van sanitaire installaties;
  - uit de keuken afkomstig water;
  - water afkomstig van de reiniging van gebouwen zoals woonhuizen, kantoren, lokalen waarin een groot- of kleinhandel wordt gedreven, toneel- en filmzalen, kazernes, kampeerterrainen, gevangenis, onderwijsinstellingen met of zonder internaat, ziekenhuizen, klinieken en andere instellingen waar patiënten zonder een besmettelijke ziekte worden ondergebracht en behandeld, zwembaden, hotels, restaurants, drankenslijterijen, kapsalons;
  - van de huishouding afkomstig waswater;
  - water voor het wassen van rijwielen die niet van een motor zijn voorzien (rijwielen, tandems, driewielers, enz.) en bromfietsen (waarvan de cilinderinhoud de 50 cm<sup>3</sup> niet overschrijdt);
  - water voor het wassen van minder dan tien voertuigen en hun aanhangwagens per dag (zoals personenwagens, bestelwagens en vrachtwagens, autobussen en autoreisbussen, trekker, motorrijwielen), met uitzondering van de spoorvoertuigen en -rijtuigen;
  - alsmede, in voorkomend geval, regenwater;

b) het afvalwater, afkomstig uit de inrichtingen voor het wassen van linnen- en wasgoed waar de machines uitsluitend door de klanten worden gebruikt;

c) het afvalwater, afkomstig uit fabrieken, werkplaatsen, opslagplaatsen en laboratoria waar minder dan zeven personen zijn tewerkgesteld, behoudens indien de autoriteit, bevoegd voor het verlenen van de machtiging tot lozing van mening is dat het afvalwater schadelijk is voor de rioleringen en/of voor de normale werking van een waterzuiveringsstation en/of voor het opnemende milieu en dit water niet als huishoudelijk water moet worden ingedeeld;

9° « Afvalwater uit de landbouw » : het afvalwater, afkomstig uit inrichtingen waarin dieren worden gehouden of gefokt die een globale vervuulende belasting met zich meenemen die lager is dan een door de Deelregering vastgestelde maximumwaarde en welke inrichtingen geen dierentuinen of permanente dierenparken of -gaarden zijn; de Deelregering stelt de wijze voor de berekening van de vervuulende belasting vast, afhankelijk van het aantal dieren en de soorten waartoe zij behoren;

10° « Industrieel afvalwater » : ander afvalwater dan huishoudelijk afvalwater en afvalwater uit de landbouw;

11° « Vervuulende stoffen » : stoffen die een vervuiling tot gevolg zouden kunnen hebben;

12° « Vervuiling » : lozing van stoffen of energie, verricht door de mens langs rechtstreekse of onrechtstreekse weg, in een watermilieu en waarvan de gevolgen dusdanig zijn dat hierdoor de gezondheid van de mens in gevaar kan worden gebracht, de levende rijkdommen en het ecologische watersysteem kunnen worden benadeeld, de mogelijkheden tot ontspanning en vermaak kunnen worden aangetast of waardoor andere wettige gebruiksmogelijkheden van het water kunnen worden gehinderd;

13° « Parameter » : karakteristiek waarmee de hoedanigheid van een oppervlaktewater kan worden bepaald;

14° « Parametrische waarden » : maten van de verschillende karakteristieken van een parameter;

15° « Gebiedende waarden » : parametrische waarden waarmee het oppervlaktewater, binnen een vastgestelde zone, hetzij onmiddellijk, hetzij binnen een vastgestelde termijn, in overeenstemming moet zijn;

16° « Richtwaarden » : parametrische waarden waarmee het oppervlaktewater, binnen een vastgestelde zone, in overeenstemming moet zijn binnen een termijn die niet wordt vastgesteld;

17° « Deelregering » : de Waalse Gewestelijke Deelregering of de Minister die door haar wordt afgevaardigd;

18° « Ontwateringswerken » : werken, uitgevoerd met het oog op het voorkomen van overstromingen als gevolg van de mijnverzakkingen van de grond of het verhelpen aan deze overstromingen door het oprichten van kunstwerken;

19° « Boten » : door een motor voortgestuwde vaartuigen;

20° « Drinkwater » : water, bestemd voor consumptie door de mens;

21° « Drinkbaar te maken water » : water, bestemd om te worden behandeld teneinde te kunnen worden gedronken.

## HOOFDSTUK II

Inzake beschermd water en doelstellingen  
inzake de hoedanigheid van het oppervlaktewater

Art. 3. § 1. Na advies van de in artikel 48 voorziene commissie, wijst de Deelregering « beschermingszones » aan die door haar worden gewijzigd en afgebakend en waarin het oppervlaktewater, met name in verband met het gebruik of de bestemming hiervan, met bepaalde parametrische waarden in overeenstemming moet zijn.

(1) Zitting 1984-1985.

Dokumenten van de Raad 107 (1983-1984), nrs. 1 tot 33.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 2 september 1985. — Bespreking. — Stemming.

Na advies van dezelfde commissie en onverminderd de toepassing van de verplichte internationale normen en de algemene of sectoriële wettelijke normen, kan de Deelregering, voor in overeenstemming met lid één aangewezen en afgebakende beschermingszones gebiedende waarden en richtwaarden vaststellen.

Dezelfde gebiedende waarden en dezelfde richtwaarden worden, krachtens lid 2, vastgesteld voor alle beschermingszones waarvan het oppervlaktewater hetzelfde gebruik of dezelfde bestemming heeft. In verband met de omstandigheden die aan de desbetreffende zone eigen zijn of voor de verzevenlijking van een programma, gericht op de vermindering van de vervuiling van het oppervlaktewater dat in overeenstemming met artikel 16 werd opgesteld, kan de Deelregering evenwel gebiedende waarden en richtwaarden vaststellen voor een vastgestelde beschermingszone met afwijking van de normen die door haar voor andere zones van dezelfde aard werden opgesteld.

De Deelregering maakt gebruik van de bevoegdheden die haar door de leden 1, 2 en 3 zijn verleend met het oog op het bereiken van de resultaten zoals deze zijn vastgesteld door de richtlijnen, genomen ter uitvoering van het verdrag ter instelling van de Europese Economische Gemeenschap.

Wanneer de grenzen van twee beschermingszones die in verband met verschillende gebruiksmogelijkheden of bestemmingen werden aangewezen, samenvallen, moet het oppervlaktewater, voor wat de gemeenschappelijke parameters betreft, in overeenstemming zijn met de strengste parametrische waarden hetgeen zowel voor de richtwaarden als voor de gebiedende waarden geldt. In voorkomend geval, is dezelfde regel voor het gedeelte van toepassing dat voor beide zones gemeenschappelijk is.

§ 2. Indien deze maatregel noodzakelijk is voor het verzekeren van de eerbiediging van vastgestelde parametrische waarden in een lager gelegen beschermingszone, kan de Deelregering, na advies van de in artikel 48 voorziene commissie, hoger gelegen zones aanwijzen en afbakenen waarvan het oppervlaktewater met bepaalde parametrische waarden in overeenstemming moet zijn.

Art. 4. De Deelregering stelt de inventaris op van de krachtens artikel 3 aangewezen zones en houdt deze inventaris bij.

Deze inventaris vermeldt:

1° de grenzen van iedere zone en zonegedeelte;  
2° de parameters en de voor iedere zone vastgestelde parametrische waarden die voortvloeien hetzij uit de door de Deelregering genomen besluiten krachtens artikel 3, hetzij uit algemene of sectoriële wettelijke normen, hetzij uit verplichte internationale normen.

De inventaris met de beschermingszones en de hoger gelegen zones alsmede de bijwerkingen van deze inventaris, worden in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd, onverminderd de publicatie van de door de Deelregering genomen besluiten krachtens artikel 3 en de publicatie van de verschillende wettelijke of verplichte internationale normen in de beschermingszones en de hoger gelegen zones.

Art. 5. Wanneer in een beschermingszone wordt vastgesteld dat het oppervlaktewater niet met de gebiedende waarden in overeenstemming is, kan de Deelregering de nodige maatregelen treffen om ervoor te zorgen dat dit water de vereiste hoedanigheid terugkrijgt. Met het oog hierop, past de Deelregering één of verscheidene van de volgende maatregelen toe:

— indien een voorwaarde van de machtiging niet in acht wordt genomen door de bewerker van een lozing in een beschermingszone, zal zijn machtiging tot lozing worden ingetrokken;

— indien een voorwaarde van de machtiging niet in acht wordt genomen door de bewerker van een lozing die hoger dan een beschermingszone plaatsvindt, zal zijn machtiging tot lozing worden ingetrokken;

— na advies van de in artikel 48 voorziene commissie, zullen de voorwaarden van de machtigingen tot lozing die in de beschermingszone en hierboven gelegen zones werden verleend, geheel of gedeeltelijk worden gewijzigd.

De Deelregering kan bovendien een bepaald gebruik van het water van de beschermingszone tijdelijk onderbreken indien de reglementering van dit gebruik onder de bevoegdheid van het Gewest valt. In het tegenovergestelde geval, betekent de Deelregering aan de bevoegde autoriteit de redenen die een tijdelijke opschorting van de machtiging van dit gebruik zouden kunnen rechtvaardigen.

### HOOFDSTUK III. — Inzake de lozingen

Art. 6. § 1. Met uitzondering van de uitstromingen veroorzaakt door varende boten, is iedere lozing van afvalwater in een gewoon oppervlaktewater aan de machtiging van de Deelregering onderworpen. De Deelregering kan de uitstromingen veroorzaakt door varende boten in het gewone oppervlaktewater aan een machtiging onderwerpen volgens de procedure die zij vaststelt.

§ 2. Iedere lozing van industrieel afvalwater in de openbare rioeringen, de verzamelingen voor afvalwater of de kunstmatige afvoerwegen van het regenwater is aan de machtiging van de Deelregering onderworpen.

§ 3. De Deelregering kan de lozing van het huishoudelijk afvalwater in de kunstmatige afvoerwegen, in de openbare rioeringen en in de verzamelingen voor afvalwater aan een machtiging onderwerpen. De Deelregering wijst de bevoegde autoriteit aan voor het afgeven van deze machtigingen.

§ 4. De Deelregering kan de lozing van het afvalwater uit de landbouw in de kunstmatige afvoerwegen, in de openbare rioeringen en in de verzamelingen voor afvalwater aan een machtiging onderwerpen. De Deelregering wijst de bevoegde autoriteit aan voor het afgeven van deze machtigingen.

Art. 7. Het is verboden:

1° vervuilen gassen, vloeistoffen die door de Deelregering zijn verboden, vaste afvalstoffen die van tevoren aan een mechanische verbrijzeling werden onderworpen of water dat dergelijke stoffen bevat in de openbare rioeringen en de verzamelingen te brengen;

2° voorwerpen te werpen of neer te leggen in en andere stoffen dan afvalwater in de openbare rioeringen en de verzamelingen te brengen.

Art. 8. De Deelregering kan technische regels voor de lozing van het afvalwater vaststellen ter aanvulling op de algemene en sectoriële normen.

De Deelregering kan voorschriften opleggen met betrekking tot het onderhoud van de vijvers en andere watervlakken waarin zich geen stromend water bevindt met het oog op het verhoeden van de organische vervuiling die uit het ledigen of reinigen hiervan voortvloeit. De Deelregering kan bovendien aan de overheden, belast met beheer van de straten en wegen, voorschriften opleggen ter aanvulling op de algemene normen voor wat het opvangen, bijeenbrengen, afvoeren en behandelen van het afloeiwater betreft.

Art. 9. § 1. Bij de verlening van een machtiging tot lozing, afgegeven in overeenstemming met artikel 6, § 1 of § 2, ziet de Deelregering toe op het in acht nemen van de gebiedende waarden en, voor zover dit mogelijk is, op het in acht nemen van de richtwaarden. Voor wat deze laatste waarden betreft, neemt de Deelregering met name de bijzondere karakteristieken van de lozing en de omgeving in aanmerking waarin deze lozing zich zou voordoen, de aanwezigheid of de afwezigheid van andere huidige of eventuele lozingen en, in voorkomend geval, de gevolgen van een weigering tot machtiging op de levensvatbaarheid van een onderneming en daardoor op de economische welvaart en het niveau van de werkgelegenheid.

§ 2. De in artikel 6 beoogde machtigingen tot lozing vermelden de van toepassing zijnde algemene en sectoriële voorwaarden alsmede de voorwaarden inzake lozing die afwijken van de voorwaarden, vastgesteld door de reglementen met betrekking tot de lozingen wanneer dergelijke afwijkingen worden toegestaan.

De bevoegde autoriteit voor het afgeven van een machtiging tot lozing, kan de bijzondere voorwaarden vaststellen die door de gerechtigde van de machtiging in acht moeten worden genomen, met name teneinde een hoedanigheid van het water te bereiken of te handhaven die in overeenstemming is met de eisen van de krachtens artikel 3 vastgestelde gebiedende waarden en richtwaarden.

Naargelang het geval, kan de bevoegde autoriteit bovendien voorwaarden opleggen met betrekking tot:

— de opstelling van controlepunten en controle-inrichtingen, de juiste werking van de controle-instrumenten en de toegankelijkheid van deze inrichtingen;

— de verplichting aan de bevoegde autoriteit de in de lozing en in het water gemeten resultaten ter kennis te brengen alsmede de wijze waarop deze mededelingen moeten worden overgebracht;

— de perioden of de ogenblikken waarop de lozingen zijn toegestaan;

— de afscheiding van de verschillende soorten afvalwater waarvan de lozing is toegestaan, in huishoudelijk water, regenwater, industrieel water, water uit de landbouw of koelwater.

De bevoegde autoriteit doet de verschillende voorwaarden met een termijn voor de aanwending gepaard gaan.

§ 3. Iedere weigering van een machtiging wordt met beweegredenen omkleed.

Art. 10. De machtiging wordt voor een bepaalde duur verleend. Wanneer deze duur niet in de machtigingsakte wordt vermeld, bedraagt de duur vier jaar.

Van de machtiging zal slechts gebruik kunnen worden gemaakt nadat een ambtenaar van het bestuur van het Gewest, aangewezen door de Deelregering, zal hebben vastgesteld dat de voorwaarden van de machtiging waarvoor een dergelijke voorafgaande controle door de machtiging zelf was voorzien, daadwerkelijk in acht worden genomen. Deze vaststelling zal binnen een termijn van twee maanden na de betekening die door de verkrijger aan het bestuur werd gedaan, worden verricht.

Art. 11. § 1. De bevoegde autoriteit voor het afgeven van de machtiging kan, vóór het verstrijken van de duur waarvoor deze machtiging werd verleend, de voorwaarden van de lozing wijzigen :

1<sup>o</sup> op het met beweegredenen omklede verzoek van de houder van de machtiging;

2<sup>o</sup> op voorstel van een ambtenaar van het Gewest, aangewezen door de Deelregering, indien een van de karakteristieken van het geloosde afvalwater is gewijzigd of in het in artikel 5, lid één beoogde geval.

§ 2. Onverminderd de toepassing van de strafbepalingen, is de houder van een machtiging tot lozing verplicht om schriftelijk de autoriteit die de machtiging heeft verleend, te verwittigen wanneer de karakteristieken van het geloosde afvalwater zijn gewijzigd in vergelijking met hetgeen in de machtigingsakte wordt bepaald.

Het indienen van een verzoek om wijziging van de voorwaarden, verleent ontheffing van deze aangifte.

Art. 12. De machtiging tot lozing kan door de bevoegde autoriteit worden ingetrokken of opgeschort indien de voorwaarden van de lozing door de houder van de machtiging niet in acht worden genomen. Het besluit inzake intrekking of opschorting wordt met beweegredenen omkleed.

Art. 13. De Deelregering bepaalt :

1<sup>o</sup> de procedure voor het indienen en het onderzoeken van de aanvragen voor een machtiging alsmede de aanvragen voor de hernieuwing van een machtiging en de regels volgens dewelke uitspraak zal worden gedaan over deze aanvragen of wijzigingen zullen worden aangebracht in de voorwaarden van de reeds eerder afgegeven machtigingen;

2<sup>o</sup> de vorm van de machtigingen alsmede de verschillende vermeldingen die hierin moeten voorkomen;

3<sup>o</sup> de modaliteiten volgens dewelke van de machtigingen gebruik zal kunnen worden gemaakt en met name de bevoegdheid om deze over te dragen;

4<sup>o</sup> de regels met betrekking tot de maatregelen ter publikatie voor de uitvoering van de artikelen 6, 11, 12 en 15, § 1 en met name tot de in artikel 14 vermelde maatregelen ter bekendmaking door middel van aanplakbiljetten.

Art. 14. § 1. Ieder besluit ter verlening, weigering of intrekking van een machtiging of ter wijziging van de voorwaarden van een toegestane lozing en dat in toepassing van de artikelen 6, 11, 12 of 15 werd genomen, wordt betekend aan degene die de machtiging heeft aangevraagd of die hiervan de houder is. Bedoeld besluit wordt bovendien door middel van een aanplakbiljet bekendgemaakt op een plaats in de buurt van de plaats waar de lozing plaatsvindt en die voor het publiek toegankelijk is. De machtiging kan bij het Gemeentebestuur van de plaats worden geraadpleegd.

§ 2. Een verhaal staat open voor de aanvrager of de houder van de machtiging tegen de besluiten die te zijnen opzichte werden genomen. Dit verhaal moet binnen dertig dagen na de betekening van het besluit worden ingediend.

Een verhaal staat tevens open voor de betrokken derden tegen de in paragraaf één beoogde besluiten. Dit verhaal moet binnen dertig dagen na de bekendmaking door middel van aanplakbiljetten van het besluit worden ingediend.

Zowel in het ene als in het andere geval heeft dit verhaal geen opschortende uitwerking.

§ 3. Het verhaal wordt voorgelegd aan een commissie waarvan de Deelregering de samenstelling en de werking regelt. Deze commissie brengt haar advies binnen de termijn van één maand ter kennis van de Deelregering. De verzoeker en, in voorkomend geval, de houder worden op hun verzoek daartoe door de commissie gehoord.

§ 4. Binnen de drie maanden na de indiening van het verhaal bevestigt, wijzigt of vernietigt de Deelregering het besluit dat het voorwerp van het verhaal heeft gevormd. Haar besluit is met beweegredenen omkleed. Dit besluit wordt aan de verzoeker en, in voorkomend geval aan de houder van de machtiging betekend. Indien dit besluit een voorgaand besluit dat door middel van aanplakbiljetten bekend werd gemaakt, wijzigt of vernietigt, wordt het eveneens betekend.

Art. 15. § 1. Iedere opslag van vervuilende stoffen op een plaats waar, door een natuurlijk verschijnsel, deze stoffen in het oppervlaktewater of de openbare rioleringen kunnen terechtkomen, is onderworpen aan de machtiging van de Deelregering. De artikelen 9 en 11 tot 14 zijn op deze machtiging van toepassing.

Het uitstrooien in de landbouw van mest, onkruidverdelgende middelen of andere stoffen wordt echter door onderhavig artikel niet beoogd.

§ 2. Paragraaf één is niet van toepassing op de opslag van afvalstoffen en evenmin op de inrichtingen die als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk staan ingedeeld. De bevoegde autoriteit voor het afgeven van de machtiging die voor deze opslagplaatsen of inrichtingen is vereist, is verplicht het advies van de Deelregering of van de door haar aangewezen ambtenaar bij het gewestelijke bestuur

dat de bescherming van het oppervlaktewater in zijn bevoegdheden heeft, aan te vragen. Ieder besluit dat tegengesteld aan een advies is, wordt met beweegredenen omkleed.

## HOOFDSTUK IV

### Opstelling en uitvoering van het programma ter vermindering van de vervuiling

Art. 16. § 1. De Deelregering stelt een meerjarig programma vast ter vermindering van de vervuiling van het oppervlaktewater. Dit programma wordt elk jaar bijgewerkt. Vóór het vaststellen van het meerjarige programma alsmede vóór iedere bijwerking, ontvangt de Deelregering het advies van de in artikel 48 voorziene commissie. Het meerjarige programma en zijn jaarlijkse bijwerkingen worden aan de gewestelijke Raad bij de indiening van het begrotingsontwerp ter kennis gebracht.

§ 2. Het meerjarige programma ter vermindering van de vervuiling van het oppervlaktewater vermeldt :

1<sup>o</sup> de bestaande toestand voor wat de hoedanigheid van het oppervlaktewater betreft, de lozingen en hun uitwerkingen op de hoedanigheid van het water;

2<sup>o</sup> de reeds vastgestelde gebiedende waarden en richtwaarden en die welke de Deelregering voornemens is tijdens de komende jaren vast te stellen;

3<sup>o</sup> de middelen die aangewend zullen worden voor het waarborgen dat het oppervlaktewater zal beantwoorden aan de hoedanigheid zoals deze is vastgelegd door de gebiedende waarden en de hoedanigheid zal benaderen die uit de richtwaarden voortvloeit;

4<sup>o</sup> de termijnen waarbinnen deze middelen zullen worden aangewend;

5<sup>o</sup> de bedragen van de voorziene openbare investeringen.

§ 3. Het jaarlijks bijwerken van het meerjarige programma betreft slechts de in paragraaf 2, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, beoogde elementen.

§ 4. De Deelregering kan studies ter optimalisering van het kwaliteitsbeheer van de hydrografische bekkens doen verwezenlijken betreffende alle elementen die de hoedanigheid en de bescherming van het oppervlaktewater kunnen beïnvloeden.

Art. 17. De Deelregering kan verenigingen van gemeenten in de hoedanigheid van zuiveringsinstellingen erkennen voor het verzekeren van de in artikel 18 vastgelegde opdrachten binnen een vastgesteld territoriaal rechtsgebied. Dit rechtsgebied wordt door de Deelregering vastgesteld waarbij rekening met de grenzen van de hydrografische bekkens wordt gehouden; het rechtsgebied kan het grondgebied, geheel of gedeeltelijk, van de gemeenten die niet zijn verenigd omvatten; het rechtsgebied omsluit in ieder geval ten minste een gedeelte van het grondgebied van elk van de verenigde gemeenten.

Art. 18. Om in de hoedanigheid van zuiveringsinstelling te worden erkend, moet een vereniging van gemeenten met name in haar doelstellingen de volgende opdrachten hebben :

1<sup>o</sup> het opstellen en uitvoeren van jaarlijkse saneringsprogramma's die voor een vastgesteld territoriaal rechtsgebied de verwezenlijking van de in artikel 16 beoogde zuiveringsprogramma's verzekeren en het voorleggen van deze programma's aan de Deelregering;

2<sup>o</sup> in het kader van de aldus opgestelde, uitgewerkte en goedgekeurde jaarlijkse programma's, de beheersing van de opzet, de verwezenlijking en de inrichting verzekeren voor de kunstwerken, bestemd voor het opvangen, bijeenbrengen en zuiveren van het uit de openbare rioleringen afkomstige afvalwater;

3<sup>o</sup> het beheren en uitbaten van de installaties die, binnen het territoriale rechtsgebied van de instelling, de zuivering van het door de openbare rioleringen opgevangen en bijeengebrachte afvalwater verzekeren;

4<sup>o</sup> het opruimen van het slijk, ontstaan bij het ledigen van septische putten en het aanvaarden in deze stations van het door de erkende ruimers overhandigde slijk, in overeenstemming met de regels van artikel 39;

5<sup>o</sup> het beantwoorden aan de beraadslagingen van de gemeenten over de bescheiden met betrekking tot de algemene afwateringsplannen in overeenstemming met artikel 36;

6<sup>o</sup> het uitvoeren, op verzoek van de Deelregering daartoe, van andere opdrachten op het stuk van zuivering van het afvalwater;

7<sup>o</sup> het informeren van de Deelregering over de aankomst van abnormale afvalstoffen en verstoringen in het te behandelen afvalwater die binnen haar territoriaal rechtsgebied werden vastgesteld.

Deze zuiveringsinstellingen kunnen tevens ontwateringswerken uitvoeren.

Art. 19. De handhaving van de hoedanigheid van het oppervlaktewater kan niet worden opgevat alsof dit een verplichting ten laste van het Gewest tot gevolg zou kunnen hebben, behoudens voor wat de gebiedende waarden van de doelstellingen inzake hoedanigheid in de beschermingszones betreft; het Gewest is met name niet verplicht kunstwerken voor zuiveringsdoeleinden te bouwen. Zij is

slechts verplicht de bouw hiervan te financieren binnen de door de regels ter verlening van subsidies, die krachtens onderhavige verordening werden vastgelegd, vastgestelde grenzen.

**Art. 20. § 1.** Kunnen door het Gewest worden gesubsidieerd :

1° de studies, werken en verwervingen van onroerende goederen die nodig zijn voor de vestiging van in artikel 18, 1° tot 4°, beoogde kunstwerken;

2° de kosten voor de werking van de in artikel 18, 1° tot 3°, beoogde installaties;

3° de kosten met betrekking tot de andere in artikel 18, 1° tot 5°, vermelde opdrachten en de bestuurlijke kosten van de zuiveringsinstellingen met betrekking tot deze opdrachten.

De Deelregering stelt de algemene regels op volgens dewelke de in onderhavige paragraaf voorziene subsidies kunnen worden toegekend. De Deelregering beslist over de toekenning van de subsidies. De Deelregering kan overeenkomsten met de zuiveringsinstellingen afsluiten ter vaststelling van de kosten die in aanmerking zullen worden genomen, het bedrag en de wijze voor het berekenen van de subsidies.

§ 2. Door de Deelregering kan een subsidie worden verleend aan een zuiveringsinstelling voor kosten met betrekking tot de opdrachten die aan deze instellingen zouden worden toevertrouwd krachtens artikel 18, 6°, alsmede voor de kosten met betrekking tot de in het tweede lid van artikel 18 aangeduide opdracht.

§ 3. De ontwerpen met betrekking tot de werken, bestemd voor het verzekeren van de zuivering van het oppervlaktewater, moeten geheel worden opgenomen in de in artikel 16 beoogde programmering en voldoen aan de technische regels die krachtens artikel 8 werden vastgelegd en aan de door de Deelregering vastgestelde maatstaven.

§ 4. Door de Deelregering worden opgesteld :

a) een model journal voor de uitbating van de zuiveringsstations dat door de instellingen moet worden gevoerd;

b) een model technisch jaarverslag dat door de instellingen binnen een vastgestelde termijn moet worden overgemaakt;

c) de regels voor het voeren van een afzonderlijke boekhouding met betrekking tot de opdrachten die krachtens artikel 18 werden toevertrouwd.

§ 5. De Deelregering kan ambtenaren belasten met het toezien op het in acht nemen, door de zuiveringsinstellingen, van de regels van onderhavig hoofdstuk en hen machtigen met het oog hierop de installaties van deze instellingen te betreden en zich de technische en boekhoudkundige bescheiden te doen vertonen die aldaar moeten worden gevoerd.

## HOOFDSTUK V

### *Subsidies aan ondernemingen en navorsingen*

**Art. 21.** De Deelregering kan subsidies aan de ondernemingen toekennen die een uitzonderlijk hoge financiële last dragen om te voldoen aan de voorwaarden waarpp een machtiging tot lozing aan hen werd verleend.

De Deelregering stelt de regels vast volgens dewelke deze subsidies worden toegekend. Deze subsidies kunnen niet de bedragen overschrijden die in overeenstemming met artikel 6, § 1, V, 2°, C, van de speciale wet van 8 augustus 1980 op de institutionele hervormingen werden vastgesteld.

Deze subsidies vormen het voorwerp van overeenkomsten tussen het Gewest en de gerechtigde onderneming.

**Art. 22.** De Deelregering kan subsidies aan de ondernemingen toekennen die tot één of tot verscheidene industriële sectoren behoren welke navorsingen en tests hebben ondernomen of gaan ondernemen teneinde hetzij een minder vervuilende fabricagewerkwijze te ontdekken, hetzij een doeltreffender werkwijze voor zuivering. Deze subsidies vormen het voorwerp van overeenkomsten tussen het Gewest en de gerechtigde onderneming. Deze overeenkomsten kunnen ten gunste van het Gewest clausules bedingen met betrekking tot de intellectuele eigendom van het resultaat van de navorsingen en tests.

**Art. 23.** Er wordt een wetenschappelijke en technische dienst van het water in het leven geroepen die de navorsingen en de verspreiding van de resultaten inzake de bescherming van het oppervlaktewater coördineert; deze dienst oriënteert de navorsingen in de nieuwe domeinen, met name afhankelijk van de voorstellen die aan deze dienst door de instellingen worden gedaan.

## HOOFDSTUK VI. — Financiering

### *Paragraaf I. — Begrotingsbepalingen*

**Art. 24.** De volgende ontvangsten worden, krachtens de speciale bestemming die deze in toepassing van de artikelen 25 en 26 ontvangen, opgenomen in een speciale afdeling van de begroting van de ontvangsten :

1° de door de artikelen 28 tot 30 voorziene vergoedingen;

2° de giften en alle andere toevallige ontvangsten die in verband staan met de uitoefening van de bevoegdheden van het Gewest op het stuk van de zuivering van het oppervlaktewater;

3° de bijdragen van Belgische, buitenlandse of internationale instellingen aan kosten en uitgaven op het stuk van de zuivering van het oppervlaktewater;

4° de terugbetaling van de terugvorderbare voorschotten die in toepassing van artikel 43 werden toegekend;

5° het vermoedelijke overschot, tijdens het voorgaande boekjaar, van de ontvangsten, opgenomen in de speciale afdeling van de begroting van de ontvangsten in vergelijking met de ontvangsten, opgenomen in de speciale afdeling van de begroting van de kosten en uitgaven;

6° de door artikel 32 voorziene taksen.

**Art. 25.** De in artikel 24 vermelde ontvangsten worden bestemd voor de volgende kosten en uitgaven die in een speciale afdeling van de begroting van de kosten en uitgaven worden opgenomen. Deze ontvangsten verzekeren de financiering van deze kosten en uitgaven :

1° de in artikel 20, § 1, 2° en 3°, voorziene subsidies;

2° de in de artikelen 21 en 22 voorziene subsidies;

3° de kosten voor de werking van de wetenschappelijke en technische dienst van het water, beoogd in artikel 23 en van de dienst voor onmiddellijke tussenkomsten;

4° de in artikel 43 voorziene terugvorderbare voorschotten;

5° de benodigde kosten en uitgaven voor investeringen teneinde de werking van de in artikel 43 voorziene dienst voor onmiddellijke tussenkomsten te verzekeren;

6° de bezoldiging van de door de Deelregering aangewezen deskundigen om haar bij te staan in de functies die zij moet vervullen krachtens artikel 6, § 4, 2°, en krachtens artikel 81 van de speciale wet van 8 augustus 1980 op de institutionele hervormingen indien het de onderhandeling over internationale akkoorden met betrekking tot een van de doelstellingen van onderhavige verordening betreft;

7° de kosten voor het innen van de vergoedingen en taksen;

8° het eventuele overschot, tijdens het voorgaande boekjaar, van de uitgaven en kosten, opgenomen in de speciale afdeling van de begroting van de kosten en uitgaven in vergelijking met de ontvangsten, opgenomen in de speciale afdeling van de begroting van de ontvangsten.

**Art. 26.** De in artikel 24 vermelde ontvangsten kunnen eveneens voor de volgende kosten en uitgaven worden bestemd :

1° de kosten, ontstaan door het opstellen van statistieken waartoe krachtens artikel 44 werd besloten;

2° de kosten voor het houden van toezicht op de staat van het oppervlaktewater zoals door artikel 41 wordt voorzien;

3° de kosten met betrekking tot het opzoeken, het vaststellen en het vervolgen van de overtredingen in zoverre deze kosten, krachtens de bepalingen van hoofdstuk XIII, ten laste van het Gewest vallen;

4° de in artikel 20, § 1, 1°, voorziene subsidies.

**Art. 27.** De in artikel 26 beoogde kosten en uitgaven worden eveneens opgenomen in de speciale afdeling van de begroting van de kosten en uitgaven waarin de in artikel 25 voorziene kosten en uitgaven worden opgenomen in het geval waarin een besluit over de bestemming van genoemde ontvangsten voor de in onderhavig artikel opgesomde kosten en uitgaven wordt genomen.

### *Paragraaf II. — Vergoedingen*

**Art. 28.** De deelregering bepaalt, op basis van de elementen die voor de berekening van de door de wet opgestelde tarieven worden gebruikt, de vergoedingen welke door de ondernemingen zijn verschuldigd die industrieel afvalwater in de openbare rioleringen, de verzamelleidingen voor afvalwater of de zuiveringsstations van de zuiveringsinstellingen lozen.

De Deelregering kan vergoedingen vaststellen die verschuldigd zijn door de ondernemingen welke hun industrieel water rechtstreeks in het oppervlaktewater lozen.

De Deelregering stelt de modaliteiten voor het innen van de vergoedingen vast.

**Art. 29. § 1.** Er wordt een vergoeding ingesteld op het lozen :

1. van huishoudelijk afvalwater;

2. van ander afvalwater dan industrieel water dat door ondernemingen wordt geloosd;

3. van het andere afvalwater afkomstig van een aftappen van water uit de openbare watervoorziening.

De vergoeding wordt berekend op de basis van de hoeveelheid drinkwater die uit de openbare watervoorziening werd afgetapt.

De vergoeding is tevens verschuldigd wanneer de afvoer van het huishoudelijke afvalwater niet door een riolering wordt verzekerd of niet op een oppervlaktewater uitkomt.



§ 2. De Deelregering bepaalt de wijze van berekening en de modaliteiten voor het innen van deze vergoeding. De Deelregering kan met name de watervoorzieningsmaatschappij met dit innen op naam van het Gewest belasten; wanneer de gebruiker het principe van de betaling of het bedrag van de vergoeding betwist, houden de door de Deelregering aangewezen diensten toezicht op de invoering. De Deelregering stelt de regels op volgens dewelke de watervoorzieningsmaatschappijen voor de kosten van het innen worden schadeloos gesteld.

De watervoorzieningsmaatschappij zal de vergoeding innen ten opzichte van allen aan wie het water wordt geleverd, onder voorbehoud:

— van het recht dat de personen hebben die krachtens § 1 geen vergoeding verschuldigd zijn, een ontheffing bij het gewestelijke bestuur te verkrijgen;

— van uitzonderingen die de Deelregering kan vastleggen voor de levering van water aan de industriële ondernemingen; in een dergelijk geval, stelt de Deelregering de bijzondere modaliteiten ter toepassing van § 1 ten opzichte van deze ondernemingen vast.

De Deelregering stelt de procedure voor de ontheffing vast; de regels voor het indienen van het verzoek worden op de faktuur vreergegeven.

§ 3. 1<sup>o</sup> Indien de Provincieraad van Brabant een reglement vaststelt waarmee een specifieke taks voor het water aan de bewoners wordt opgelegd en uitsluitend voor de bevoegde zuiveringsinstellingen voor het grondgebied van genoemde provincie wordt bestemd, wordt de door onderhavig artikel voorziene vergoeding niet geïnd op het grondgebied van genoemde provincie, op voorwaarde dat het geïnde volume aan vergoedingen voldoende is voor het verwezenlijken van het in artikel 16 beoogde programma alsmede voor de juiste werking van de zuiveringsinstallaties. De verwezenlijking van deze voorwaarden wordt door de Deelregering opetekend en in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd. De ontheffing van de verplichting tot betaling van de vergoeding treedt in werking op de eerste januari van het boekjaar dat op de publikatie van voornoemd besluit in het *Belgisch Staatsblad* volgt;

2<sup>o</sup> De Deelregering kan deze instellingen hetzij uitsluiten van het genot van artikel 20 voor het grondgebied van genoemde provincie, hetzij speciale maatregelen ter toepassing van artikel 20 treffen;

3<sup>o</sup> Indien de Deelregering vaststelt dat aan de in het eerste lid beoogde voorwaarde niet meer wordt voldaan, wordt de ontheffing opgeheven met ingang van de eerste januari van het boekjaar dat op de publikatie van het besluit van de Deelregering in het *Belgisch Staatsblad* volgt.

Art. 30. § 1. Wanneer het huishoudelijke afvalwater uitsluitend afkomstig is van water dat uit een put werd gehaald of opgenomen uit een waterloop, is de vergoeding vast. Het bedrag hiervan wordt vastgesteld door een door de Deelregering getroffen reglement.

Wanneer een vergoeding verschuldigd is, berekend op basis van de hoeveelheid drinkwater in overeenstemming met artikel 29, wordt deze hoeveelheid water verhoogd indien degene die de vergoeding verschuldigd is, tevens water gebruikt dat uit een put werd gehaald of opgenomen uit een waterloop. De Deelregering stelt de wijze van berekening van deze verhoging van de hoeveelheid water vast die voor het vaststellen van de vergoeding dient.

§ 2. Er kan ontheffing zijn van de verplichting tot het betalen van de vergoeding op het grondgebied van de provincie Brabant volgens dezelfde modaliteiten als in artikel 29, § 3.

Art. 31. Onverminderd de toepassing van artikel 9 van de wet van 28 juni 1963 op de boekhouding van de Staat, bepaalt de Deelregering het bedrag van de in artikelen 28 tot 30 voorziene vergoedingen, eventueel rekening houdende met de elementen die voor de berekening van de door de landelijke autoriteit opgestelde tarieven werden gebruikt. Het bedrag van de verschillende vergoedingen wordt dusdanig bepaald dat het geheel van de verwachte ontvangsten het geheel van de kosten en uitgaven dekt die, voor hetzelfde boekjaar, staan opgenomen in de speciale afdeling van de begroting voorzien in artikel 25 en eventueel in artikel 26.

### Paragraaf III. — Taksen

Art. 32. § 1. Een taks ten bedrage van drie frank per kubieke meter waarvan het bedrag, per één januari van ieder jaar, afhankelijk van de index van de consumptieprijzen, wordt aangepast met als uitgangspunt de index die van toepassing is op het ogenblik waarop onderhavig artikel van kracht wordt, wordt geïnd wanneer het oppervlakte- of grondwater, drinkbaar of dat drinkbaar gemaakt kan worden, opgenomen of opgevangen in het Waalse Gewest, naar buiten het Gewest wordt overgebracht, ongeacht via welk kunstmatig middel dan ook, met uitzondering van het overbrengen van in flessen en blikjes gedaan water.

Onderhavig artikel is slechts van toepassing op het overbrengen van water dat binnen het grondgebied van het Koninkrijk wordt gedaan, met uitsluiting van het overbrengen naar andere Staten.

§ 2. Deze taks wordt geïnd ten laste van degene die het water overbrengt. Indien eenzelfde persoon tegelijkertijd water uit het Waalse Gewest naar buiten dit Gewest overbrengt en water, van buiten het Waalse Gewest afkomstig, naar het Waalse Gewest overbrengt, wordt de taks geïnd op het overschot dat naar buiten het Waalse Gewest wordt overgebracht.

§ 3. De Deelregering regelt de modaliteiten vóór het innen van de taks en de controle hierop.

§ 4. De provincies en gemeenten mogen geen taksen voor opvangen, opnemen of andere op de in § 1 beoogde hoeveelheden water innen.

Art. 32bis. § 1. De Deelregering kan van de toepassing van de in artikel 32 voorziene taks afwijken in het kader van langlopende contracten voor de levering van water, afgesloten tussen:

— de Deelregering, namens het Waalse Gewest;

— de autoriteit die rechtsgeldig het andere betrokken Gewest vertegenwoordigt;

— degene die het water naar het betrokken Gewest overbrengt.

§ 2. De deelregering kan in haar contracten alle verbintenissen aangaan met betrekking tot het opvangen, het vervoer en het gebruik van het water alsmede tot elk eender welk element betreffende deze activiteiten, in het kader van de aan het Gewest voorbehouden bevoegdheden, onverminderd de regels met betrekking tot de bescherming van het grond- en oppervlaktewater.

§ 3. Ieder contract zoals dit in § 2 wordt beoogd, moet door de verordening van de gewestelijke Raad worden goedgekeurd. Het wordt pas vanaf deze bekrachtiging van kracht en uitwerking.

Art. 33. § 1. De Deelregering sluit de transakties met de belastingplichtigen af mits deze transakties niet een vrijstelling of vermindering van de taks inhouden.

Ingeval van niet-betaling van de taks, de interesten en de bijkomende kosten, wordt door de ambtenaar, belast met het invorderen, een dwangbevel uitgegeven; dit dwangbevel wordt door de met het oog hierop aangewezen ambtenaar afgetekend en uitvoerbaar gemaakt.

Dit dwangbevel wordt per aangetekend schrijven via de post betekend. De overhandiging van het stuk aan de posterijen, geldt als betekening vanaf de volgende dag.

§ 2. 1<sup>o</sup> Deze betekening:

— onderbreekt de verjaringsstermijn voor het invorderen van de taks, de interesten en de bijkomende kosten;

— laat de inschrijving van de wettelijke hypotheek toe zoals deze in artikel 34, § 1, wordt beoogd;

— laat de belastingplichtige toe verzet aan te tekenen tegen de uitvoering van het dwangbevel op de manier zoals in artikel 34, § 2, wordt voorzien;

— brengt de interesten wegens verzuim in overeenstemming met artikel 35, § 1, 2<sup>o</sup>, op.

2<sup>o</sup> Het dwangbevel kan tevens via het exploit van een gerechtsdeurwaarder met bevel tot betaling worden betekend.

§ 3. Na de in § 1 beoogde betekening, kan de met de invordering belaste ambtenaar, per aangetekend schrijven via de post, doen overgaan tot beslag onder derden met tenuitvoerlegging in handen van een derde op de bedragen en goederen die door de belastingplichtige verschuldigd zijn of hem in eigendom toebehoren.

Het beslag onder derden moet tevens aan de belastingplichtige per aangetekend schrijven via de post worden betekend.

Dit beslag wordt van kracht en uitwerking vanaf de overhandiging van het stuk aan de geadresseerde.

Dit beslag geeft aanleiding tot het opstellen en verzenden, door de met de invordering belaste ambtenaar, van een bericht van beslag zoals in artikel 1390 van het *Gerechtelijk Wetboek* wordt voorzien.

§ 4. Onder voorbehoud van hetgeen in § 3 is voorzien, zijn de bepalingen van de artikelen 1539, 1540, 1542, eerste en tweede lid, en 1543 van het *Gerechtelijk Wetboek* op dit beslag van toepassing, een en ander met dien verstande dat de overhandiging van het bedrag van het beslag wordt gedaan in handen van de met de invordering belaste ambtenaar.

§ 5. Het beslag onder derden met tenuitvoerlegging moet door het exploit van een deurwaarder worden verricht op de manier zoals in de artikelen 1539 tot 1544 van het *Gerechtelijk Wetboek* wordt voorzien, wanneer het blijkt uit de verklaring waartoe de derde beslagene verplicht is na het beslag, gedaan per aangetekend schrijven via de post in overeenstemming met § 3:

1<sup>o</sup> dat de beslagene debiteur zich tegen het beslag onder derden met tenuitvoerlegging verzet;

2<sup>o</sup> dat de derde beslagene zijn schuld ten opzichte van de beslagene debiteur betwist;

3<sup>o</sup> dat een andere schuldeiser zich, vóór het beslag door de ambtenaar, heeft verzet tegen de overhandiging door de derde beslagene van de door hem verschuldigde bedragen.

Het door de ambtenaar verrichte beslag onder derden per aangekend schrijven via de post behoudt in deze gevallen zijn bewaarende uitwerking indien deze ambtenaar via het exploit van een deurwaarder, zoals in artikel 1539 van het Gerechtelijk Wetboek is voorzien, doet overgaan tot een beslag onder derden met tenuitvoerlegging in handen van de derde binnen de maand die volgt op het neerleggen bij de posterijen van de verklaring van de derde beslagene.

**Art. 34. § 1.** 1° Voor het invorderen van de taks, de interesten en de kosten heeft het Gewest een algemeen voorrecht op alle roerende goederen van de belastingplichtige die gehypothekeerd zouden kunnen worden;

2° Het voorrecht komt in rang onmiddellijk na die welke zijn vermeld in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851 en in artikel 23 van boek II van het Wetboek van koophandel en na het voorrecht, voorbehouden aan het Ministerie van Financiën krachtens artikel 87 van het Wetboek op de belasting over de toegevoegde waarde;

3° De wettelijke hypotheek krijgt rang vanaf de dag van de inschrijving die wordt gedaan krachtens het uitgegeven dwangbevel, uitvoerbaar gemaakt en ter kennis gebracht of betekend aan de belastingplichtige in overeenstemming met paragraaf 2 van artikel 33;

4° De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de Deelregering of van haar afgevaardigde. De inschrijving heeft plaats niettegenstaande verzet, betwisting of verhaal, op vertoon van afschrift, eensluidend verklaard door de door de Deelregering aangewezen ambtenaar, van het dwangbevel met vermelding van de datum van de kennisgeving of de betekening;

5° Artikel 447, lid 2, van boek II van het Wetboek van koophandel betreffende de faillissementen, bankroeten en opschortingen van betaling is niet van toepassing op de wettelijke hypotheek voor wat de verschuldigde vergoedingen betreft waarvoor een dwangbevel ter kennis werd gebracht of betekend aan de belastingplichtige voorafgaande aan het vonnis ter verklaring van het faillissement.

§ 2. Onder voorbehoud van hetgeen is voorzien door de paragrafen 2 tot 5 van artikel 33, heeft de tenuitvoerlegging van het dwangbevel plaats, rekening gehouden met de bepalingen van het vijfde deel, titel III, van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de gedwongen tenuitvoerlegging.

De tenuitvoerlegging van het dwangbevel kan slechts worden onderbroken door een met beweegredenen omkleed verzet, door de belastingplichtige onder woorden gebracht, met dagvaarding voor de rechter. Dit verzet wordt gedaan door een aan het Gewest betekend exploit in de persoon van de ambtenaar die het dwangbevel heeft uitgegeven.

§ 3. Het verzoek tot terugbetaling van de taks en de interesten wordt onder woorden gebracht door een exploit, houdende dagvaarding voor de rechter, betekend aan het Gewest in de persoon van de met het oog hierop aangewezen ambtenaar.

**Art. 35. § 1.** 1° Een interest van 1 pct. per maand is van rechtswege opelsbaar indien de taks niet binnen de vereiste termijn werd betaald.

Deze interest wordt maandelijks op het totaal van de verschuldigde taksen berekend, afgerond naar beneden op het duizendtal frank. Ieder gedeelte van een maand wordt voor een volle maand gerekend. De interest van een maand wordt slechts opgeëist indien deze 100 frank bereikt;

2° De interesten wegens verzuim op de in te vorderen of terug te betalen bedragen die niet sub 1° worden beoogd, zijn verschuldigd tegen het in burgerlijke zaken vastgestelde percentage en volgens in dezelfde zaken opgestelde regels.

§ 2. In geval van verzet tegen het dwangbevel, kan de belastingplichtige, op vervolging van het bestuur en vóór het vonnis ter beëindiging van de behandeling, worden veroordeeld, volgens de rechtspleging in kort geding, tot het verstrekken binnen de door de rechter vast te stellen termijn, hetzij van een storting bij voorbaat, hetzij van een borgstelling voor de door het dwangbevel opgeëiste bedragen of voor een gedeelte van deze bedragen. De beschikking is uitvoerbaar niettegenstaande verzet of hoger beroep. De belastingplichtige kan ertoe worden gemachtigd deze waarborgen te vervangen door een persoonlijke waarborg die door het bestuur werd erkend.

In het geval waarin het verzet tegen het dwangbevel werd verworpen, kan geen enkel verhaal tegen het gerechtelijk besluit rechtsgeldig worden ingediend indien het bedrag van de verschuldigde sommen niet binnen de twee maanden na het verzoek in bewaring wordt gegeven dat de bevoegde ambtenaar per aangekend schrijven via de post aan de belastingplichtige betekent.

#### HOOFDSTUK VII. — *Rioleringen*

**Art. 36. § 1.** Alle werken inzake gemeentelijke rioleringen moeten worden opgenomen in een algemeen gemeentelijk afwateringsplan, opgesteld na raadpleging van de zuiveringsinstelling en goedgekeurd door de Deelregering. De Deelregering keurt het plan goed of

weigert het; de weigering moet met beweegredenen worden omkleed wegens een reden met betrekking tot het voorwerp van onderhavige verordening.

§ 2. De Deelregering bepaalt de regels :

a) ter aanbieding en uitwerking van bovenbeoogde afwateringsplannen alsmede de termijn waarbinnen deze moeten worden aangeboden;

b) inake de termijn waarbinnen de Deelregering uitspraak doet.

§ 3. Zodra de regels ter aanbieding en uitwerking van de afwateringsplannen van kracht zijn geworden, wordt de toekenning van iedere gewestelijke subsidie inzake afwatering ondergeschikt gemaakt aan de opstelling van een goedgekeurd algemeen afwateringsplan en aan het in acht nemen van dit plan.

**Art. 37.** In spoedeisende gevallen, indien er sprake is van een ernstige bedreiging ten aanzien van de openbare gezondheid of het leefmilieu, kan de Deelregering de gemeenten ertoe dwingen tot afwaterings- of andere werken over te gaan met betrekking tot de afvoer van het afvalwater binnen een vereiste termijn.

De Deelregering kan de gouverneur belasten met het in uitvoering brengen van de voorgeschreven werken op kosten van de gemeentelijke autoriteiten die in vertraging zijn hieraan te voldoen, onverminderd de eventuele toekenning van een subsidie met het oog op de verwezenlijking van deze werken.

#### HOOFDSTUK VIII

##### *Andere maatregelen ter voorkoming van vervuiling*

**Art. 38.** De Deelregering kan de lozigen in de binnenwateren reglementeren, afkomstig van de boten alsmede de maatregelen vaststellen, ertoe bestemd de vervuiling van het water in de binnenhavens te voorkomen.

**Art. 39. § 1.** De Deelregering kan het aanbod tot verkoop, de verkoop en de installatie van septische putten en soortgelijke zuiveringssystemen reglementeren en de voorwaarden vaststellen waaraan deze putten en andere zuiveringssystemen moeten beantwoorden.

De Deelregering kan de installatie van septische putten en soortgelijke zuiveringssystemen aanmoedigen die werden verwezenlijkt in overeenstemming met de krachtens lid één getroffen reglementen.

§ 2. De Deelregering kan regels voor het onderhoud van de individuele zuiveringssystemen voorschrijven; zij kan, met name, de verplichting opleggen het slijk te overhandigen aan de ruimers die werden erkend in overeenstemming met de regels die zij vaststelt.

§ 3. De erkende ruimers zijn verplicht het slijk door een van de drie volgende middelen op te ruimen :

a) hetzij door dit te overhandigen aan een landbouwer om het uit te strooien volgens de door de Deelregering vastgestelde regels;

b) hetzij door dit te overhandigen aan een zuiveringsstation dat voor dit doel door een zuiveringsinstelling werd aangewezen in overeenstemming met § 4;

c) hetzij door dit naar buiten het Gewest over te brengen, op voorwaarde het bestuur te informeren over de bestemming en hiervan het bewijs te leveren volgens de door de Deelregering vastgestelde regels.

§ 4. De Deelregering stelt de regels vast die moeten worden gevolgd door de zuiveringsinstellingen voor wat het aantal, het vermogen en de inplanting van de zuiveringsinstallaties betreft, bestemd voor het opvangen en behandelen van het ruimslijk.

De Deelregering kan aan de ruimers het verbod opleggen, via een besluit of in de erkenningsakte, een beroep op bepaalde uitgeruste stations te doen teneinde het slijk te verdelen, afhankelijk van de vermogens van de stations.

**Art. 40.** De Deelregering kan de fabricage, de verkoop, het aanbod tot verkoop en het gebruik van produkten reglementeren die, indien zij na gebruik in het rioleringswater of het oppervlaktewater terecht komen, hetzij de vervuiling van het oppervlaktewater zouden kunnen veroorzaken, hetzij hierin de verschijnselen van zelfzuivering belemmeren, hetzij nadelig zouden kunnen zijn voor de werking van de installaties voor de zuivering van het afvalwater en de septische putten.

#### HOOFDSTUK IX

##### *Toezicht op de hoedanigheid van het oppervlaktewater en spoedeisende maatregelen*

**Art. 41.** De Deelregering kan ambtenaren en agenten belasten met het houden van toezicht op het oppervlaktewater.

De Deelregering kan tevens, via een besluit of in een kontrakt, openbare personen, met inbegrip van de in overeenstemming met artikel 17 erkende zuiveringsinstellingen met opdrachten voor het houden van toezicht belasten.

De Deelregering kan, in een kontrakt, aan privé-personen taken of opdrachten toevertrouwen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van het toezicht op het oppervlaktewater. Zij bepaalt, via een besluit, de voorwaarden waaraan deze privé-personen moeten beantwoorden om met deze taken of opdrachten te worden belast.

**Art. 42.** De Deelregering stelt de methoden voor bemonstering, analyse en inspectie van het oppervlaktewater vast, de frequentie van de controles en de regels volgens dewelke het in acht nemen van de hoedanigheid van het water zal worden gewaardeerd in overeenstemming met de bepalingen houdende eenzelfde voorwerp en die regelmatig zijn getroffen voor de toepassing van de algemene sectoriële normen.

**Art. 43. § 1.** In geval van een ernstige en plotselinge vervuiling van het water of een onmiddellijke bedreiging van een ernstige vervuiling, kan de Deelregering ambtshalve alle noodzakelijke maatregelen treffen om de vervuiling te voorkomen of te verminderen; zij kan tevens de gouverneur van de provincie of de burgemeester belasten met het treffen van de spoedeisende maatregelen die door haar aan hen worden aangeduid.

De Deelregering stelt de datum vast waarop de spoedeisende maatregelen aflopen; zij kan verschillende data voor bepaalde of elk van de maatregelen vaststellen die zij heeft getroffen of voorgeschreven heeft dat deze moesten worden getroffen.

De Deelregering kan de gouverneur van de provincie of de burgemeester belasten de datum vast te stellen waarop de spoedeisende maatregelen aflopen die door hen krachtens lid één werden getroffen.

§ 2. De Deelregering kan, volgens de modaliteiten van een reglement dat door haar wordt opgesteld, terugvorderbare voorschotten aan de autoriteiten toekennen die, krachtens paragraaf één, ermee werden belast spoedeisende maatregelen te treffen.

§ 3. De Deelregering kan een dienst voor onmiddellijke tussenkomsten in het leven roepen waarvan zij de organisatie en de opdrachten regelt. De Deelregering kan de deelneming voorzien van de overheden die aan deze dienst ondergeschikt zijn gemaakt. Zij kan tevens kontrakten met partikulieren of ondernemingen afsluiten voor het verzekeren van bepaalde taken die tot haar opdracht behoren.

**HOOFDSTUK X. — Speciale bepalingen betreffende de toepassing van de richtlijnen van de Europese Gemeenschappen en van andere internationale akten inzake de bescherming van het oppervlaktewater. — Statistieken**

**Art. 44.** Wanneer individuele inlichtingen volstrekt noodzakelijk zijn voor het voorbereiden, het uitwerken of het uitvoeren van een reglementering inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen de vervuiling of voor het uitvoeren van de in artikel 46 beoogde internationale verplichtingen, kan de Deelregering laten overgaan tot alle noodzakelijke onderzoeken met het oog op het ter beschikking stellen van deze inlichtingen van de diensten van het Gewest die door haar worden aangeduid. De ter gelegenheid hiervan bijeengebrachte individuele inlichtingen mogen slechts voor de volgende doeleinden worden gebruikt:

- a) toepassing van de andere artikelen van onderhavige verordening en hun uitvoeringsbesluiten;
- b) opstellen van de statistieken;
- c) wetenschappelijke navorsingen in het domein van de bescherming van het leefmilieu, op voorwaarde dat de houder van de gegevens zich van tevoren schriftelijk ten aanzien van de Deelregering ertoe heeft verbonden geen gegevens ruchtbaar te maken, door derden ruchtbaar te laten maken of te publiceren op een dusdanige manier waardoor individuele toestanden aan het licht zouden kunnen worden gebracht.

De Deelregering kan globale en anonieme statistieken publiceren, met uitsluiting van de gegevens waarvan, als gevolg van het beperkte aantal declaranten, de ruchtbaarmaking dusdanig van aard zou zijn dat hierdoor individuele toestanden aan het licht zouden kunnen worden gebracht.

**Art. 45.** Degene die, ongeacht te welke titel dan ook, in het bezit is van inlichtingen die industriële of handelsgeheimen zouden kunnen bevatten welke werden bijeengebracht in uitvoering van onderhavig hoofdstuk, of van globale en anonieme statistieken die met behulp van deze inlichtingen werden opgesteld en nooit door de Deelregering werden gepubliceerd, mag deze inlichtingen, statistieken of informatie niet publiceren en deze al evenmin ter kennis brengen van niet-gekwalificeerde personen of diensten om er kennis van te nemen. Behoudens indien er sprake is van een overtreding van onderhavig hoofdstuk, mogen deze inlichtingen, statistieken of informatie bovendien niet aan het licht worden gebracht in het geval beoogd door artikel 29 van het Wetboek van strafvordering en al evenmin in het geval van een getuigenis in rechte.

**Art. 46. § 1.** Onverminderd de door de speciale wet van 8 augustus 1980 op de institutionele hervormingen vastgelegde bevoegdheden, stelt de Deelregering in de door onderhavige veror-

dening beoogde aangelegenheden alle maatregelen vast die noodzakelijk zijn voor het verzekeren van de uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit het verdrag ter instelling van de Europese Economische Gemeenschap en de akten, genomen door de door dit verdrag ingestelde autoriteiten, met inbegrip van de akten met betrekking tot het risico van vervuiling van het grondwater, uitgaande van het oppervlaktewater.

§ 2. Onder hetzelfde voorbehoud en in dezelfde aangelegenheden, stelt de Deelregering de maatregelen vast die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de verplichtingen die uit de andere internationale akten voortvloeien welke van kracht zijn in de interne rechtsorde en in verband staan met de bestrijding van de vervuiling van het oppervlaktewater.

**Art. 47.** De Deelregering treft de nuttige reglementen met het oog op het verzekeren van het bijeenbrengen van de inlichtingen die noodzakelijk zijn voor het opstellen van de bescheiden die aan de internationale instellingen ter kennis moeten worden gebracht.

## HOOFDSTUK XI

### Waalse commissie voor de bescherming van het oppervlaktewater

**Art. 48. § 1.** Er wordt een raadgevende commissie in het leven geroepen inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen de vervuiling waarvan de Deelregering de samenstelling en de werking vaststelt.

De commissie brengt een advies uit over alle reglementaire besluitontwerpen die in uitvoering van de hoofdstukken II tot V en VII tot X werden genomen, met uitzondering van artikel 43 alsmede in de andere door onderhavige verordening of haar uitvoeringsbesluiten voorziene gevallen.

§ 2. De commissie omvat leden, benoemd uit de door de organisaties voorgestelde gegadigden die representatief zijn voor:

- de industrie, de handel en de middenstand,
- de landbouwers en de veehouders,
- de vissers,
- de verbruikers,
- de producenten van drinkwater,
- de werknemers,

alsmede leden, benoemd uit de door de federaties voor de zwemsport en de vrijetijdsbesteding in de sektor van de watersport en door de verenigingen voor de bescherming van het leefmilieu voorgestelde gegadigden. De commissie omvat bovendien vertegenwoordigers van de zuiveringsinstellingen.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de commissie kunnen buiten de in de leden 1 en 2 vermelde personen om worden aange-  
wezen.

§ 3. De commissie kan in afdelingen worden verdeeld waarvan ieder bevoegd is voor het geven van adviezen over bepaalde aangelegenheden. De Deelregering kan besluiten dat in deze aangelegenheden het advies van de bevoegde afdeling het advies van de commissie vervangt.

§ 4. De Deelregering stelt de termijn vast waarbinnen de adviezen van de commissie moeten worden gegeven bij ontstentenis waarvan het advies geacht wordt gunstig te zijn.

## HOOFDSTUK XII. — Strafbepalingen

### Paragraaf I

#### Overtredingen inzake vervuiling van het water

**Art. 49.** Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een boete van zesentwintig frank tot vijfhonderdduizend frank, of met slechts één van deze straffen:

1° degene die afvalwater in het gewone oppervlaktewater, in de openbare rioleringen of in de kunstmatige afvoerwegen loost zonder houder van de vereiste machtiging te zijn, zonder de in deze machtiging vastgestelde voorwaarden in acht te nemen of zonder de reglementen in acht te nemen die krachtens onderhavige verordening werden genomen, tenzij het een lozing afkomstig uit een openbare riolering betreft;

2° degene die niet het door artikel 7 ingestelde verbod erkent;

3° degene die vervuilende stoffen neerlegt of degene die op een terrein dat door hem in beslag wordt genomen, een opslag van dergelijke stoffen laat voortbestaan zonder houder van een machtiging te zijn in het geval waarin, krachtens artikel 15, een dergelijke machtiging is vereist;

4° degene die een overtreding van een reglement begaat dat in uitvoering van artikel 38 werd getroffen;

5° degene die installaties of toestellen gebruikt in strijd met het verbod waartoe door de Deelregering of een van haar ambtenaren krachtens artikel 68 werd besloten;

6° degene die de op basis van artikel 8 uitgevaardigde regels of voorschriften schendt.

De lozingen met een overtredend karakter zijn ook strafbaar indien zij slechts uit nalatigheid of een schuldige onthouding om op te treden, werden begaan. Indien er evenwel geen sprake is van herhaling, zal de verantwoordelijke slechts onderworpen zijn aan de in artikel 50 voorziene boetestraff indien hij onverwijld, hetzij de politie, hetzij de rijkswacht, hetzij de in artikel 43 beoogde dienst voor onmiddellijke tussenkomsten heeft verwittigd.

**Art. 50.** Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een boete van zesentwintig frank tot tienduizend frank, of met slechts één van deze straffen :

1° degene die de krachtens artikel 48 genomen besluiten overtreedt;

2° degene die het oppervlaktewater gebruikt in schending van een krachtens artikel 5 uitgesproken verbod;

3° degene die, beroepshalve, een septische put of een zuiveringsstelsel dat hiermee is gelijkgesteld, installeert, te koop aanbiedt of verkoopt, in schending van de krachtens artikel 39 opgestelde regels;

4° degene die pogt een van de in artikel 49, 2°, 3° en 5°, vermelde handelingen te begaan;

5° degene die, beroepshalve, produkten fabriceert, te koop aanbiedt, verkoopt en gebruikt ter overtreding van een reglement dat krachtens artikel 40 werd getroffen;

6° degene die het ruimen bewerkstelligt en het slijk van septische putten en zinkputten bijeenbrengt bij derden :

— hetzij zonder over de erkenning te beschikken die vereist zal zijn door een besluit dat krachtens artikel 39 werd genomen;

— hetzij door het opruimen van het slijk op een door dit artikel verboden manier;

7° degene die een motorvoertuig, een machine of andere soortgelijke werktuigen in een gewoon oppervlaktewater reinigt of op minder dan 10 meter hiervan verwijderd en wanneer het reinigende produkt in dit water zou kunnen uitstromen zonder over de in artikel 6, § 1, beoogde machtiging te beschikken.

**Art. 51.** Wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een boete van honderd frank tot tienduizend frank, of met slechts één van deze straffen :

1° degene die opzettelijk zuiveringsinstallaties en installaties voor het meten van de vervuiling vernietigt of beschadigt of hiervan de juiste werking, ongeacht op welke wijze dan ook, verhindert; degene die pogt deze zelfde installaties opzettelijk te vernietigen of te beschadigen;

2° degene die zich verzet tegen de uitvoering van de opdracht inzake controle en toezicht van de krachtens onderhavige verordening aangewezen agenten;

3° degene die weigert, of het nalaat, een spoedeisende maatregel uit te voeren waartoe door de Deelregering, de gouverneur van de provincie of de burgemeester krachtens artikel 43, § 1, werd gelast;

4° degene die, wanneer hij verplicht is een verklaring krachtens onderhavige verordening of haar uitvoeringsbesluiten te doen, zich ervan onthoudt deze verklaring over te leggen of een opzettelijk onvolledige en onjuiste verklaring overlegt, met de bedoeling de toepassing van onderhavige verordening of van haar ter uitvoering genomen besluiten te ontduiken.

**Art. 52.** Indien een veroordeling krachtens artikel 49 of artikel 54 wordt uitgesproken, kan de rechter, hetzij op verzoek van de procureur des Konings, hetzij op verzoek van het Gewest of op verzoek van de burgerlijke partij, hetzij ambtshalve, met het oog op het herstellen van een toestand die gelijkwaardig is aan die welke zonder de overtreding zou hebben bestaan, het verbod bevelen om gedurende een tijdsperiode die de rechter zal vaststellen maar die niet meer dan één jaar zal mogen bedragen, de installatie of de toestellen te gebruiken of te laten werken die ten grondslag liggen aan de door de overtreding teweeggebrachte vervuiling. De rechter kan dit verbod bevelen zelfs indien de installatie of de toestellen de eigendom van iemand anders zijn of tot de inrichting behoren die door een derde wordt uitgebaat. In een dergelijk geval, zal het verbod ten opzichte van deze derde slechts kunnen worden bevolen nadat hij bij het proces betrokken zal zijn geweest en de gelegenheid gehad zal hebben zijn verdedigingsmiddelen naar voren te brengen.

**Art. 53.** Wordt gestraft met de in artikel 51 aangeduide straffen, degene die het uitvoeren van de in het voorgaande artikel vermelde verbodsmaatregel weigert of nalaat.

**Art. 54.** Wordt gestraft, volgens het geval, met de in de artikelen 49, 50 of 51 voorziene straffen :

1° degene die, wanneer hij de werkgever is van een in deze artikelen beoogde persoon, aan laatstgenoemde niet de nodige middelen heeft gegeven voor het in acht nemen van de bepalingen van onderhavige verordening en haar uitvoeringsbesluiten, rekening houdend met de opdracht die hij aan de persoon in zijn dienst had toegewezen;

2° degene die, wanneer hij de werkgever is van een in deze artikelen beoogde persoon, aan laatstgenoemde een opdracht heeft toevertrouwd waarvoor bedoelde persoon niet de kennis bezat die hem in staat stelde zich van genoemde opdracht te kwijten met eerbiediging van de bepalingen van onderhavige verordening en haar uitvoeringsbesluiten, zonder op de daartoe geëigende manier te hebben gecontroleerd dat bedoelde persoon deze kennis bezat;

3° degene die, wanneer hij de werkgever is van een in deze artikelen beoogde persoon, wist dat een overtreding zou worden begaan of werd begaan en nagelaten heeft de uitwerking hiervan te verhinderen of eraan te verhelpen hoewel hij daartoe de mogelijkheid heeft gehad.

**Art. 55.** De werkgever is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten, de kosten en de gerechtelijke kosten waartoe zijn aangestelden worden veroordeeld naar aanleiding van een overtreding van de bepalingen van onderhavige verordening of haar uitvoeringsbesluiten die in de uitoefening of ter gelegenheid van hun functie werd begaan.

Iedere rechtspersoon is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten, de kosten en de gerechtelijke kosten waartoe haar organen worden veroordeeld naar aanleiding van een overtreding van de bepalingen van onderhavige verordening of haar uitvoeringsbesluiten die in de uitoefening of ter gelegenheid van hun functie werd begaan.

**Art. 56. § 1.** De straf kan tot het dubbele van het maximum worden opgetrokken indien een nieuwe in de artikelen 49 tot 54 voorziene overtreding wordt begaan binnen een termijn van vijf jaar vanaf een voorgaande veroordeling wegens het overtreeden van een van deze zelfde artikelen, uitgesproken door een besluit dat in kracht van gewijsde is gegaan; in een dergelijk geval kan de boete of de straf bovendien niet minder zijn dan het tienvoudige van het minimum.

§ 2. Boek 1 van het Wetboek van strafrecht, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, is op de door onderhavige paragraaf voorziene overtredingen van toepassing.

**Art. 57. § 1.** In geval van in de artikelen 49-1°, 49-2°, 50-3°, 50-5°, 53 en 54 beoogde overtredingen, kan de rechter de publikatie van het vonnis op kosten van de overtreder of van zijn medeplichtige gelasten in maximum drie dagbladen die door hem worden aangewezen en binnen de termijn die hij vaststelt.

§ 2. Onverminderd de artikelen 42 en 43 van het Wetboek van strafrecht, kan in geval van in artikel 49, 2° en 3°, beoogde overtredingen, de verbeurdverklaring tevens worden bevolen ten opzichte van roerende zaken die gediend hebben of bestemd waren voor het begaan van de overtreding, wanneer deze de eigendom van de medeplichtige zijn en inbegrepen in geval van toepassing van artikel 85 van het Wetboek van strafrecht.

#### Paragraaf II

#### Overtredingen inzake de inning en betaling van vergoedingen en taksen

**Art. 58. § 1.** Zal gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en een boete van honderd frank tot tweehonderdduizend frank, of met slechts één van deze straffen, degene die, met als opzet de betaling van alle of een gedeelte van de vergoedingen te ontduiken welke hij verschuldigd is, de bepalingen van onderhavige verordening met betrekking tot de vergoedingen of de reglementaire bepalingen die in uitvoering hiervan werden getroffen, overtreedt.

§ 2. Zal gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en een boete, gelijk aan het dubbele van de ontdoken taks, en met een minimum bedrag van vijfhonderd frank, of met slechts één van deze straffen, degene die, met als opzet de betaling van alle of een gedeelte van de taksen te ontduiken welke hij verschuldigd is, de bepalingen van onderhavige verordening met betrekking tot de taksen of de reglementaire bepalingen die in uitvoering hiervan werden getroffen, overtreedt.

**Art. 59.** Zal gestraft worden met een boete van duizend frank tot tweehonderdduizend frank, de watervoorzieningsmaatschappij die niet de verplichtingen in acht zal hebben genomen die haar worden opgelegd in toepassing van artikel 29 van onderhavige verordening voor wat de modaliteiten inzake de inning van vergoedingen betreft.

**Art. 60.** De wet van 9 maart 1952 met betrekking tot de opdecimen op de strafrechtelijke boeten, is niet op de in de artikelen 58 en 59 vermelde dwangmaatregelen van toepassing.

**Art. 61.** Alle bepalingen van boek 1 van het Wetboek van strafrecht, met inbegrip van hoofdstuk VII, maar met uitzondering van artikel 85, zijn op de door de artikelen 58 en 59 voorziene overtredingen van toepassing.

De werkgevers, natuurlijke of rechtspersonen, zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de boeten en kosten waartoe hun aangestelden, hun bestuurders, hun zaakvoerders of hun vereffenaars wegens overtreding van de artikelen 58 en 59 worden veroordeeld.

*Paragraaf III. — Andere overtredingen*

**Art. 62.** Wordt gestraft met een boete van zesentwintig frank tot tienduizend frank, degene die, wanneer hem dit regelmatig werd gevraagd ze te verstrekken, zich ervan onthoudt inlichtingen mede te delen die hem krachtens de artikelen 44 en 57 en de voor hun uitvoering genomen besluiten werden gevraagd.

**Art. 63.** Iedere overtreding van artikel 45 wordt gestraft met de door artikel 458 van het Wetboek van strafrecht voorziene straffen, onverminderd de eventuele toepassing van strafmaatregelen.

**Art. 64.** De Deelregering kan straffen instellen op de overtredingen van de krachtens onderhavige verordening getroffen reglementen die niet door een van de artikelen van onderhavig hoofdstuk worden bestraft. Deze straffen zullen de politiestrafen niet te boven mogen gaan.

**Art. 65.** De in de artikelen 62 tot 64 voorziene straffen kunnen tot het dubbele van het maximum worden opgetrokken indien, binnen een termijn van twee jaar vanaf een voorgaande veroordeling wegens een overtreding van een van deze artikelen, uitgesproken door een besluit dat in kracht van gewijsde is gegaan, een nieuwe overtreding van hetzelfde artikel door dezelfde bewerker wordt begaan.

Alle bepalingen van boek 1 van het Wetboek van strafrecht, zonder uitzondering, van hoofdstuk VII of van artikel 85, zijn op de in deze artikelen voorziene overtredingen van toepassing.

**HOOFDSTUK XIII**

*Vaststelling, opsporing en vervolging van de overtredingen*

**Art. 66. § 1.** Onverminderd de plichten die aan de officieren van de gerechtelijke politie ten laste vallen, zijn de met het oog hierop door de Deelregering aangewezen ambtenaren en agenten bevoegd voor het opsporen en vaststellen door processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs is geleverd, van de in de artikelen 49, 50-4° en 52 voorziene overtredingen.

Een afschrift van het proces-verbaal moet binnen tien dagen aan de uitbater van de installatie waarvan de lozing of het neerleggen afkomstig is en aan de vermoedelijke bewerker van de lozing of het neerleggen worden overgemaakt.

§ 2. De in overeenstemming met paragraaf één aangewezen ambtenaren en agenten alsmede de officieren van de gerechtelijke politie, mogen overdag en 's nachts de inrichtingen of installaties betreden, met uitsluiting van de voor woondoeleinden bestemde lokalen, wanneer zij redenen hebben te menen dat er een overtreding van de verordening of van haar uitvoeringsbesluiten wordt begaan alsmede op de terreinen die deze installaties omringen.

In hetzelfde geval maar met de voorafgaande machtiging van de rechter van de politierechtbank, kunnen zij de privé-woningen betreden; de bezoeken in de privé-woningen moeten tussen 8 en 18 uur worden verricht en gezamenlijk door ten minste twee ambtenaren en agenten worden gedaan.

De in overeenstemming met paragraaf één aangewezen ambtenaren en agenten kunnen de bijstand van de gemeentepolitie verzoeken voor de tenuitvoerlegging van hun opdracht. Deze autoriteiten kunnen hun, indien nodig, de sterke hand verlenen.

§ 3. Zelfs indien nog geen enkele overtreding werd vastgesteld, kunnen de in overeenstemming met paragraaf één aangewezen ambtenaren en agenten alsmede de officieren van de gerechtelijke politie, monsters van het geloosde water en van het water waarin werd geloosd, opnemen. Er wordt op staande voet een proces-verbaal van de operatie van het opnemen opgemaakt; een afschrift van dit proces-verbaal wordt aan de uitbater van de installatie en aan de vermoedelijke bewerker van de lozing overgemaakt zoals in paragraaf één is voorzien.

§ 4. De Deelregering kan krachtens paragraaf één, ambtenaren en agenten van het Gewest, de Staat, de provincies, de gemeenten of de zuiveringsinstellingen aanwijzen; deze ambtenaren en agenten moeten beëdigd. Met het oog op de tenuitvoerlegging van hun opdracht, kunnen zij zich door niet-beëdigde personen doen vergezellen.

§ 5. De krachtens § 1 aangewezen ambtenaren en agenten en de officieren van de gerechtelijke politie kunnen, in geval van misdrijf op heterdaad, zich meester maken van alles dat gediend schijnt te hebben of bestemd te zijn geweest voor het begaan van een overtreding van onderhavige verordening of van haar uitvoeringsbesluiten, kortom van alles dat zal kunnen dienen voor het vaststellen van genoemde overtreding.

§ 6. De krachtens § 1 aangewezen ambtenaren en agenten en de officieren van de gerechtelijke politie kunnen een waarschuwing doen uitgaan alvorens een overtreding vast te stellen.

**Art. 67. § 1.** De Deelregering stelt de regels vast ter erkenning van de met de officiële analyses belaste laboratoria. De Deelregering kan, ter eerbiediging van de in de landen van de Europese Gemeenschap genormaliseerde methoden wanneer deze bestaan, de modaliteiten vaststellen voor het opnemen van de monsters, de modellen voor de analyseprotocollen bepalen, de methoden van de analyse en de contra-analyse vaststellen, de regels voor de verdeling van de analyses tussen de laboratoria opstellen alsmede de regels voor de financiering van de kosten van de analyses en het opnemen van de monsters.

§ 2. De analyse wordt verricht door een laboratorium dat volgens de krachtens § 1 vastgelegde regels werd erkend. Het monster is dubbel. Indien een persoon op dat ogenblik er reeds van wordt vermoed de bewerker van de lozing te zijn of indien de geanalyseerde lozing vermoedelijk afkomstig is van een op dat ogenblik vastgestelde en geïdentificeerde inrichting, moet de betrokken persoon of haar vertegenwoordigers worden verzocht de contra-analyse bij te wonen die door een ander erkend laboratorium wordt verricht.

§ 3. Indien de algemene en sectoriële voorwaarden regels voorschrijven voor wat de methoden van de analyse en de bemonstering betreft of indien de Deelregering deze krachtens § 1 heeft opgelegd of ook indien regels worden voorgeschreven door de akte ter machtiging van de lozing, moeten de opnamen van monsters, analyses en contra-analyses met deze regels in overeenstemming zijn.

§ 4. De in overeenstemming met onderhavig artikel verrichte analyses hebben onwederlegbare bewijskracht wanneer zij door de regelmatig verrichte contra-analyse worden bevestigd. De protocollen van de analyse en contra-analyse en de afwikkeling van deze operaties worden aangetekend in een proces-verbaal, opgemaakt door een in artikel 66 vermelde ambtenaar of agent of door een officier van de gerechtelijke politie. Een afschrift van het proces-verbaal wordt aan de uitbater van de installatie en aan de vermoedelijke bewerker van de lozing overgemaakt.

**Art. 68. § 1.** Wanneer er proces-verbaal van een overtreding van artikel 49 werd opgemaakt kan, in het geval waarin het water nog steeds in ernstige mate wordt vervuild en waarin spoedeisende maatregelen moeten worden getroffen, de Deelregering of een van de ambtenaren en agenten die in overeenstemming met artikel 66, § 1, door haar werden aangewezen, het gebruik verbieden van de installaties en toestellen die ervan worden verdacht ten grondslag te liggen aan de vervuiling en de gerechtelijke zegels op deze installaties en toestellen laten aanbrengen. De onder deze omstandigheden getroffen maatregelen blijven van kracht en uitwerking tot definitief uitspraak over de gerechtelijke vervolgingen is gedaan.

§ 2. Iedere betrokken persoon kan via een verzoek, gericht tot de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zitting houdende als inzake korte gedingen, het intrekken van de maatregelen vragen die in toepassing van paragraaf één van onderhavig artikel werden getroffen.

**Art. 69. § 1.** Onverminderd de plichten die aan de officieren van de gerechtelijke politie ten laste vallen, zijn de met het oog hierop door de Deelregering aangewezen ambtenaren en agenten bevoegd voor het opsporen en vaststellen door processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs is geleverd, van de door onderhavige verordening en door haar uitvoeringsbesluiten voorziene overtredingen, met uitzondering van de in de artikelen 49, 50-4° en 52 voorziene overtredingen. Een afschrift van het proces-verbaal wordt binnen veertien dagen overgemaakt aan de persoon die door het proces-verbaal als de vermoedelijke bewerker van de overtreding wordt aangeduid.

§ 2. De in overeenstemming met paragraaf één aangewezen ambtenaren en agenten alsmede de officieren van de gerechtelijke politie hebben, voor het opsporen en vaststellen van de overtredingen, de in § 2 van artikel 66 vermelde voorrechten.

§ 3. De Deelregering kan krachtens § 1 ambtenaren, agenten van het Gewest, de Staat, de provincies en de gemeenten of de zuiveringsinstellingen aanwijzen; deze ambtenaren en agenten moeten beëdigd.

§ 4. De krachtens § 1 bevoegde ambtenaren en agenten alsmede de officieren van de gerechtelijke politie, kunnen waarschuwingen doen uitgaan alvorens een overtreding vast te stellen. Zij zijn verplicht een waarschuwing te doen uitgaan in geval van een vertraging in de betaling van de taks en de vergoeding, alvorens tot iedere vaststelling van een overtreding over te gaan.

§ 5. De Deelregering kan tevens de bevoegde ambtenaren en agenten aanwijzen voor het opsporen en vaststellen van de overtredingen van de algemene en sectoriële normen inzake de vervuiling van het oppervlaktewater; de §§ 1 tot 4 zijn op deze ambtenaren en agenten van toepassing.



HOOFDSTUK XIV. — *Bepalingen tot afschaffing*

Art. 70. § 1. Voor wat het Waalse Gewest betreft worden afgeschaft :

1<sup>o</sup> de gezondheidswet van één september 1945 betreffende de voorbehoedings- en saneringsmaatregelen alsmede alle maatregelen inzake de nodige organisatie en controle voor zover deze wet betreft :

— de afvoer van het afvalwater uit de lokaler die voor woon-doeleinden dienen en hun bijgebouwen;

— de sanering van de waterlopen;

2<sup>o</sup> de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de vervuiling, met uitzondering :

a) van de artikelen 1, 2, lid één (behoudens wat de lozingen van afvalwater betreft) en 4;

b) van artikel 3, § 1, eerste lid, wat de algemene en sektoriële voorwaarden voor het lozen van het afvalwater betreft;

c) van de artikelen 33 en 34 wat het subsidiebedrag aan de industriële ondernemingen betreft;

d) van het artikel 41 wat de overtredingen van de algemene en sektoriële normen betreft;

3<sup>o</sup> het artikel 39 van de wet van 12 juli 1937 op de instandhouding van de natuur.

§ 2. De Waalse gewestelijke verordening van 16 juni 1982 ter wijziging van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de vervuiling, wordt afgeschaft.

HOOFDSTUK XV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 71. De Deelregering wordt er mee belast om ten spoedigste, in overeenstemming met het burgerlijk recht, de overeenkomsten en bijvoegsels te ontbinden die werden afgesloten in toepassing van het koninklijk besluit van 13 december 1977 met betrekking tot de financiële tussenkomst van de Staat voor de zuivering van het afvalwater in het Waalse Gewest, zodra de eerste uitvoeringsbesluiten van artikel 20 van onderhavige verordening van kracht zullen zijn geworden.

Art. 72. § 1. De verenigingen van gemeenten worden vrijgesteld van de terugbetaling van de invorderbare voorschotten die hun werden verleend in toepassing van het koninklijk besluit van 10 juli 1981 ter vaststelling van de modaliteiten ter toekenning van invorderbare voorschotten aan de verenigingen van gemeenten, belast met de zuivering van het stedelijk water in Wallonië.

§ 2. Vanaf het van kracht worden van onderhavige verordening en tot het van kracht worden van de eerste uitvoeringsbesluiten van artikel 20 van onderhavige verordening, worden subsidies verleend op dezelfde voorwaarden als de invorderbare voorschotten die door voornoemd koninklijk besluit worden beoogd, met uitzondering van de verhaalbaarheid.

§ 3. De eerste uitvoeringsbesluiten van artikel 20 moeten ten laatste op 31 december 1986 worden genomen.

Art. 73. § 1. Op verzoek van de in artikel 17 beoogde zuiveringsinstellingen, dragen de andere overheden dan de Staat en het Gewest aan de instellingen de in § 2 vermelde goederen en rechten over, onder voorbehoud van inventaris wat betreft hun werking, hun staat en de verplichtingen van de overdragende partij.

§ 2. De overdracht heeft op de volgende elementen betrekking :

a) de gebouwde kunstwerken of die in aanbouw zijn, de uitrustingen en installaties, bestemd voor de zuivering van het afvalwater, die door de zuiveringsinstelling worden aangewezen;

b) de verzamelleidingen voor de toevoer van het afvalwater naar de sub a) beoogde installaties, met uitzondering van de rioeringen;

c) het in de sub a) beoogde installaties gebruikte meubilair, met inbegrip van de voertuigen;

d) de percelen waarop zich de sub a) beoogde kunstwerken en installaties bevinden, met inbegrip van de rechten van toegang tot deze percelen;

e) de voltooide studies of die nog in uitvoering zijn met betrekking tot kunstwerken en zuiveringsinstallaties die reeds zijn gebouwd, in aanbouw zijn of die ontworpen zijn;

f) de noodzakelijke gegevens voor het opstellen van studies, aangewezen door de instelling.

Art. 74. § 1. Onderhavig artikel betreft niet de door de gemeenten verrichte overdrachten ten voordele van zuiveringsinstellingen waarbij zij zijn aangesloten, tenzij de gemeente en de zuiveringsinstelling dit in gemeenoverleg van toepassing maken.

§ 2. Het verzoek tot overdracht wordt gericht tot de autoriteit die het goed in bezit heeft, op verzoek van de meest gerede partij wordt binnen een termijn van twee maanden een inventaris op tegenspraak opgesteld.

De zuiveringsinstelling beschikt over een termijn van één maand om afstand te doen van een in de inventaris opgenomen goed. Wanneer deze termijn is verstreken, onderwerpt de zuiveringsinstelling de overdracht aan de goedkeuring van de Deelregering die deze aan de zuiveringsinstelling en de autoriteit die het goed in bezit heeft, ter kennis brengt en deze in de vorm van een uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* publiceert.

Deze publikatie in het *Belgisch Staatsblad* heeft de overdracht van eigendom tot gevolg.

De zuiveringsinstelling is verplicht de bewaarder der hypotheken schriftelijk te informeren over alle overdrachten van onroerende goederen binnen de termijn van één maand die op de publikatie in het *Belgisch Staatsblad* volgt.

Ingeval de zuiveringsinstelling en de autoriteit die het goed in bezit heeft, niet tot overeenstemming ten aanzien van de opstelling van de inventaris komen, kan de Deelregering een commissaris voor dit doel aanwijzen die ambtshalve opstelt.

§ 3. De rechten en verplichtingen die tot de goederen behoren, moeten eveneens in de inventaris worden opgenomen en overgedragen indien het goed wordt overgedragen. Worden met name als verplichtingen beschouwd die tot het goed behoren :

a) de terugbetaling van op de goederen gewaarborgde leningen die de bestuurlijke akte voorafgaande aan hun afsluiting uitdrukkelijk aan het optrekken of het onderhoud van het goed heeft bestemd;

b) de verplichtingen met betrekking tot openbare overeenkomsten in uitvoering betreffende het optrekken of het onderhoud van het goed;

c) de betaling van de verzekeringspremies;

d) de aan derden verschuldigde vergoedingen wegens de gebreken van de goederen.

§ 4. De overdracht van de rechten en goederen heeft plaats zonder vergoeding ten voordele van de overheid die deze oorspronkelijk in bezit had.

§ 5. Het personeel, belast met de uitbating van de krachtens § 2 opgenomen installaties, moet door de zuiveringsinstelling worden overgenomen; het personeel blijft in een dergelijk geval de voordelen van zijn vroegere rechtspositie genieten.

Indien het personeel onder kontrakt betreft, is de zuiveringsinstelling verplicht de verplichtingen van de werkgever ten opzichte van dit personeel na te komen.

Indien het personeel met een rechtspositie betreft, is de zuiveringsinstelling verplicht aan dit personeel een pensioen en voordelen inzake sociale zekerheid te verlenen die minstens gelijkwaardig zijn aan die van de vroegere rechtspositie.

De lijst van het overgedragen personeel wordt in gemeen overleg door de zuiveringsinstelling en de overdragende autoriteit vastgesteld binnen een termijn van drie maanden volgende op de kennisgeving van de goedkeuring van de Deelregering, beoogd in § 1. Deze lijst moet ter kennis van alle betrokken agenten worden gebracht; de overdracht heeft plaats binnen een termijn van twee maanden volgende op deze laatste kennisgeving.

§ 6. Wanneer het Gewest, in toepassing van artikel 12 van de speciale wet op de institutionele hervormingen, eigenaar van goederen en houder van rechten zal zijn geworden die nog aan de Staat toebehoren en die volstrekt noodzakelijk zijn voor de zuivering van het afvalwater, is de Deelregering verplicht deze binnen een termijn van vier maanden aan de zuiveringsinstelling over te dragen. Deze overdracht moet door de Deelregering aan de bewaarder der hypotheken ter kennis worden gebracht indien het onroerende goederen betreft.

§ 7. De goederen die nuttig zijn voor de zuivering van het afvalwater en die momenteel aan het Gewest toebehoren, zullen worden overgedragen volgens dezelfde modaliteiten als die in § 6 worden beoogd en tegelijkertijd.

§ 8. De in de §§ 6 en 7 beoogde overdrachten hebben geen enkele overdracht van personeel van het Gewest aan de zuiveringsinstellingen tot gevolg.

Art. 75. De machtigingen voor lozing die voorafgaande aan het van kracht worden van onderhavige verordening waren afgegeven, blijven geldig.

De machtigingen voor lozing in een gewoon oppervlaktewater die voorafgaande aan het van kracht worden van onderhavige verordening werden afgegeven, lopen evenwel af tien jaar na de datum van hun toekenning maar ten vroegste één jaar na het van kracht worden van onderhavige verordening en ten laatste per 31 december 1992.

De bepalingen van onderhavige verordening met betrekking tot de intrekking van de machtigingen en de wijziging van de lozingsvoorwaarden, zijn van toepassing op de machtigingen voor lozing die vóór het van kracht worden van onderhavige verordening werden afgegeven.

**Art. 76. § 1.** Onderhavig artikel is van toepassing op de aanvragen voor een machtiging voor lozing die vóór het kracht worden hiervan werden ingediend maar waarover op deze datum nog geen definitief besluit werd genomen.

De personen die een aanvraag voor een machtiging voor lozing ten hoogste vier jaar vóór het van kracht worden van onderhavige verordening hebben ingediend, worden geacht te zijn gemachtigd tot aan de dag waarop een uitdrukkelijk besluit over hun aanvraag wordt genomen; de termijn waarvoor deze stilzwijgende machtiging geldig blijft, loopt evenwel af, zelfs vóór ieder uitdrukkelijk besluit, twee jaar na het van kracht worden van onderhavige verordening; deze termijn kan bij besluit van de Deelregering voor een hernieuwbare termijn van twee jaar worden verlengd.

§ 2. Artikel 7 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen de vervuiling en de bepalingen die werden getroffen voor zijn uitvoering, blijven van toepassing op ieder verhaal dat op basis van genoemd artikel 7 vóór het van kracht worden van onderhavige verordening werd ingediend.

**Art. 77.** Zo lang de in de artikelen 66 en 69 vermelde agenten niet zullen zijn aangewezen, worden hun opdrachten uitgeoefend door de agenten die bevoegd zijn gemaakt voor het opsporen en vaststellen van de overtredingen van de wet van 26 maart 1971 op de

bescherming van het oppervlaktewater tegen de vervuiling, onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie.

**Art. 78. § 1.** Tot het van kracht worden van de artikelen 24 tot 27, zullen de in artikel 20 voorziene subsidies het voorwerp van een gewone inschrijving op de gewestelijke begroting vormen.

§ 2. Voor het boekjaar in de loop waarvan onderhavige verordening van kracht zal worden, wordt een krediet, bestemd voor het verschaffen aan de zuiveringsinstellingen van een bedrijfskapitaal, op de begroting van het Gewest ingeschreven.

**Art. 79.** De artikelen 21 tot 35 zullen op de door de Deelregering vastgestelde datum van kracht worden en ten laatste per 31 december 1986.

Vaardigen onderhavige verordening uit en gelasten dat deze in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd.

Brussel, 7 oktober 1985.

De Minister-President van het Waalse Gewest, belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest, belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie,

Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O., de Ruimtelijke Ordening en de Bossen voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatieverwerking,

J. MAYENCE-GOOSSENS

F. 36 — 36

14 AOUT 1985. — Arrêté ministériel portant ratification des statuts de la Société Régionale Wallonne du Logement

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, V;

Vu le décret du Conseil Régional Wallon du 25 octobre 1984 instituant la Société Régionale Wallonne du Logement, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 24 mai 1985 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du Conseil Régional Wallon du 25 octobre 1984 instituant la Société Régionale Wallonne du Logement;

Vu les délibérations de l'Exécutif Régional Wallon du 8 mai 1985;

Vu l'expédition d'un acte passé en date du 16 juillet 1985 par devant M. Paul Paternoster, notaire à Châtelineau (Châtelet);

Considérant que pour des raisons de sécurité juridique, il s'impose d'assurer sans délai la publicité des statuts de la Société Régionale Wallonne du Logement;

Vu l'urgence,

Arrête :

**Article 1er.** Les statuts de la Société Régionale Wallonne du Logement, tels qu'ils sont fixés dans l'acte précité du 16 juillet 1985 et ci-après reproduits sont ratifiés.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 8 mai 1985.

Bruxelles, le 14 août 1985.

J. MAYENCE-GOOSSENS